

مركزاً من راحل

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997

AFRIQUE DU SUD Nelson Mandela a officiellement quitté la présidence du Congrès national africain (ANC), mardi 16 décembre, en exprimant le souhait que les transfor-

mations accomplies sur le plan racial dans le domaine politique trouvent leur prolongement dans le domaine économique. Il a toutefois stigmatisé l'incompréhension persistante entre

Blancs et Noirs. ● LE SEUL CANDIDAT à la succession de Nelson Mandela est le dauphin désigné Thabo Mbeki. Devenu chef de l'ANC, M. Mbeki sera en position de remporter l'élection

présidentielle de 1999. Il est rompu aux affaires du parti et gère depuis plusieurs mois déjà le pays dont il est officiellement vice-président. ● LES 3 000 DÉLÉGUÉS de l'ANC, réunis en

congrès ont longuement ovationné Nelson Mandela, avant et après son discours. Les militants ont ainsi rendu hommage au symbole vivant de la lutte contre l'oppression.

Nelson Mandela passe le témoin de la présidence de l'ANC

« Madiba », comme l'appellent affectueusement ses partisans, a commencé à se retirer progressivement de la vie politique. En lui désignant un successeur, le Congrès national africain choisit aussi le futur chef d'Etat d'Afrique du Sud

MAFIKENG

de notre envoyé spécial
Le président Nelson Mandela a ouvert, mardi 16 décembre, la cinquantième conférence du Congrès national africain (ANC) par un discours d'une dureté sans précédent à l'égard de la minorité blanche et de ses représentants politiques. L'intervention de M. Mandela coïncidait pourtant avec la journée de la réconciliation, thème qu'il affectionne habituellement. Mais en présentant son rapport de président sortant du parti devant plus de 3 000 délégués réunis à Mafikeng, l'ancienne capitale du Bophuthatswana, un homeland indépendant au temps de l'apartheid, M. Mandela a accusé les Blancs de « résister au changement ». Il a reproché aux formations politiques qui les représentent de défendre

« une position réactionnaire, dangereuse et opportuniste, plutôt que de suivre un programme conforme à l'intérêt national ».

Le chef de l'Etat s'en est pris tout particulièrement au Parti national (NP), au pouvoir sous l'apartheid. Il a fustigé « une arrogance qui découle de l'attachement aux idées de supériorité raciale ». « Cela montre qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir unir la majorité de notre peuple », a-t-il affirmé. Le président sud-africain a encore été plus loin en dénonçant une « campagne de déstabilisation destinée à maintenir les privilèges de l'apartheid » et à saboter l'action du pouvoir noir. Sans donner de précisions, le chef de l'Etat a évoqué l'existence d'une « conspiration » d'un réseau contre-révolution-

naire » proches des anciens cercles dirigeants. Selon lui, cette mouvance disposerait d'appuis à l'étranger, parmi, notamment, « des groupes néofascistes ».

Ces paroles accusatrices et inhabituellement véhémentes de la part de M. Mandela ont surpris les nombreux diplomates et journalistes étrangers présents dans la salle des congrès de l'université de Mafikeng. Elles ont provoqué un étonnement mêlé de colère au sein des partis politiques incriminés. Le NP a ainsi déploré la « paranoïa » du président Mandela. Son discours, il est vrai, contraste avec l'image de Père de la nation que le chef de l'Etat cultive en temps normal, prônant à chaque occasion la réconciliation et la patience.

Deux jours seulement avant

l'ouverture du congrès de l'ANC, le président Mandela avait joué encore sur ce registre, lors de son dernier entretien accordé en tant que chef du parti, diffusé par la télévision sud-africaine. S'adressant à la nation, le chef de l'Etat s'était voulu rassurant sur sa succession. Il avait affirmé que son dauphin, le vice-président Thabo Mbeki, suivrait la même ligne de conduite modérée et conciliante.

DISCOURS MUSCLÉ

Mais, à Mafikeng, c'est le tribune politique qui s'est exprimé, afin de mobiliser et de ressourder les militants de son parti. « Madiba », comme l'appellent affectueusement ses partisans, avait d'ailleurs délaissé son habituelle chemise chamarrée au profit d'un T-shirt jaune portant un slogan de l'ANC :

« Bâtir sur des fondations pour une vie meilleure ». M. Mandela a cherché à donner de la consistance à ce slogan par le biais d'un discours particulièrement musclé à l'encontre des Blancs. Pour autant, il s'est bien gardé d'annoncer la moindre mesure coercitive à l'égard de cette minorité et l'approche prudente du pouvoir noir ne semble pas devoir fondamentalement changer. Le président sortant de l'ANC a voulu, avant tout, apaiser l'impatience et l'inquiétude des militants comme des électeurs face à la lenteur des changements depuis 1994.

M. Mandela en a profité, du même coup, pour priver d'arguments l'aile gauche de l'ANC, qui s'est fait le porte-voix du désenchantement au détriment de l'unité du parti. Son ex-épouse, Winnie

Madikizela-Mandela, se voit ainsi couper l'herbe sous le pied dès le début du congrès. Ses arguments populistes porteront sans doute beaucoup moins après le durcissement opéré par son ex-mari. Les réactions de la salle pendant le discours du président Mandela ont fourni une première indication dans ce sens. Enthousiasmés et déçus, les 3 000 délégués de l'ANC ont ponctué l'intervention de Nelson Mandela d'applaudissements, de chansons et de danses, avant de saluer la fin de son discours par une longue ovation. « C'est vrai qu'il a été dur. Mais il n'a fait que dire les choses comme elles sont. Et c'est bien comme ça », affirmait l'un des délégués en quittant la salle.

Frédéric Chambon

La « renaissance africaine »

Nelson Mandela a développé dans son discours le concept d'une « renaissance africaine » fondée sur la « réelle émancipation politique, économique et culturelle du continent » qu'il pressent au siècle prochain. « Les peuples d'Afrique partagent une destinée commune d'esclavage, de colonialisme et de néocolonialisme et ont un intérêt objectif évident à voir les pays-frères réaliser paix, stabilité, développement soutenu et qualité de vie », a-t-il déclaré. « Les conditions existent aujourd'hui : liquidation enfin achevée du système colonial ; reconnaissance de la folie du néo-colonialisme économique ; affaiblissement, avec la fin de la guerre froide, de la lutte entre grandes puissances pour la domination de l'Afrique », a-t-il affirmé. M. Mandela a estimé que « les pays du Nord doivent comprendre et être persuadés que cette renaissance africaine est aussi dans leur intérêt ». L'Organisation de l'unité africaine (OUA) doit « réorienter sa stratégie pour se concentrer sur cet objectif », a-t-il précisé.

Les adieux émouvants de « Madiba » aux militants

MAFIKENG

de notre envoyé spécial
Nelson Mandela est monté le dernier sur la scène, de son pas ralenti et lent, vêtu d'un simple T-shirt de l'ANC, comme les autres militants. Alors les voix des hommes se sont faites plus graves et les « youyouyou » sonores des femmes ont redoublé.

Dans une chaleur étouffante, la salle a résonné encore plus fort au rythme des chants et des danses pour rendre hommage à « Madiba ». Ils étaient plus de trois mille à vouloir dire adieu à leur chef, à celui qui a consacré sa vie pour libérer les siens du joug de l'apartheid. Devant eux, le président Mandela, leur président, allait prononcer un dernier discours avant de transmettre les rênes du parti au dauphin qu'il s'est choisi, Thabo Mbeki.

En 1990, le prisonnier politique le plus célèbre du monde sortait des geôles de l'apartheid après y avoir passé vingt-sept ans. L'année suivante, il devenait président de l'ANC, succédant à Oliver Tambo, avant de prendre la tête, en 1994, d'une Afrique du Sud multiraciale et démocratique. A soixante-dix-neuf ans, Nelson Mandela tire sa révérence en tant que dirigeant de l'ANC, première étape d'une retraite annoncée pour 1999, après les prochaines élections. Plus qu'un chef, c'est une légende, un symbole et un héros que les militants veulent saluer et honorer.

Comme pour leur répondre, « Madiba » sacrifie à l'habitude. Il esquisse quelques pas de danse. L'exercice est pourtant de plus en plus difficile. Les gestes saccadés et les cheveux grisonnants témoignent du poids des ans. Mais le président Mandela se laisse balancer quelques

secondes par la clameur. Puis il ajuste ses lunettes et le silence se fait. Comme à l'égise. « Le moment est venu pour les gens de ma génération de passer le témoin à nos successeurs », lance-t-il.

UNE LONGUE OVATION

Assis à quelques mètres de lui, deux autres figures historiques de la lutte anti-apartheid l'écourent. Walter Sisulu et Govan Mbeki – le père de Thabo Mbeki – sont assis côte à côte. « J'irai bientôt m'asseoir avec eux », plaisante le président Mandela en leur rendant hommage. Puis, comme pour déifier l'âge, le vieux chef se lance dans un discours fleuve, long de plus de quatre heures. La voix s'affaïssit à intervalles réguliers, le temps de boire un verre d'eau. Rien n'y fait. La moiteur est insupportable, Nelson Mandela tient à lire, debout, les cinquante-trois pages de sa dernière allocution de président de l'ANC.

Après plusieurs pauses ponctuées de chants et de danses, la phrase finale tombe : « Je suis honoré de remettre notre futur commun entre vos mains ». Le président Mandela range ses lunettes. La salle peut enfin se libérer et lui rendre un ultime salut en l'ovationnant debout pendant de longues minutes. Sur la scène, les dirigeants de l'ANC, eux aussi, tiennent à lui dire un dernier au-revoir. Il les serre dans ses bras, les uns après les autres, y compris Winnie, son ex-épouse devenue la rebelle du parti. Dehors, les délégués se dispersent entre les stands de souvenirs à l'ambiance nostalgique. Sur un étal, un pagne aux couleurs de l'ANC porte encore le slogan des élections de 1994 : « Mandela président ».

Fr. Ch.

Winnie joue son va-tout

La très controversée Winnie Madikizela-Mandela devait jouer mercredi son avenir politique, en se présentant au poste de vice-président de l'ANC. En dépit de sa mise en cause dans des affaires de meurtres, Winnie, soixante-trois ans, reste très populaire au sein de la communauté noire défavorisée. Et malgré l'opposition de hauts responsables de l'ANC, elle pourrait être élue si un nombre suffisant des 3 000 délégués de l'ANC lui apportent leurs suffrages. Winnie, présidente de la Ligue des femmes de l'ANC, n'a pas reçu d'investiture officielle, mais elle pourrait être nommée par les délégués au congrès, si 25 % à 30 % d'entre eux la soutiennent. Le seul candidat officiel est Jacob Zuma, le patron de l'ANC dans le KwaZulu-Natal et ancien chef des services de renseignement du parti dans la clandestinité. Mardi, Winnie a été accueillie triomphalement à son arrivée au congrès. Si elle est élue au poste de vice-président de l'ANC, elle pourrait briguer la vice-présidence du pays après les élections de 1999. En cas d'échec, elle pourrait être tentée de rejoindre le Mouvement démocratique uni (UDM), fondé par un dissident de l'ANC, Bantu Holomisa, très populaire lui aussi.

Thabo Mbeki, le dauphin controversé

MAFIKENG

de notre envoyé spécial
« L'énigme de la politique sud-africaine ». C'est ainsi que le vice-président de la République, Thabo

PORTRAIT

Le successeur s'est affirmé comme le maître d'œuvre de la politique de prudence

Mbeki, est souvent présenté par la presse sud-africaine. Homme d'Etat responsable et visionnaire pour les uns, politicien arriviste dépourvu de charisme pour les autres, le successeur du président Nelson Mandela ne fait pas l'unanimité. Une partie de l'opinion publique demeure déçue par le côté réservé et technocrate du personnage. Elle s'interroge encore sur la vraie personnalité de M. Mbeki ainsi que sur sa capacité à faire face à l'après-Mandela.

Pourtant dès 1994, le chef de l'Etat a fait de ce quinquagénaire élégant son dauphin et le commandant vice-président du gouvernement d'unité nationale. Depuis, il lui a progressivement délégué la gestion des affaires courantes afin de renforcer sa stature. Revenu seulement en 1990 d'un exil long de vingt-huit ans, M. Mbeki était alors un quasi-inconnu pour les Sud-Africains. Il pouvait néanmoins se prévaloir d'un long parcours au

sein de l'ANC. Fils de Govan Mbeki, un des dirigeants historiques du mouvement anti-apartheid, Thabo Mbeki a été le bras droit du président de l'ANC, Oliver Tambo. Il a représenté le mouvement dans plusieurs pays étrangers avant de participer aux négociations ayant abouti à la fin du régime d'apartheid.

Depuis 1994, M. Mbeki a fait la preuve de ses capacités de dirigeant. Il a pris une part grandissante dans la conduite du gouvernement et il assume aujourd'hui la fonction officielle d'un premier ministre aux responsabilités élargies. « Légèrement, je suis toujours le président. Mais en réalité, c'est M. Mbeki qui dirige l'Afrique du Sud », déclarait récemment M. Mandela. Les milieux d'affaires blancs ont déjà pris acte de la transmission du pouvoir. D'après une enquête publiée au début de l'année, la succession du chef de l'Etat n'est plus, pour eux, un sujet d'inquiétude majeure.

M. Mbeki, il est vrai, s'est affirmé comme le maître d'œuvre de la politique de prudence et de rigueur menée par le pouvoir en matière économique. En politique extérieure, il a joué un rôle important dans la montée en puissance de son pays en Afrique, développant le thème d'une « renaissance africaine ». Il a également multiplié les voyages à l'étranger pour mieux se faire connaître. Parallèlement, avec le soutien de M. Mandela, le vice-

président a renforcé son emprise sur l'ANC. Quitte à provoquer la grogne de la base et susciter des reproches d'autocratie. M. Mbeki a imposé sa marque à l'appareil du parti. Plusieurs de ses rivaux, comme le populaire Cyril Ramaphosa, ont d'ailleurs préféré quitter la politique pour le monde des affaires plutôt que de se laisser marginaliser.

UN HOMME DE DOSSIER

Le congrès du parti ne fait que consacrer ce patient travail de prise de pouvoir. M. Mbeki est l'unique candidat à la succession de M. Mandela au poste de président de l'ANC. Il aborde le rendez-vous avec sérénité et cherche à en minimiser la portée. Toujours babil à mêler langue de bois et humour pince-sans-rire, le futur patron du parti affirme qu'il s'agit d'un « congrès ordinaire ». Les dissensions internes ne sont, à ses yeux, qu'une fabrication des médias. « Les prises de position de Winnie Madikizela-Mandela ne sont même pas un enjeu pour nous. Il n'y a aucun problème d'intérieur de l'ANC », estimait M. Mbeki, quelques jours avant le début du congrès.

S'il a réussi à s'imposer au sein de l'ANC, cet inconditionnel du « look » vestimentaire anglais n'a pas résolu pour autant son problème d'image auprès des habitants des townships. Au contraire, les récents déboires de M. Madikizela-Mandela – toujours populaire

dans les cités noires – ont renforcé l'impression, donnée par certains journaux, d'un politicien éliminant sans scrupule ses rivaux pour accéder au pouvoir. De plus, en tant qu'instigateur de la politique gouvernementale, le dauphin de M. Mandela est en première ligne face au mécontentement de la communauté noire.

M. Mbeki ne bénéficie pas non plus de l'aura et de l'autorité incomparables du chef de l'Etat. Ce diplômé en économie de l'université du Sussex, à la barbe poivre et sel strictement taillée, est avant tout un homme de dossiers qui peut donner l'impression de manquer de chaleur humaine. Même si la faiblesse de l'opposition et la fidélité à l'ANC l'assurent quasiment d'être élu en 1999, M. Mbeki sait qu'il doit accroître sa popularité dans les townships. C'est pour cette raison, sans doute, qu'il a récemment durci son discours à l'égard de la minorité blanche.

Le vice-président s'efforce à rassurer sur l'après-Mandela en affirmant qu'il ne faut pas s'attendre à des bouleversements dans la politique de réconciliation, de compromis et de consensus menée jusqu'à présent. Mais, sensible à son image dans les cités noires, il a récemment reproché aux Blancs – non sans un brin de démagogie – de résister au changement et de susciter l'impatience des plus défavorisés.

Fr. Ch.

SCIENCE & VIE

HORS SERIE

Faites le tour du monde du patrimoine de l'humanité

Les digues géantes d'Angkor, les trois mosquées de Tombouctou, Cordoue la rivale de Bagdad... Découvrez les chefs-d'œuvre du génie humain.

EN KIOSQUE DÈS AUJOURD'HUI

En Afrique, Lionel Jospin mettra l'accent sur les problèmes d'immigration

Paris continue à accorder une aide économique très importante au régime marocain

Lionel Jospin a entamé mercredi 17 décembre une visite officielle au Maroc avant de se rendre vendredi au Sénégal puis, samedi, au Mali. Au

cours de cette première tournée sur le continent africain, le chef du gouvernement devrait mettre l'accent sur « l'aide au développement »

et la politique française d'immigration. Au Maroc où l'accompagnent quatre ministres, M. Jospin sera reçu par le roi Hassan II.

QUE LE MAROC soit le premier pays non européen à accueillir le premier ministre, Lionel Jospin, en visite officielle depuis mercredi 17 décembre, ne manque pas de sel, tant les relations entre les socialistes français et le roi Hassan II ont, au cours des années, été marquées par la suspicion réciproque. Aux yeux du souverain chérifien, les socialistes sont coupables d'avoir toujours été du côté de ses adversaires. Et le PS n'a pas manqué une occasion de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par Rabat. N'est-ce pas Ségolène Royal qui exhortait ses collègues députés à boycotter la dernière visite de Hassan II à l'Assemblée nationale en mai 1996 ? Aujourd'hui chargée de l'enseignement supérieur, elle accompagne, comme trois autres ministres, Lionel Jospin à Rabat.

Le gouvernement socialiste actuel (dont quatre ministres sont nés ou ont vécu au Maroc) préfère mettre l'accent sur les progrès du régime. Il y en a d'incontestables. Profitant d'une tolérance inconnue jusqu'ici, des contre-pouvoirs ont éclos. Une section d'Amnesty International est tolérée au Maroc, même si les pouvoirs publics ne l'ont toujours pas reconnue officiellement, tout comme la branche locale de Transparency International, une association qui lutte contre la corruption. Les bagues pour prisonniers politiques ont été rasées. La presse locale commence à s'émanciper. Des clubs de réflexion politique voient le jour.

Paris observe avec intérêt les progrès du régime marocain sur la voie de la démocratie. Des élections législatives ont eu lieu en novembre.

Logiquement, elles devraient conduire à une « alternance » et aboutir à la formation, après le Ramadan, en janvier, d'un gouvernement dirigé par la première fois par des socialistes.

Rabat a touché les dividendes de sa politique d'ouverture. En visite officielle au Maroc cet été, Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, a annoncé que la France faisait sur une croûte sur 1,4 milliard de francs dus par Rabat. Avec une annulation de créances de 1 milliard de francs, le gouvernement d'Alain Juppé n'avait pas autant choyé le royaume - ni aucun autre Etat de la région.

Le gouvernement court ainsi le risque de se voir reprocher d'appuyer un régime à la popularité douteuse. Car la monarchie n'en reste pas moins d'essence autoritaire. Monté sur le trône il y a trente-cinq ans, Hassan II continue à régner sans partage en s'appuyant sur le ministre de l'intérieur, Driss Bassi, devenu numéro 2 du régime. L'indépendance de la justice reste un mot creux. Ibrahim Serfaty, une figure de proue de l'opposition, en sait quelque chose qui, à soixante et onze ans, ne peut toujours pas retourner au Maroc d'où il a été expulsé « arbitrairement » en 1991, comme l'a rappelé le 15 octobre l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH). Les inégalités sociales aussi sont choquantes. Dans les grandes villes, des murailles masquent aux yeux des visiteurs des bidonvilles honteux tandis que l'élite vit à proximité, dans un luxe effréné.

Le roi appelle de ses vœux une alternance gouvernementale - sage, dit-il, d'un style nouveau et d'hommes nouveaux - mais, si elle a lieu, elle se fera sous haute surveillance. Conformément aux pronostics du palais, le résultat des élections législatives de novembre - contesté par l'opposition - en a donné un avant-goût. Avec un paysage politique que se disputent à parts égales l'opposition, le centre-droit et la droite, les socialistes seront contraints de s'allier à la droite et ne disposeront que d'une faible marge de manœuvre.

COMPLAISANCE POUR L'ALGERIE

Le Maroc est le seul pays d'Afrique du Nord où Lionel Jospin risque de se voir reprocher sa complaisance. Au lendemain d'élections locales qui ont vu pour la première fois les frères ennemis de l'opposition kabyle, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), manifester côte à côte contre « la fraude massive » organisée, selon eux, par le pouvoir, le ministre français des affaires étrangères a fait l'éloge du « processus institutionnel » en cours à Alger. « C'est bien, ça, ça va bien, ça va bien », a-t-il dit. « C'est bien, ça va bien, ça va bien », a-t-il dit. « C'est bien, ça va bien, ça va bien », a-t-il dit.

Le chef de la diplomatie française a, certes, tempéré son propos et fait la différence entre « processus institutionnel » et « démocratie véritable ». Il n'empêche, même si à la chambre des députés « sept ou huit partis se combattent selon des procé-

dés normaux », rien ne dit que l'Algérie, dirigée par une caste de généraux, se rapproche d'une démocratie parlementaire. Et la nomination dans les prochains jours par le président Zéroual d'un tiers des membres du futur Sénat (aux pouvoirs beaucoup plus étendus que la chambre des députés) fournira une indication du degré d'ouverture réel du régime.

La Tunisie est un cas particulier. Personne ou presque dans les rangs socialistes n'ose plus vanter les vertus de la démocratie telle que la pratique le président Zine el Abidine Ben Ali. Que le chef de l'Etat tunisien, qui est également le chef du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, ait fait adopter récemment en conseil des ministres un texte qui octroie aux partis de l'opposition 20 % des sièges au parlement et dans les conseils municipaux quel que soit leur score, en dit long, dix ans après son arrivée au pouvoir, sur l'état d'asservissement de l'opposition tunisienne.

Matignon n'ignore rien des déviances sécuritaires du régime. Mais par « réticence » et pour ne pas se heurter à l'Élysée, Lionel Jospin garde un profil bas. D'autant qu'il veut se persuader qu'en Tunisie, comme en Algérie et au Maroc, l'ouverture économique ouvre inéluctablement la voie à la démocratie. A court terme, ce peut risquer de décevoir l'opinion publique des deux côtés de la Méditerranée. Sur tout, il ne peut tenir lieu de politique.

Jean-Pierre Tuquet

La malnutrition tue plus que n'importe quelle épidémie

Le rapport annuel de l'UNICEF estime que sept millions d'enfants meurent chaque année

LA MALNUTRITION tue plus d'enfants que n'importe quelle épidémie, catastrophe naturelle ou guerre. Près de sept millions d'enfants meurent chaque année des conséquences d'une mauvaise alimentation, indique l'Unicef dans son rapport annuel rendu public mardi 16 décembre. Quand elle ne tue pas, la malnutrition laisse chez des millions de survivants des séquelles durables sous forme de handicaps physiques ou mentaux et d'un système immunitaire affaibli.

En Asie du sud, un enfant sur deux souffre de malnutrition. En Afrique, un sur trois. Le nombre absolu de victimes ne cesse d'augmenter malgré des progrès notables accomplis dans certaines régions, notamment en Amérique latine. « Les ravages de la malnutrition aujourd'hui sont plus importants que ceux de la peste noire en Europe et en Asie au XIV^e siècle », a déclaré Carol Bellamy, directrice générale du Fonds des Nations unies pour l'enfance, lors de la présentation du rapport annuel.

DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

L'Unicef estime que la malnutrition est responsable de 55 % des 12 millions de décès d'enfants de moins de cinq ans qui surviennent chaque année. Mais les trois quarts des victimes sont affectées de ce que les spécialistes nomment la malnutrition légère, qui ne s'accompagne d'aucun signe extérieur. Aujourd'hui, 183 millions d'enfants ont un poids anormalement bas pour leur âge, 226 millions présentant un retard de croissance. Le mode d'alimentation des

femmes est particulièrement lié à la santé des enfants. Les femmes enceintes qui souffrent de malnutrition mettent au monde des enfants de poids insuffisant, qui ont un quotient intellectuel inférieur en moyenne de cinq points par rapport aux enfants en bonne santé.

Les pays industrialisés ne sont pas épargnés. L'Unicef considère qu'aux États-Unis, plus de 13 millions d'enfants, soit un enfant de moins de douze ans sur quatre, n'obtiennent pas la nourriture dont ils ont besoin, même si, paradoxalement, ils sont nombreux à souffrir d'obésité. Au Royaume-Uni, les familles pauvres connaissent des risques de santé liés à l'alimentation, notamment en fin de mois, avant que ne soient versées les allocations mensuelles. En France, les plus pauvres consacrent près d'un quart de leur budget à l'alimentation, mais leur nourriture est déséquilibrée au détriment des fruits et des légumes ; selon une enquête, 63 % des nouveau-nés sont carencés en fer, et 55 % souffrent d'anémie.

Carol Bellamy estime que « la victoire sur la malnutrition est à notre portée ». Déplorant le fait que la malnutrition « ne retienne pas l'attention » et reste largement « invisible », elle estime que « comme des progrès en matière de vaccination ont pu être réalisés dans les années 80, des suppléments nutritionnels simples et peu onéreux pourraient être l'une des mesures de santé publique les plus importantes de la fin des années 90 ».

Michèle Aulagnon

Un contrat conclu entre Paris et Abou Dhabi assurera 15 000 emplois pendant cinq ans

ABOU DHABI de notre envoyé spécial. La visite que le président de la République a effectuée lundi 15 et mardi 16 décembre à Abou Dhabi, capitale de l'Etat des Emirats arabes unis (EAU), a été fructueuse. Jacques Chirac, accompagné du ministre de la défense, Alain Richard, et du secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, a pu annoncer la conclusion, après plus de quatre ans de négociations, d'un contrat « de plus de 20 milliards de francs » entre les sociétés Dassault Aviation, Thomson-CSF, Matra et la Saecma d'une part, les Emirats de l'autre. Trente Mirage 2000-9 vont être fournis à l'armée émiratie, qui modernisera par ailleurs trente-trois Mirage 2000 SAD-8 déjà en fonction. Ce contrat, qui représente 16 milliards de francs environ pour la partie avion et 4 milliards pour les armements en missiles, va représenter

une change de travail de « 15 000 emplois pendant cinq ans ».

La perspective de ce contrat avait justifié la présence autour du chef de l'Etat d'une forte délégation d'hommes d'affaires, énumérée notamment par Serge Dassault et Jean-Luc Lagardère. Comme un accord en appelle souvent un autre entre la France et les Emirats, M. Chirac a aussitôt ajouté qu'il avait profité de l'occasion pour dire « à nos amis émiratis les avantages qu'ils auraient à choisir comme avion futur le Rafale ». Le président a invité les industriels français engagés dans ce projet controversé, du fait de son coût, à faire, « un vrai effort pour convaincre ». Face à l'émirat de Abu Dhabi, l'aviation russe Sukhoi-37 et au F-16 américain, il leur faut présenter un produit « de même qualité et de même prix », a recommandé M. Chirac.

Pour autant, et alors qu'Aéro-

port de Paris (ADP) a elle aussi conduit à l'occasion de cette visite un contrat pour la modernisation et l'extension de l'aéroport d'Abou Dhabi, le président de la République a estimé que l'entente entre les deux pays permet, à présent, de « dépasser » les relations acheteurs-vendeurs : « Il faut (...) mettre en place un véritable partenariat, exporter de la technologie et s'associer aux Emirats pour développer des matériels et des services de haute technologie ». M. Chirac a évoqué l'exploitation d'un champ gazier, des projets d'usine de dessalement et d'usine d'engrais chimiques, ainsi que la création d'un département de français à l'Université el-Ain, dans l'émirat d'Abou Dhabi.

Cette coopération pourrait s'appuyer sur l'ancienneté d'un rapprochement voulu « par cheikh Zayed [le président de la Fédération] et le général de Gaulle », a rappelé M. Chirac. Les deux présidents ont pu constater leurs convergences. Processus de paix, Iran, Irak, aucune feuille de papier à cigarette, à en croire le président de la République, ne pourrait ainsi être glissée entre la France et les Emirats arabes unis.

C'est le cas à propos du contentieux territorial opposant les Emirats à l'Iran, qui occupe depuis 1971 trois îles du Golfe, la Petite et la Grande Tombé et Abou Moussa. Paris, comme Abou Dhabi, a « toujours eu pour position » que les contentieux territoriaux soient tranchés « par la Cour internationale de Justice », a indiqué M. Chirac, qui a souhaité « que l'Iran le comprenne ».

L'attitude du gouvernement israélien suscite les mêmes inquiétudes. La France, l'Europe et le monde « sont de plus en plus irrités » par la « mise en panne » du processus de paix israélo-arabe, a affirmé M. Chirac. Peu optimiste, il s'est cependant félicité de l'évolution des États-Unis, moins hostiles que par le passé à ce que « la France et l'Europe prennent leurs responsabilités » dans la région. Il a évoqué « une initiative commune avec les Américains », sans en préciser pourtant ni la forme ni la date.

Gilles Paris

Bill Clinton rappelle que l'option militaire reste possible contre l'Irak

WASHINGTON de notre correspondant

Bien qu'il faille attendre le rapport que Richard Butler, le chef de la commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscm) doit faire jeudi 18 décembre devant le Conseil de sécurité, il est d'ores et déjà clair, pour le président américain, Bill Clinton, que Bagdad n'est pas prêt à l'obligation d'ouvrir tous les sites aux inspections des experts militaires.

Lors d'une conférence de presse mardi à Washington, quelques heures après que M. Butler ait annoncé de Bagdad que l'Irak interdisait à jamais l'accès des sites présidentiels aux inspecteurs du désarmement, M. Clinton a réaffirmé qu'il n'écarterait aucune option (euphémisme habituel pour envisager des frappes militaires). M. Clinton s'est cependant gardé de la moindre rhétorique menaçante, comme pour laisser, une nouvelle fois, le maximum de chances à une solution diplomatique. Interrogé sur le point de savoir si le président irakien n'est tout simplement pas... fou, M. Clinton a longuement réfléchi avant de répondre : « Si l'est, il est parfois follement intelligent, et puis, à d'autres moments, il fait quelque chose qui paraît étonnamment de stupidité ».

UN TON CONCILIANT AVEC L'IRAN

D'après lui, le président Saddam Hussein s'est fourvoyé en tablant sur le fait que « d'autres pays » (allusion à la France et à la Russie), envers lesquels l'Irak est endetté et qui, pour cette raison, veulent « faire des affaires avec lui », étaient prêts à rompre la solidarité des pays alliés lors de la guerre du Golfe. Il pensait aussi - à tort selon M. Clinton -, que les États-Unis n'accepteraient jamais de lever les sanctions contre l'Irak, quelle que puisse être l'attitude de ce pays. Enfin, il savait pouvoir « jouer la carte » des souffrances du peuple irakien auprès de l'opinion internationale.

M. Clinton s'est dit concerné par le sort des enfants irakiens, mais a souligné que leur plus gros problème, c'était... Saddam Hussein, lequel n'a pas craint, par ailleurs, de lancer des missiles SCUD sur Israël.

et d'utiliser des armes chimiques « contre les Iraniens et les Kurdes ». Les sanctions doivent donc être maintenues, aussi longtemps que Bagdad ne se sera pas plié aux résolutions de l'ONU.

Le président, qui s'est d'autre part dit « très encouragé » par l'offre de « dialogue » faite par le président iranien, Mohammad Khatami, a adopté un ton conciliant envers Téhéran. Il n'a pas l'intention de briser l'isolement dans lequel les États-Unis veulent maintenir l'Irak, notamment parce que le régime est toujours accusé de soutien au terrorisme, d'opposition au processus de paix israélo-arabe et

d'acquiescement à des destructions massives. Mais M. Clinton reconnaît qu'« une discussion » est en cours pour savoir comment amorcer « un dialogue honnête » avec l'Iran sur ces différents sujets.

M. Clinton a salué en Iran « un pays où grand passé et duquel, à plusieurs époques, les États-Unis ont été très proches ». Aussi, juge-t-il « tragique » que les deux pays se soient séparés. Dans l'immédiat, l'administration est donc intéressée par un dialogue, mais souhaite vérifier si les propos iraniens seront suivis de propositions concrètes.

Laurent Zecchini

COMMENTAIRE UNE VOIE MÉDIANE POUR DASSAULT

Condu grâce à un fort engagement de l'Etat français qui ne s'est jamais démenti, le contrat de 4 milliards de dollars, qui vient d'échouer à Dassault-Aviation, maître d'œuvre du Mirage 2000-9, et qui était attendu depuis quelques années déjà, contribuera à regagner les carnets de commandes du groupe aéronautique présidé par Serge Dassault et de ses partenaires industriels. Cependant, la signature du marché intervient au moment où, de surcroît, l'Etat français presse le groupe privé de rapprocher ses activités électroniques de Thomson-CSF, avec Alcatel, et ses activités aéronautiques de celles du groupe Aerospatiale, pour la mise sur pied, dans un second temps, d'un « pôle » européen autour de la nouvelle société Airbus Industrie. On pourrait donc en conclure que l'Etat, fort de son succès aux Emirats arabes unis, vient de se donner les moyens de faire comprendre à

Dassault, où se trouve son intérêt.

Entre le repli sur soi, qui l'amènerait à se braquer contre toute idée d'un rapprochement avec Aerospatiale, et une incitation à se fondre dans un ensemble industriel plus large, où il lui semblerait courir le risque de perdre son identité, Dassault est placé, en réalité, devant une voie médiane : il peut désormais se donner le temps de choisir. Le contrat des Mirage 2000-9 lui procure un ballon d'oxygène, en attendant le Rafale.

S'ajoutant aux succès commerciaux à l'exportation qui font des filiales Dassault-Systèmes (le chef de file européen de la conception assistée par ordinateur) et Dassault-Falcon (le seul constructeur d'avions d'affaires et de liaison à réaction) des affaires rentables, cette nouvelle commande incitera le groupe Dassault à considérer que le temps travaille pour lui et à ne pas se jeter tête baissée dans une coopération franco-française, puis européenne, qui ne fait fondamentalement pas partie de sa culture.

Jacques Isnard

NOUVEAU CHRONOGRAPHE BOUCHERON...
...VOTRE TEMPS EST PRÉCIEUX



B
BOUCHERON
PARIS

Paris : 26, place Vendôme
78, rue des Saints-Pères - 134, avenue Victor Hugo
Cannes : 17, la Croisette

La France est « résolue à agir » contre les criminels de guerre en Bosnie

Lionel Jospin a jugé « inacceptables » les accusations du procureur du Tribunal pénal international, Louise Arbour, et n'a pas clarifié la position de la France sur les témoignages de ses officiers, à l'origine de la polémique entre Paris et la responsable de la juridiction internationale

S'exprimant à l'Assemblée nationale, mardi 16 décembre, Lionel Jospin a affirmé que « la France est résolue à agir » contre les criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine. Il a souligné que Paris ne mène pas de poli-

tique « particulière » sur le dossier bosniaque, et que les décisions sont prises conjointement avec les partenaires occidentaux. M. Jospin a critiqué le procureur du Tribunal pénal international (TPI), Louise Ar-

bour, estimant que ses accusations selon lesquelles les criminels de guerre se sentiraient « en sécurité absolue » dans le secteur de l'OTAN sous contrôle français en Bosnie étaient « inacceptables ». Il n'a pas

ailleurs pas clarifié la position française sur la coopération avec le TPI qui était, après des propos très critiques du ministre de la défense Alain Richard à l'égard du Tribunal, à l'origine de la polémique entre Paris et

M^{me} Arbour. Le TPI a des difficultés à recueillir les témoignages des officiers français au stade des enquêtes, et Paris s'oppose à ce qu'ils aillent jamais témoigner lors des audiences à La Haye.

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a assuré, mardi 16 décembre à l'Assemblée nationale, que « la France est résolue à agir » contre les criminels de guerre en ex-Yougoslavie. « A nos yeux, aucun criminel de guerre ne doit échapper au jugement, aucun crime ne doit rester impuni », a-t-il déclaré. C'est la première fois depuis son arrivée à Matignon que M. Jospin s'exprime sur le problème des criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine et sur celui des relations entre la France et le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. Son intervention était donc très attendue, concernant un dossier sensible sur lequel la France n'a pas toujours eu de politique cohérente.

Car l'attitude de Paris sur l'ex-Yougoslavie a varié au gré des années. L'époque Mitterrand fut celle d'un prosélytisme à peine voilé et,

pour l'armée, l'époque des humiliations infligées aux « casques bleus ». Puis il y eut l'année 1995, au cours de laquelle Jacques Chirac a offert aux militaires l'occasion de combattre un peu et de redorer leur blason. Le président français avait multiplié les discours qui traçaient avec la « neutralité » militerrandienne face aux belligérants ; il était devenu le héros de Sarajevo assiégée. Enfin, il y a le Chirac de l'après-Dayton, qui semble avoir quelque peu abandonné le dossier bosniaque aux Américains, pilotes du processus de paix dans les Balkans. Un président qui semble aussi soutenir systématiquement l'avis des état-majors militaires, qui expriment en coulisses des opinions souvent antibosniaques et anti-américaines.

Entre les divergences qui s'expriment à propos de la Bosnie-Herzégovine, Lionel Jospin a tranché : la France parle d'une seule voix. Le premier ministre reprend à son compte l'opinion de l'armée, de l'Elysée, du Quai d'Orsay, effaçant les espoirs de certains socialistes ou d'organisations de défense des droits de l'homme d'un changement de politique.

MANQUE DE COOPÉRATION

Lionel Jospin répondait au procureur du TPI, Louise Arbour, qui a dénoncé à la fois la « non-coopération » de Paris avec le Tribunal pénal international et l'ambiguïté française sur la question de l'arrestation des criminels de guerre. M. Jospin a jugé « inacceptables » les « obligations » et les « imputations scandaleuses » de Louise Arbour sur le fait que les criminels de guerre se sentiraient « en sécurité absolue » dans le secteur de l'OTAN

sous contrôle français en Bosnie, comme elle l'avait déclaré au Monde samedi 13 décembre. « Nous n'accepterons pas que notre pays soit désigné injustement à la critique publique », a déclaré le premier ministre.

Comme le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, la veille, M. Jospin a souligné le caractère conjoint des décisions prises par la Bosnie-Herzégovine. La France ne mène pas de politique « particulière » mais une politique commune, et les militaires obéissent à « un commandement intégré ». Paris souligne que les criminels de guerre ne sont actuellement guère plus inquiétés en secteurs américain et britannique. « Il n'y a rien qui autorise quiconque à dire qu'il y aurait impunité pour les criminels » dans la zone où sont déployés les soldats français, a dit le

premier ministre. En revanche, Lionel Jospin n'a pas véritablement éclairci ce qui fait la spécificité française à l'égard des criminels de guerre, et qui était à l'origine de la polémique déclenchée par les propos du ministre de la défense Alain Richard, à savoir le manque de coopération de Paris avec le TPI sur les enquêtes en cours et les procès qui s'annoncent. M. Richard avait affirmé que les militaires français ne témoigneraient « jamais » à la barre du Tribunal. « La France est prête à poursuivre les discussions sur les modalités de cette coopération », a déclaré le premier ministre. C'est précisément sur ce point que la France s'illustre, car ses partenaires occidentaux ont tout simplement accepté les « modalités » en vigueur au TPI, notamment les dépositions orales des témoins et les contre-interrogatoires.

Le chef du gouvernement s'est par ailleurs félicité des soutiens obtenus par Paris dans son différend avec le TPI. Ces soutiens, de l'OTAN et des Etats-Unis entre autres, ont, comme l'intervention gouvernementale, occulté le vrai débat. Le TPI devra attendre pour savoir s'il pourra un jour appeler des officiers français à témoigner à la barre. En l'absence des chefs politiques et militaires serbes dans les faits, le Tribunal a besoin d'éléments concrets pour prouver l'échelle des responsabilités dans les faits reprochés. Or, cofils du bétail bleu de l'ONU, des officiers français entretenaient des contacts quotidiens avec des responsables qui ordonnaient parallèlement les carnages qui ont ensanglanté l'ex-Yougoslavie.

Rémy Ourdan

TROIS QUESTIONS À...

JEAN COT

1 Vous qui avez commandé les forces de protection de l'ONU (Forpro) en ex-Yougoslavie de juillet 1993 à mars 1994, comment expliquez-vous l'attitude actuelle de la France vis-à-vis du Tribunal pénal (TPI) ?

Je ne m'explique pas pourquoi ça bloque au ministère de la défense. Je constate seulement qu'en France il y a actuellement un malaise au sujet du TPI. Mais on prend des risques lorsque l'on ne veut pas collaborer avec lui. Le monde finit par se demander quelle est la position de la France, un pays qui a pourtant porté ce tribunal sur les fonts baptismaux. On s'interroge sur le rôle que nous jouons. Les poli-

tiques ne peuvent pas tout à la fois demander aux généraux de ne pas témoigner et en même temps parler à leur place. A moins qu'il y ait des choses à cacher, mais je ne sais pas quoi.

2 Vous êtes l'un des rares militaires français à avoir été entendus par des magistrats du TPI, comment s'est déroulée votre audition ?

C'était une audition informelle, réalisée à Paris, qui a duré assez longtemps, six heures, suivant une méthode anglo-saxonne. C'est-à-dire que le domaine d'investigation est très large et que l'on ne voit pas toujours le pourquoi des questions que l'on nous pose. Elles semblaient très éloignées du sujet principal, à savoir les criminels de guerre. On a ressorti des archives, on m'a présen-

té des textes que j'avais écrits et que l'on m'a demandé d'authentifier, sans que je sache à quoi ça pouvait leur servir.

3 Pourquoi n'êtes-vous pas allé témoigner à la barre du TPI ? J'aurais souhaité aller devant le tribunal à La Haye, mais le TPI ne me l'a pas demandé. Je n'ai rien à me reprocher. Je n'ai aucun problème, d'aucune sorte, pas plus que je ne me suis posé la question de savoir si mon témoignage était utile ou pas. Je suis un militaire qui fait ce qu'on lui dit de faire. Le TPI a voulu m'entendre. J'ai accepté, d'autant qu'à l'époque je n'ai subi aucune pression de la part du ministère pour m'y indiquer ou m'en empêcher.

Propos recueillis par Christophe Châtelot

COMMENTAIRE

COHABITATION D'ABORD

Lionel Jospin n'a pas pris la moindre distance avec son ministre de la défense qui, il y a quelques jours, avait engagé publiquement les hostilités avec le Tribunal de La Haye. Comme si la France était en guerre contre le TPI et que cette guerre appelait l'union sacrée, il a rejeté sans état d'âme les reproches de M^{me} Arbour. Comme s'il voulait surtout trancher en faveur de la cohabitation, il a fait bloc avec l'Elysée, dans une affaire qui en réalité divise les milieux politiques et choque l'opinion.

C'est le même homme qui, il y a deux ans, écrivait dans ces co-

lonnes : « Je n'admets pas la raison d'Etat. La morale et le respect des règles démocratiques doivent rester le fondement des relations extérieures d'un pays comme le nôtre, qui doit être porteur d'un certain nombre de valeurs universelles ».

M. Jospin a choisi l'invective. Sans une phrase qui témoignât d'une sensibilité au drame de l'ex-Yougoslavie ; sans la moindre allusion à l'enjeu que représente l'avènement d'une justice pénale internationale ; sans un hommage pour le travail de Louise Arbour ; sans un mot conciliant pour les demandes qu'elle adresse à Paris ; sans un début d'explication enfin sur le comportement de la France envers le TPI.

L'opinion pourtant demandait à comprendre. Pourquoi rechigne-t-on à laisser les militaires

français produire leur témoignage au TPI ? Comme Hubert Védrine, M. Jospin a esquivé cette question et choisi de récuser M^{me} Arbour sur un autre terrain où, en raison du secret de l'instruction, elle ne pourra pas suivre ; celui de la « sécurité » dont jouissent les criminels de guerre en Bosnie. Nier ne sert à rien : le parti pris d'indifférence des soldats occidentaux en Bosnie a été réaffirmé encore publiquement lors de la réunion de l'OTAN mardi. Il faudrait l'expliquer, ou bien le démentir par les faits.

Peut-être les relations de la France avec le TPI connaîtront-elles un jour une amélioration. M. Jospin a manqué mardi l'occasion d'en apparaître comme l'artisan.

Claire Tréan

La SFOR ne modifiera pas son comportement envers les personnes recherchées

BRUXELLES

de notre correspondant

Les turbulences engendrées par la polémique entre les autorités françaises et Louise Arbour, procureur au Tribunal pénal international de La Haye (TPI), n'ont pas troublé, du moins officiellement, les débats de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN qui se tenait, mardi 16 décembre, au siège de l'organisation à Bruxelles.

Les accusations de laxisme portées par M^{me} Arbour contre des militaires français soupçonnés de garantir l'impunité des criminels de guerre résidant en Bosnie ont à nouveau été qualifiées de « scandaleuses » par Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères. Ce dernier s'est de plus félicité du communiqué publié lundi à ce sujet par Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, qui constitue à ses yeux un soutien plein et entier à l'attitude des Français sur le terrain.

Il n'y aura pas, en tout cas, de modification du comportement de

la force de stabilisation en Bosnie (SFOR) vis-à-vis de ces criminels recherchés par le TPI : il s'agit pour elle d'amener les « parties » à respecter ce volet des accords de Dayton, et à ne procéder elle-même à des arrestations que si la rencontre avec les présumés criminels est fortuite et leur capture sans danger pour des vies humaines.

L'OTAN s'interroge par ailleurs sur l'« après SFOR », le mandat de cette force internationale venant à échéance fin juin 1998. Même si le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a une fois de plus souligné que le président Clinton n'avait pas encore pris de décision sur le maintien ou le retrait des troupes américaines en Bosnie, tout le monde s'accordait à penser que le principe d'une poursuite de l'opération internationale était acquis. Reste à savoir sous quelle forme et avec quelle ampleur cette présence allait s'organiser.

Les schémas proposés par le comité militaire de l'OTAN envisagent plusieurs options, allant du

retrait pur et simple jusqu'au maintien du niveau actuel des forces engagées (30 000 hommes). Un consensus semble se dégager sur le maintien d'un dispositif allégé à 15 000 ou 20 000 hommes avec des missions adaptées à l'évolution de la situation sur le terrain. Ainsi, la SFOR ne serait plus déployée le long des lignes de séparation entre les zones contrôlées par les parties bosniaques, mais serait concentrée sur les « points sensibles », comme Brcko ou Mostar.

L'AMERTUME DES RECALÉS

L'hypothèse avancée par Washington de remplacer les unités purement militaires par des unités de gendarmerie militarisée est rejetée par des Européens qui voient là une manière détournée pour les Etats-Unis de diminuer son engagement : seules, en effet, la France, l'Italie et l'Espagne disposent d'unités de ce type. Les décisions définitives sur l'« après-SFOR » devraient être prises au cours du premier trimestre 1998.

L'autre sujet majeur de la rencontre de Bruxelles était la signature solennelle du protocole d'adhésion à l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque. Robin Cook, secrétaire au Foreign Office, a voulu clôturer l'ère de la guerre froide en utilisant les mêmes mots que son illustre compatriote Winston Churchill avait employés pour en déplorer l'avènement. « Rideau sur le rideau de fer ! », s'est-il exclamé pour saluer l'entrée des nouveaux membres. Les ministres des affaires étrangères des seize pays de l'Alliance ont ainsi avalisé au siège de l'organisation à Bruxelles la décision prise au mois de juillet, lors du sommet de Madrid, l'entrée définitive des « nouveaux » devrait être chose faite au mois d'avril 1999 à l'occasion des cérémonies du cinquantième anniversaire de l'OTAN, dont il a été décidé qu'elles se dérouleraient à Washington. D'ici là, les Parlements des Seize auront été amenés à ratifier ces accords, et l'organisation à mettre en place de

nouvelles structures internes.

Les réjouissances et congratulations officielles qui ont accompagné l'accueil de trois anciens membres du pacte de Varsovie au cœur de ce qui fut le camp adverse n'ont pas adouci l'amertume des pays candidats recalés. La France et l'Italie, qui avaient été de fervents partisans d'un élargissement incluant la Slovaquie et la Roumanie, ont obtenu que le cas de ces pays ne soit pas oublié. Alors que le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, mettait en garde les Alliés contre des promesses spécifiques pouvant être faites à tel ou tel pays, les Européens obtenaient que figure dans le communiqué final de la réunion de Bruxelles une référence à l'article VIII de la résolution de Madrid, qui affirmait la vocation de la Roumanie et de la Slovaquie à faire partie du club atlantique. Un compromis qui évite de citer des noms sans désespérer Ljubljana et Bucarest.

Luc Rosenzweig

Menaces turques

La colère turque consécutive au récent rejet par le sommet de Luxembourg de sa candidature au processus d'élargissement de l'Union européenne s'est à nouveau manifestée lors de la réunion des ministres de l'OTAN. Ismail Cem, ministre turc des affaires étrangères, a annoncé avant l'ouverture de la réunion de l'Alliance que son pays allait procéder à une « intégration renforcée » à la Turquie de la partie nord de Chypre si l'UE entamait des négociations d'adhésion avec le gouvernement de la République de Chypre.

Cette prise de position a été poussée plus loin par un officiel d'Ankara, qui n'hésite pas à évoquer l'éventuelle annexion de Chypre-nord. Les ministres de l'OTAN réunis à Bruxelles ont été soulagés que la Turquie ne bloque pas l'élargissement de l'Alliance, mais se montrent préoccupés d'une possible escalade entre Athènes et Ankara.

Le général de la Presle souligne les difficultés du commandement en Bosnie

LE GÉNÉRAL

Bernard de la Presle, qui a commandé la Forpro entre février 1994 et mars 1995, vient d'adresser une note d'information au groupe de liaison G25 - un « club » de réflexion réunissant des officiers généraux et supérieurs - dans laquelle il évoque, rétrospectivement, les difficultés rencontrées sur le terrain par les chefs militaires en Bosnie dans l'exercice de leur commandement. Le général de la Presle, aujourd'hui gouverneur militaire des Invalides, à Paris, a participé aux négociations de Dayton, qui ont conduit aux accords de paix de Paris en décembre 1995. Il fut le conseiller militaire de Carl Bildt, le diplomate suédois chargé de veiller à l'application du volet civil de ces accords.

Dans sa note, le général de la Presle retrace l'esprit critique de nombreux militaires français appelés à servir en Bosnie depuis 1992. D'abord, l'ancien « patron » de la Forpro fustige « la dilution des

responsabilités opérationnelles et politiques au niveau de l'application des volets civils » des accords. « Les principaux acteurs internationaux et nationaux : institutions, fonds, agences ou ONG agissent selon leur propre logique et sans coordination efficace », estime-t-il, face à un « Haut représentant » de la communauté internationale « structurellement privé d'une autorité véritablement fédératrice ». Pour autant, il faut que la France reste active sur le territoire, et pas seulement avec des troupes. En particulier, écrit le général de la Presle, « il serait au moins aussi important que nos diplomates, nos économistes, nos juristes et nos entreprises s'engagent en Bosnie-Herzégovine aussi résolument que leurs homologues germaniques ou anglo-saxons » de façon à y in-

vestir.

Ensuite, l'auteur de la note dénonce « le caractère extraordinairement exhaustif, ambitieux et, surtout, complexe » des multiples dispositions des accords de paix en matière constitutionnelle. Il s'agit, relève-t-il, d'« une construction à multiples étages plus ou moins interdépendants que nos démocraties modernes seraient elles-mêmes bien en peine de mettre en œuvre ».

Le général de la Presle assimile l'application de ces textes à « un impossible défi » dès lors qu'il n'existe pas, chez les dirigeants des entités en Bosnie, de volonté réelle de coopération sur le terrain.

De même, l'ancien « patron » de la Forpro invoque « l'incapacité de la force armée et de la contrainte à obtenir rapidement des résultats ». « Une force militaire musclée, écrit-il, sait faire taire les canons et séparer des combattants. L'OTAN l'a d'ailleurs mieux réussi en Bosnie que les initiateurs de la guerre souhai-

taient la fin des combats par une séparation physique ». « En revanche, ajoute-t-il, des F-16, des chars et des LRM [lance-roquettes multiples] ne sont pas de nature à imposer une réconciliation qui soit franche, sereine et durable entre communautés ».

Enfin, le général de la Presle souligne « l'incompatibilité », à ses yeux, des objectifs poursuivis. Il y a incompatibilité entre « l'unité de la Bosnie et l'établissement de liens privilégiés entre les entités et des oisilles pour le moins différents » : entre le développement économique de la Bosnie et « des sanctions contre l'une de ses entités » ; entre le désarmement de certains ». « L'arrestation exigée par les uns, comme préalable à toute réconciliation, d'inculpés criminels de guerre que d'autres considèrent comme des héros nationaux injustement accusés », est aussi, pour lui, un objectif incompatible.

Jacques Isnard

LES PLUS BELLES PERLES DU MONDE

MIKIMOTO

fondéeur depuis 1893

8, PLACE VENDÔME - PARIS

هكذا من الامم

Terre en Bosnie

et n'a pas d'effet à position
la juridiction internationale

Les juges de la Cour internationale de justice ont rendu mardi 16 décembre leur verdict sur la demande de la Bosnie-Herzégovine en reconnaissance de sa souveraineté sur le territoire de la République serbe de Bosnie. La Cour a rejeté la demande, estimant que la Bosnie n'a pas démontré que son territoire était sous son contrôle effectif à la fin de la guerre en 1995. Le verdict est considéré comme une victoire pour la Serbie.

Le verdict de la Cour internationale de justice a été accueilli avec déception par les dirigeants bosniens. Ils ont déclaré que la Bosnie continuait de lutter pour sa souveraineté et sa reconnaissance internationale. Le verdict ne change rien à la situation sur le terrain, où la violence continue de faire rage.

La Cour internationale de justice a également rejeté la demande de la Bosnie en reconnaissance de sa souveraineté sur le territoire de la République serbe de Bosnie. Le verdict est considéré comme une victoire pour la Serbie.

Le verdict de la Cour internationale de justice a été accueilli avec déception par les dirigeants bosniens. Ils ont déclaré que la Bosnie continuait de lutter pour sa souveraineté et sa reconnaissance internationale. Le verdict ne change rien à la situation sur le terrain, où la violence continue de faire rage.

La Cour internationale de justice a également rejeté la demande de la Bosnie en reconnaissance de sa souveraineté sur le territoire de la République serbe de Bosnie. Le verdict est considéré comme une victoire pour la Serbie.

Le verdict de la Cour internationale de justice a été accueilli avec déception par les dirigeants bosniens. Ils ont déclaré que la Bosnie continuait de lutter pour sa souveraineté et sa reconnaissance internationale. Le verdict ne change rien à la situation sur le terrain, où la violence continue de faire rage.

Des fichiers du Système informatisé Schengen piratés en Belgique

BRUXELLES. Des données informatiques émanant des fichiers du système informatisé européen de Schengen ont été volées ces derniers mois à Bruxelles, puis revendues à des groupes criminels, notamment aux Pays-Bas, a-t-on appris, mardi 16 décembre, de source judiciaire belge. Soupçonné d'être à l'origine de ce détournement, un fonctionnaire du Service général d'appui policier belge (SGAP), organe centralisateur de renseignements pour le compte des différents corps de police du royaume, est sous les verrous depuis le 16 novembre, a-t-on indiqué de même source. Le parquet de Bruxelles, où le dossier est à l'instruction, a décrété le silence total sur cette affaire et se refuse à tout commentaire.

Des centaines de talibans prisonniers ont été massacrés en Afghanistan

GENÈVE. Des centaines de talibans prisonniers ont été massacrés, vraisemblablement en septembre, dans le nord de l'Afghanistan, après avoir été jetés parfois vivants dans des puits où des grenades ont été lancées, a déclaré, mardi 16 décembre, un porte-parole de l'ONU. Ce dernier rendait compte d'une mission du rapporteur des Nations unies sur l'Afghanistan, le sud-coréen Park Chol-gyung-Hyun. Par ailleurs, le rapporteur spécial de l'ONU s'est rendu dans deux autres zones du nord du pays où des dizaines de villages ont été tués en septembre, cette fois par les talibans. Les massacres les plus graves de talibans se sont produits à l'est de Mazar-Sharif, la métropole du nord de l'Afghanistan. Le rapporteur y a inspecté des charniers renfermant plus de deux mille morts, qui seraient des talibans capturés. Abdul Malik Pahlawan, un ancien adjoint chef de guerre local anti-taliban, le général Abdul Rachid Dostom, est accusé d'être responsable des massacres. - (AFP)

Dix-sept Albanais du Kosovo sont condamnés pour terrorisme

BELGRADE. Un tribunal serbe a condamné, mardi 16 décembre, dix-sept Albanais à des peines de quatre à vingt ans de prison pour activités terroristes dans la province méridionale du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Deux des accusés ont été acquittés, faute de preuves, a dit un témoin. Les prévenus, arrêtés en avril, étaient accusés d'appartenir à l'Armée de libération du Kosovo (ALK) ainsi que de meurtres et tentatives de meurtre, à la suite de dizaines d'attentats contre des policiers, des commissariats et des foyers de réfugiés. - (AFP)

Projet européen de satellites de communications militaires

PARIS. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France ont décidé, mardi 16 décembre, de lancer la phase de définition de leur futur système commun de télécommunications militaires par satellites géostationnaires, connu sous le nom de programme Trinitatcom. Deux contrats d'études seront confiés - en concurrence - à Alcatel et Matra Marconi Space (MMS). Une fois ces études achevées, la réalisation de cette constellation de satellites, avec ses stations au sol, sera attribuée à un seul maître-d'œuvre. Trinitatcom prendra la relève du système national français Syracuse et du système national britannique Skynet. L'Allemagne n'est pas équipée de transmissions militaires spatiales. Le programme est évalué à 13 milliards de francs et il devrait être opérationnel après 2005.

La convalescence de Boris Eltsine est plus longue que prévu

MOSCOU. Le président russe, Boris Eltsine, dont l'état était stationnaire, mardi 16 décembre, près d'une semaine après son hospitalisation, se prépare à une longue convalescence d'environ trois semaines, ont indiqué des sources anonymes au Kremlin. M. Eltsine, soixante-six ans, hospitalisé mercredi pour une « infection respiratoire aiguë », dans une maison de repos de l'ouest de Moscou, ne devait initialement rester loin du Kremlin qu'une dizaine de jours. Ses médecins ont annoncé mardi que son état était « stationnaire » et plusieurs sources haut placées ont indiqué que le chef de l'Etat, opéré du cœur en novembre 1996, devrait se reposer plus longtemps que prévu mais continuerait de travailler « de façon active sur ses dossiers ». - (AFP)

DÉPÊCHES
■ CONGO : le président Denis Sassou Nguesso a déclaré, mardi 16 décembre, qu'il souhaitait que des élections aient lieu au Congo « dans les plus brefs délais ». M. Sassou Nguesso, actuellement en visite privée en France, a fait cette déclaration à l'issue d'un entretien avec le premier ministre Lionel Jospin. Il doit rencontrer le président Jacques Chirac samedi 20 décembre. - (AFP Reuters)
■ ROYAUME-UNI : trois membres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ont été reconnus coupables, mardi 16 décembre, de préparation d'attentats à la bombe dans Londres et de détournement d'explosifs. Brian McHugh a été condamné à vingt-cinq ans de réclusion criminelle, Patrick Kelly à vingt ans et James Murphy à dix-sept ans d'emprisonnement. Ils avaient été arrêtés lors d'un raid mouvementé mené par les forces britanniques de sécurité après l'attentat de février 1996 commis dans le quartier londonien des Docks, qui marquait la fin d'une trêve décriée par l'IRA. - (Reuters)
■ OMAN : le sultan Qabous ben Saïd a procédé, mardi 16 décembre, à un remaniement ministériel, en vertu duquel quatre nouveaux ministres - dont celui du pétrole - entrent au gouvernement et quatre autres en partent. - (AFP)
■ ÉGYPTÉ : Fimam d'el Azhar, Cheikh Mohamed Sayed Tantawi, a affirmé mardi 16 décembre, avoir refusé de signer avec le grand rabbin d'Israël, Israël Lau, une déclaration commune condamnant le terrorisme. « Je lui ai répondu que nous n'en avions pas besoin car j'appelle personnellement tous les jours à lutter contre le terrorisme », a déclaré Cheikh Tantawi, qui suggère en revanche que les dignitaires musulmans, chrétiens et juifs publient un communiqué commun en ce sens, car « la déclaration serait alors significative ». - (AFP)
■ ITALIE : une femme soupçonnée d'être le chef d'un des clans les plus importants de la Sacra Corona Unita, la mafia des Pouilles, a été arrêtée mercredi 17 décembre à Brindisi (Sud-Est), selon des sources policières. - (AFP)

Le gouverneur de la banque centrale dirigera le prochain gouvernement tchèque

Des élections législatives anticipées pourraient avoir lieu au printemps

Le président Vaclav Havel a chargé, mardi 16 décembre, Josef Trosky, gouverneur de la banque centrale de la République tchèque, de constituer

le futur gouvernement. Ce libéral, dont la nomination a été bien accueillie par les milieux économiques, bénéficie du soutien conditionnel de

l'opposition sociale-démocrate et communiste, qui réclame l'organisation d'élections législatives anticipées au printemps prochain

PRAGUE
de notre correspondant
Le président Vaclav Havel a désigné, mardi 16 septembre, le gouverneur de la Banque nationale tchèque, Josef Trosky, pour succéder à Vaclav Klaus, démissionnaire, à la tête du gouvernement. Cette nomination, souhaitée depuis plusieurs jours par le chef de l'Etat mais incertaine jusqu'au dernier moment, a été bien accueillie par les milieux économiques et par la quasi-totalité de la classe politique, y compris les communistes, qui considèrent ce choix « acceptable ». Outre les républicains (extrême droite), l'exception notable est M. Klaus, qui s'est déclaré « surpris par la décision rapide » de M. Havel.

Le premier ministre sortant, fort de sa facile réélection à la tête du Parti démocratique civique (ODS) lors du Congrès extraordinaire tenu ce week-end, a tenté, le lendemain, de compliquer les desseins présidentiels en annonçant, sûr de lui, que l'idée de nommer « dans les vingt-quatre ou quarante-huit heures » un nouveau chef de

gouvernement était « irréaliste ». M. Havel, et surtout le dirigeant démocrate chrétien Josef Lux, chargé des consultations préparatoires à la formation d'un cabinet, n'ont pas apprécié le changement de tactique de M. Klaus. Depuis le début de la crise politique, ce dernier déclarait que l'ODS passerait dans une « opposition constructive » et ne participerait pas au gouvernement. Depuis le congrès de l'ODS, ses intentions sont plus floues.

Mais M. Klaus a été pris à son propre piège. Mardi matin, deux vice-présidents de l'ODS ont dévoilé les noms des possibles premiers ministres, entretenant ainsi la règle du secret voulue par le président et son négociateur. Par la même occasion, les porte-parole de M. Klaus ont estimé que la candidature de M. Trosky était « satisfaisante ». Le président Havel, dominant tacitement raison à M. Lux, qui avait qualifié la manœuvre de l'ODS de « sabotage », a décidé de placer M. Klaus devant le fait accompli en lui trouvant rapidement un successeur.

Professionnel honnête et modeste, Josef Trosky, quarante-sept ans, jouit d'un grand respect dans le pays. Depuis la « révolution de velours », il dirigeait la Banque nationale tchèque et la Banque nationale tchèque puis tchèque où il côtoya, d'ailleurs, Vaclav Klaus au début des années 80. D'une sobre élégance toute britannique héritée de ses deux années passées à Londres pendant le communisme, M. Trosky est un défenseur intraitable de la discipline monétaire et de la rigueur budgétaire de l'Etat. La nomination de ce technocrate au regard chaleureux et à la voix douce a donc été saluée par les économistes.

UN LIBÉRAL CONVAINCU
En froid avec M. Klaus depuis de nombreux mois, M. Trosky, libéral convaincu, reprochait au gouvernement sortant d'avoir arrêté la transformation économique au milieu du gué. Partisan des privatisations, en particulier bancaires, et défenseur de la transparence des marchés financiers, le nouveau premier ministre, déjà pressenti à

ce poste par le président Havel lors d'une crise politico-financière au printemps dernier, a du travail devant lui. Son gouvernement doit restaurer la réputation de la place financière de Prague et préparer la privatisation des quatre grandes banques du pays, dans lesquelles l'Etat détient de 30 % à 65 % des parts.

M. Trosky, qui, selon des proches, souhaite retourner le plus tôt possible à la tête de la Banque nationale, ne devrait rester Premier ministre que jusqu'au printemps prochain. L'opposition sociale-démocrate et communiste est, en effet, prête à « tolérer » le cabinet que doit constituer l'ex-gouverneur dans les tout prochains jours, à condition d'organiser des élections anticipées avant le 30 juin 1998. Une option défendue la semaine dernière encore par M. Klaus, mais il n'est pas exclu qu'il l'abandonne en estimant qu'il a besoin de plus de temps pour remonter dans des sondages qui lui sont particulièrement défavorables.

Martin Plichta

Puisque les livres vous parlent, écoutez donc ceux qui les écrivent.

"PANORAMA"
Du lundi
au vendredi
de 12h à 13h

La culture est vivante, elle se porte bien.

France Culture

JUSTICE Le Parti socialiste est sous le choc après la confirmation par la Cour de cassation, mardi 16 décembre, de la condamnation d'Henri Emmanuelli dans l'affaire

Urba à une peine de 18 mois de prison avec sursis et de deux ans de privation de ses droits civiques. ● LIONEL JOSPIN a exprimé à l'Assemblée nationale ses « sentiments

de tristesse » et de « solidarité personnelle » à M. Emmanuelli. ● FRANÇOIS HOLLANDE, premier secrétaire du PS, a demandé à rencontrer le président de la Répu-

blique. Il a refusé de dire s'il demanderait à M. Chirac d'user de son droit de grâce. « J'évoquerai ce qu'il est possible de faire », a-t-il déclaré. ● DÉPUTÉ des Landes depuis

1978 et président du conseil général de ce département depuis 1982, M. Emmanuelli, qui devait briguer la présidence de la région Aquitaine, est inéligible pendant quatre ans.

Le PS saisit le président de la République du cas d'Henri Emmanuelli

Sans évoquer une demande de grâce, François Hollande sollicite une audience de Jacques Chirac après la confirmation par la Cour de cassation de la condamnation du député des Landes. La gauche exprime sa solidarité

LA NOUVELLE est tombée à la fin du petit déjeuner, alors que Lionel Jospin reçoit, comme chaque mardi, les présidents des groupes parlementaires socialistes, Jean-Marc Ayrault et Claude Estier, en compagnie de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, et de François Hollande, premier secrétaire du PS. Une dépêche de 9 h 18, confirmant la condamnation d'Henri Emmanuelli, est apportée au premier ministre. Les convives sont sous le choc. Lionel Jospin téléphone au député des Landes.

De retour au Palais-Bourbon, M. Ayrault et M. Hollande se rendent directement dans le bureau d'Henri Emmanuelli. Ils trouvent le président de la commission des finances abattu, découragé. Au même moment, dans un salon de l'hôtel de Lassay, Laurent Fabius ouvre la séance de la conférence des présidents. Il commence par quelques mots de bonjour à M. Emmanuelli, et suggère aux uns et aux autres de lui manifester leur sympathie. « Je suis l'épousement moral et la douleur silencieuse qu'il éprouve », dit M. Fabius. François Bayrou, président du groupe UDF, a quelques mots de sympathie pour son collègue de l'autre camp. Pierre Mazeaud (RPR), visiblement affecté, affirme qu'« o » brisé la vie d'un homme ». Il évoque la « solidarité dans la vie politique », y compris entre élus de camps opposés. Jean-Louis Debré, président du groupe RPR,

reste silencieux. Un peu plus tard, M. Debré, a rejoint les membres du bureau du groupe RPR. Ensemble, ils élaborent la position du groupe RPR. Le dosage est délicat : éviter les manifestations de sympathie, tout en prenant en compte le fait que leur collègue socialiste n'est condamné ni pour corruption, ni pour enrichissement personnel. Le résultat se traduit peu après par ces phrases lapidaires, que Jean-Louis Debré a pris soin de rédiger avant sa conférence de presse hebdomadaire : « Etant magistrat d'origine, je n'ai pas l'habitude de commenter les décisions de justice (...). Contrairement à ce qu'auraient fait les socialistes dans le cas inverse, je ne me livrerai pas à une exploitation politicienne de cette décision. »

FIN DE NON-RECEVOIR

Cette dernière petite phrase, examinée à la loupe à l'hôtel de Lassay, est interprétée comme une fin de non-recevoir : le RPR ne s'associera pas à une éventuelle démarche auprès du président de la République pour demander la grâce, totale ou partielle, du condamné. Bernard Pons juge, du reste, qu'une grâce présidentielle serait « suicidaire pour tout le monde ». Pourtant, en fin de matinée, François Hollande fait mine de croire que « toutes les forces politiques devraient s'associer à notre démarche ».

Pendant ce temps, le président de l'Assemblée nationale se rend à la réunion du groupe socialiste.



M. Jospin prononce une brève allocution à l'adresse de M. Emmanuelli, qui reste cloîtré dans son bureau. Puis c'est le tour de M. Ayrault et de M. Fabius. « Je veux dire à Henri, mon collègue et mon camarade, mon soutien, mon omilité, ma solidarité, mais aussi mon espoir », déclare le président de l'Assemblée nationale. « C'est à la fois émouvant et extrêmement solennel. On n'aurait pas été surpris qu'on nous demande d'observer une minute de silence », raconte un participant. A la sortie de la réunion, levée au bout de vingt minutes, M. Jospin, M. Fabius, M. Ayrault, M. Hollande et Alain Claeys, trésorier du PS, se rendent

dans le bureau de M. Emmanuelli. Celui-ci se montre d'un calme inhabituel. Le député des Landes les remercie pour leurs témoignages de solidarité, mais affirme qu'il ne « demande rien » pour lui-même. Il évoque simplement le souci qu'il éprouve pour sa famille dans ces moments difficiles.

Au cours de la séance des questions d'actualité, M. Jospin déclare de lui-même : « Chacun comprendra que je veuille exprimer aujourd'hui, en votre nom, des sentiments de tristesse, de solidarité personnelle, et de sympathie chaleureuse. » Des applaudissements nourris éclatent sur les

bancs de gauche, le silence est de mise à droite.

Dans les couloirs, l'affaire Emmanuelli a balayé le dossier de l'immigration. Claude Bartolone résume le sentiment des socialistes : « Henri Emmanuelli a rempli ses responsabilités en notre nom à tous. Amicalement, sentimentalement c'est un sacré coup pour nous que de voir Henri, qui a été trésorier en notre nom à tous, victime d'une sanction personnelle. » Alain Bocquet assure « Henri Emmanuelli de l'appui fraternel des députés communistes ».

« C'EST DÉGUEULASSE ! »

A droite, certains compatissent. Bernard Pons estime que « c'est dégueulasse ! ». Henri Plagool (UDF-FD, Val-de-Marne) peose que « la justice doit se prononcer en équité et n'a pas pour rôle de défaire ce que les électeurs ont fait ». D'autres ne se laissent pas attendrir. Alain Madelin, président de Démocratie Libérale, trouve « un peu scandaleux qu'on se scandalise ». Philippe de Villiers, président du MPF, trouve la décision « sévère mais juste ».

A 17 heures, le bureau national du PS connaît une affluente des grands jours. M. Jospin est venu avec Daniel Vaillant. Un peu tard, le premier secrétaire manifeste son « omilité » et sa « solidarité » à M. Emmanuelli et parle d'une décision « à la fois controversée en droit et injuste dans ses effets ». Notant qu'il y a « peu de moyens en droit de le contester », il évoque « toutes les initiatives utiles

ou plan humain et politique ». Le mot « grâce » est dans toutes les têtes, mais qui o le prononce. M. Hollande annonce qu'il va demander « une rencontre au président de la République ». M. Jospin se garde de se prononcer sur les démarches à entreprendre. En quinze minutes à peine, sans débat, la question est traitée. Le bureau national passe aux élections régionales.

A la sortie, seul Raymond Forni, député du Territoire de Belfort, révèle sur LCI la demande d'audience de Jacques Chirac. Avant de retrouver la presse, M. Hollande prend soin de prévenir l'Élysée de sa démarche. Plutôt embarrassé, il évoque « la recherche d'une solution qui permettrait d'effacer ou moins la peine qui prive Henri Emmanuelli de ses mandats et de ses droits de citoyen », le rendant inéligible pendant quatre ans. « Parmi toutes les suggestions qui ont pu être faites, ajoutez-les, je pense qu'il y a une rencontre que j'ai demandée avec le président de la République de façon à regarder ce qu'il est possible de faire pour en terminer avec cette situation. »

Pressé de dire s'il va demander à Jacques Chirac d'user de son droit de grâce, François Hollande se garde d'employer le mot. Il parle de « décision de justice » et évoque, eo restant vague, d'autres démarches « collectives ou individuelles ». Mercredi matin, l'Élysée se refusait à tout commentaire.

Résumé du service France

Un pourfendeur de la « pensée inique »

TROIS ANS après le congrès de Liévin, où il avait été réélu premier secrétaire par plus de 87 % des délégués, le congrès de Brest, fin novembre, n'avait rien d'un

PORTRAIT

Mitterrandiste dès l'origine, il est le contraire d'un courtisan

exercice facile pour Henri Emmanuelli. Beau joueur, comme lorsqu'il avait proposé à Lionel Jospin, après l'élection présidentielle, de s'effacer pour lui laisser le parti, le député des Landes avait presque oublié son parler cru. « Non seulement nous sommes ou pouvons, mais les choses se passent bien », avait-il déclaré. C'est tout juste s'il avait ajouté en rognant son texte écrit : « J'aurais préféré une autre solution pour Villorbe et je n'ai pas oublié le mousses pour France Télécom, mais l'essentiel n'est pas là. » Pour ce républicain pur sucre, l'essentiel était que le gouvernement mène, avec le symbole des 35 heures, une politique « de gauche ».

« C'EST INCULPER TOUT UN PARTI » Petit-fils de berger corse, fils d'un électricien berrinois, aux solides convictions communistes, mort dans un accident du travail, Henri Emmanuelli est né le 31 mai 1945 à Eau-Bonne, dans les Pyrénées-Atlantiques. Il aide sa

mère dans son magasin d'articles de sports et monte à Paris où il décroche son diplôme de Sciences Po. Cadre à la compagnie financière d'Edmond de Rothschild, il fréquente la Convention des institutions républicaines puis rejoint le PS eo 1971. Après une tentative infructueuse dans le Lot-et-Garonne en 1973, il est élu député dans les Landes eo 1978. La maison de François Mitterrand, à Latche, se trouve dans sa circonscription. Mitterrandiste dès l'origine, il est le contraire d'un courtisan. Le jeune député attire l'attention du « patron » du PS par son sonore « A bas la collette ! ». Dix ans plus tard, lorsque le président lui propose d'entrer dans le gouvernement de Michel Rocard, il répond sans détour : « J'ai passé l'âge des caramels mous. »

Socialiste intransigeant, M. Emmanuelli est tout d'une pièce, au risque d'apparaître sectaire quand il veut d'abord défendre l'idée qu'il se fait de la laïcité ou du combat contre les inégalités. En mai 1981, il devient secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, aux côtés de Gaston Defferre, jusqu'en mars 1983, puis il prend le secrétariat d'Etat au budget jusqu'en mars 1986. Réélu dans les Landes eo 1988, il s'oppose à la candidature de Laurent Fabius à la tête du PS, après la réélection de François Mitterrand et malgré l'avis de ce dernier. Il affronte de nouveau M. Fabius au congrès de Rennes, en mars 1990, aux côtés de M. Jospin. Numéro deux du PS lorsque Pierre Mauroy en prend la direction, trésorier de mai 1988 à janvier 1992, il se retrouve eo première ligne dans l'affaire Urba, ce groupe de bureaux d'études qui finançait les campagnes du PS qu'il se chargea de liquider après la loi du 15 janvier 1990.

En octobre 1990, il brigue la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale mais les fabiusiens lui tiennent rigueur de ses choix passés et lui préfèrent Jean Auroux. Il se console, de 1991 à 1992, avec la présidence de la commission des finances, où il ferraille avec Pierre Bérégovoy. Il

conserve son parler libre et dru après son accession, en janvier 1992, à la présidence de l'Assemblée nationale, poste qu'il conserve jusqu'à la défaite d'avril 1993. Lors du congrès extraordinaire de Bordeaux, en juillet 1992, il apprend, par Le Monde, sa mise en examen dans l'affaire Urba. « C'est inculper tout un parti, son présent, son passé, ses dirigeants, ses militants », tonne-t-il. Un an plus tard, lorsque la chambre d'accusation de Rennes le renvoie en correctionnelle, il démissionne de son mandat de député. Ses électeurs apprécient son panache et le réélisent, largement, en septembre 1993.

« FAIRE SON DEVOIR »

Peu suspect de complaisance à l'égard de Michel Rocard, il facilitait pourtant le « coup de force » qui le conduisit à la tête du PS en avril 1993. Il sera aussi, le 19 juin 1994, avec le concours des fabiusiens, l'artisan d'un renvoi qui lui conduisit au premier secrétariat. Pour celui qui préside depuis 1982 le conseil général des Landes, l'exercice ressemble à de la haute voltige au dessus d'un parti en ruines qui attend que son candidat virtuel à l'Élysée, Jacques Delors, se présente.

A Liévin, en novembre 1994, il presse M. Delors de « faire son devoir » tout en imprimant une orientation à gauche truite. Lorsque le président de la Commission européenne jette l'éponge, il est candidat à l'investiture des militants mais n'obtient que 34,17 %.

Assurant son échec avec dignité, il laisse les rênes du parti à M. Jospin le 14 octobre 1995. Personnellement meurtri par ses condamnations dans l'affaire Urba, il continue à faire entendre sa petite musique - contre « la pensée inique » -, loyalement et rugueusement. Redevenu président de la commission des finances, en juin, il voyait se profiler la présidence de la région Aquitaine, jusqu'à ce mardi de décembre où la Cour de cassation a mis fin à ses espoirs.

Michel Noblecourt

Les rebondissements d'une procédure engagée en 1991

EN DÉCLARANT au juge Thierry Jean-Pierre, le 8 janvier 1991, que « certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics », le docteur Colcadeau ne se doutait pas qu'il serait à l'origine, six ans et demi plus tard, du véritable procès d'Henri Emmanuelli de la vie politique. Le court procès-verbal qui retranscrit les déclarations de cet ancien secrétaire fédéral de la Sarthe du PS est en effet le premier acte de l'affaire Urba. C'est en prenant connaissance de cette déclaration que le parquet du Mans confie, le 8 janvier 1991, au juge Jean-Pierre une information judiciaire pour extorsion de fonds qui mettra peu à peu en lumière le financement illégal du PS.

En avril 1991, le juge Jean-Pierre incarne le délégué régional d'Urba avant d'effectuer, à Paris, une perquisition dans les locaux d'Urba-technic. Les plus hautes autorités de l'État s'affolent : le juge Jean-Pierre est dessaisi du dossier en vertu d'un article du code de procédure pénale... qui s'applique traditionnellement aux départs en vacances et aux congés de maternité. L'opinion publique dénonce dans les sondages les ingérences répétées du pouvoir dans le cours de la justice. Le dessaisissement finit par se retourner contre ceux qui l'ont imaginé : au terme d'une longue procédure, le dossier est confié à Renaud Van Ruymbek, conseiller à la chambre d'accusation de Rennes, qui prend avec efficacité le relais du juge Jean-Pierre.

Le 16 juillet 1992, M. Emmanuelli est inculpé de complicité et recel de trafic d'influence « pour avoir à la fois aidé et assisté les sociétés Urba et Gracco et bénéficié pour le compte du parti des fonds collectés ». Un an plus tard, il est renvoyé devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc. La chambre d'accusation n'a trouvé « aucun document de travail, aucune étude, aucun rapport dont l'existence aurait été de nature à donner crédit à la réalité de l'assistance commerciale promise et payée ». Pour elle, la responsabilité de M. Emmanuelli ne fait guère de doute. « Le trésorier national du parti exerçait une véritable tutelle sur les dirigeants d'Urba-Gracco (...) il était parfaitement informé

des règles de fonctionnement du groupe Urba-Gracco, du caractère fictif de son activité en tant que bureau d'études et de sa seule destination, à savoir le financement du PS à hauteur de 60 % ». Dévoquant l'« ochormement » des magistrats, M. Emmanuelli démissionne de son mandat de député et en appelle à ses électeurs contre les juges.

A l'audience, l'ancien trésorier du PS tente malicieusement de décaler sa responsabilité en insistant sur le rôle du PDG d'Urba, Gérard Monate. Le tribunal n'est visiblement pas convaincu : le 15 mai 1993, l'ancien trésorier du PS est condamné à un an de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour recel de trafic d'influence. « M. Emmanuelli n'a pas matériellement détenu les fonds collectés illégalement dans la Sarthe par les sociétés du groupe Urba, note le tribunal. En revanche, le dossier contient la preuve que M. Emmanuelli a personnellement et en connaissance de cause participé (...) aux opérations de transmission des fonds collectés au moyen de trafic d'influence. » Les prévenus, ajoute le tribunal, ont manifesté « un total mépris de la morale civique et des règles d'égalité et de libre concurrence entre les entreprises ».

Six mois plus tard, M. Emmanuelli affirme à nouveau, devant la cour d'appel de Rennes, qu'il ignorait le détail des activités d'Urba. « Je n'étais pas trésorier national mais numéro deux du parti chargé de l'organisation, de la trésorerie et du personnel », précise-t-il. Dans l'arrêt rendu le 19 mars 1996, les magistrats insistent pourtant sur l'importance des fonctions de M. Emmanuelli et sur ses relations suivies avec M. Monate. La peine de l'ancien trésorier est alourdie : il se voit infliger dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs d'amende et deux ans de privation de droits civiques pour recel de trafic d'influence.

Après avoir longuement hésité, M. Emmanuelli décide de se pourvoir en cassation. Dans son mémoire, son avocat, Alain Monod, estime que l'arrêt de la cour d'appel de Rennes est insuffisamment motivé, notamment lorsqu'il aborde le chapitre de la responsabilité personnelle de l'ancien trésorier. « En ne caractérisant aucunement une pré-

tendue connaissance personnelle qu'aurait eue M. Emmanuelli de ces fonds, dans le déportement de la Sarthe, avec ces personnes et ces entreprises, pour l'obtention de ces marchés pendant cette période, et en se bornant à des considérations générales sur les fonctions politiques nationales de M. Emmanuelli et ses relations avec les dirigeants nationaux d'Urba, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision », souligne-t-il. L'avocat général, René Amiel, demande, lui aussi, la cassation de l'arrêt de la cour d'appel de Rennes.

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi. Dans un premier temps, elle rappelle brièvement les arguments des magistrats rennais. « Pour déclarer M. Emmanuelli coupable, l'arrêt, après avoir observé que 30 % des sommes recueillies par le groupe Urba étaient affectées au paiement des dépenses du PS au plan national et qu'en outre, Urba rémunérait, à titre de salaires, des permanents de ce parti, retient que des charges dont le paiement incombait à M. Emmanuelli en sa qualité de trésorier national du PS ont été réglées par des tiers au moyen de sommes obtenues frauduleusement. Les juges ajoutent qu'Henri Emmanuelli, qui déterminait avec M. Monate le montant et la nature des dépenses qui seraient prises en charge par Urba, connaissait le caractère frauduleux du mécanisme de collecte de fonds. »

Ces arguments, note la Cour de cassation, relèvent de l'appréciation souveraine des juges du fond. La chambre criminelle, qui est juge du droit et non du fait, ne saurait donc se prononcer sur leur pertinence. En revanche, le défaut de motivation ne lui apparaît pas clairement. « En l'état de ces déclarations (...) et des lors qu'il n'importe que le prévenu n'ait pas connu le détail des circonstances de commission des délits d'où provenaient les fonds, la cour d'appel a justifié sa décision sans encourir les griefs allégués », conclut la chambre criminelle, présidée par Hector Milleville. Les autres moyens de cassation étant eux aussi rejetés, la condamnation de la cour d'appel de Rennes est désormais définitive.

Arne Chemin

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Revenez à Paris sans rien payer -
Prix communiqués par téléphone
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixés ou relevables
SWISSLOTEX - TIGER - EPEDA - SINGUS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...
CANAPES SALONS CLIC-CLAC
Cuir ou tissus
Steiner - Coulton - Bureau - Scleren - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Belleville PARIS 19 19 19
50 Avenue de la République 13 13 13
01.42.08.71.00 - 7j/7

هكذا من راحل

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997 / 7

M. Seillière veut présenter un « projet d'espoir pour les entrepreneurs »

Denis Kessler sera l'inspirateur de la nouvelle idéologie du patronat

Ernest-Antoine Seillière, élu sans surprise, à la présidence du CNPF, mardi 16 décembre, par l'assemblée générale du patronat français, veut placer son action

sous le double signe de « la rénovation » et de la « liberté ». Il présentera « un projet d'espoir pour les entrepreneurs » en début d'année prochaine.

« L'IMPORTANT, c'est que désormais tout le monde va tirer dans le même sens, autour du nouveau président », commentait Denis Kessler, président de la commission économique du CNPF, quelques minutes après la proclamation officielle de l'élection d'Ernest-Antoine Seillière à la tête du patronat.

En effet, mardi 16 décembre, l'assemblée générale du Conseil national du patronat français, au Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, a fait coup double. Elle a, non seulement, désigné le président de la CGIP et vice-président du CNPF, comme successeur de Jean Gandois. Elle s'est offert, surtout, une ligne de pensée — pas encore un corps de doctrine — dont M. Kessler sera l'unique metteur en musique, placée sous le signe de « la rénovation et de la liberté ».

M. Seillière, qui devient le septième dirigeant du CNPF, a ainsi recueilli 394 voix, soit plus de 82 % des suffrages. Sur les 532 inscrits, 480 « grands électeurs » ont pris part au vote : pour l'essentiel, des délégués des unions patronales locales et des fédérations. Les trois challengers du vice-président du CNPF, à savoir Jean-Pierre Gérard, Dominique Lebel et Marie-Thérèse Bertini, ont obtenu respectivement 20, 34 et 19 voix ; 13 bulletins nuls ont été enregistrés.

Ce score confortable, et sans surprise, a été l'occasion pour le nouveau président de rendre hommage à quelques-uns de ses prédécesseurs, assis devant la tribune, en une sorte de galerie vivante de grands anciens. Ainsi, François Ceyrac, « un grand ami de ma famille », Yvon Gattaz, François Per-

got et Jean Gandois, nommé président d'honneur, ont tous eu droit à un mot gentil.

Plaçant sa présidence sous le signe du renouveau, M. Seillière a fait entrer au conseil exécutif — pour l'occasion qualifié de « task-force » — la dirigeante d'une PME paloise d'emballage de luxe, Simone Rosko, et un jeune patron de 30 ans, Jérôme Glacomoni, cofondateur d'Aérophile SA (spécialisée dans la découverte en ballons de sites historiques).

M. Rosko et M. Glacomoni ont été introduits au sein du gouvernement du CNPF au titre des cinq personnalités qualifiées que tout nouveau président du patronat français peut nommer.

« FAIRE CONNAISSANCE » : Les trois autres sont sans surprise : il s'agit de Bernard Calvet, qui devient vice-président délégué, de Pierre Bellon, vice-président délégué chargé des « entreprises de terrain », de Denis Gaudier-Savignac, ancien directeur de cabinet de François Guillaume, au ministère de l'Agriculture, de 1986 à 1988 et surtout vice-président délégué général de l'UDMM.

Denis Kessler garde, évidemment, la présidence de la commission économique, tandis que George Jollès devient président de la commission sociale. Le PDG d'Ustinor-Sacilor, Francis Mer, laisse sa place à la commission internationale à Guy de Panafieu, actuel PDG de Bull, un allié de la famille Wendel.

Cette nouvelle équipe va plancher pour présenter « d'ici quelques semaines » le programme du

CNPF, baptisé « Projet d'espoir des entrepreneurs ».

Ce texte, a expliqué M. Seillière, sera « fondé sur la liberté, dès lors qu'aujourd'hui pour l'entrepreneur en France tout ce qui n'est pas interdit est en train de devenir obligatoire ».

Le nouveau « patron des patrons » a par ailleurs minimisé les remous provoqués par ses propos de campagne, estimant que « l'odeur de la poudre s'est maintenant dissipée ».

« On m'a prêté bien à tort de sombres desseins politiques dérivés du judo ou des intentions vengeresses dans le style du Crapouillot des années 30 », a-t-il déclaré. M. Seillière a prévu de rencontrer les représentants syndicaux. « Je suis nouveau, le minimum serait que je fasse la connaissance des partenaires sociaux : dans les relations sociales, il est indispensable qu'on se connaisse », a-t-il expliqué. Mais il a aussi réaffirmé l'opposition « radicale » du CNPF au projet de loi sur les 35 heures.

Caroline Momot

M. Masson privé de son siège à l'Assemblée nationale

Le député RPR de la Moselle avait financé la campagne d'un autre candidat pour gêner sa rivale. Le Conseil constitutionnel a estimé qu'il s'agissait d'une manœuvre condamnable

JEAN-LOUIS MASSON, député RPR de la Moselle, a triché avec la législation sur le financement des campagnes électorales, a estimé, mardi 16 décembre, le Conseil constitutionnel. Dans ce cas, la sanction est automatique, la loi n'ayant laissé aucune marge d'appréciation au juge de l'élection : le scrutin est annulé et le candidat fautif est déclaré indigne pour un an au mandat dont il vient d'être privé. Les électeurs de la 3^e circonscription de la Moselle vont donc devoir retourner aux urnes dans un délai de trois mois, et M. Masson ne pourra postuler pour retrouver un siège qu'il occupait sans interruption depuis 1978.

La campagne des législatives de mai et juin ne fut pour M. Masson que la suite du combat qu'il mène contre Jean-Marie Rausch, sénateur inscrit au groupe du Rassemblement démocratique et européen (RDE), ancien membre du gouvernement de Michel Rocard et maire de Metz. La première adjointe à M. Rausch, Nathalie Griesbeck, était candidate divers droite, en 1997 comme en 1993, contre le sortant RPR. Leur opposition est vive, notamment parce que celui-ci est le président de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) du département, et celle-ci de son équivalent municipal.

« CONVENTION D'ASSISTANCE » : La Commission nationale des comptes de campagne n'avait rien trouvé à redire contre celui de M. Masson. Mais selon notamment par Daniel Delrez, un ancien socialiste candidat divers gauche en 1997, le Conseil constitutionnel a mis au jour une situation curieuse. Lors du premier tour de ce scrutin, Gabriel Crippa était aussi candidat sous l'étiquette divers droite. Or le Conseil a constaté que la campagne de celui-ci n'avait été dirigée que contre M. Griesbeck, que ses dépenses « ont été prises en charge intégralement et directement par le groupement politique "Metz pour tous", dont M. Masson est le fondateur et le président ; que le délégué général de ce groupement politique exerce les mêmes

fonctions dans l'association à caractère politique dont M. Masson est également le président-fondateur et à laquelle il a confié, par voie d'une « convention d'assistance électorale », l'organisation et la conduite de sa propre campagne ; que les documents électoraux (...) distribués par MM. Masson et Crippa comportent des illustrations de même facture ».

La conclusion du Conseil est simple : la candidature de M. Crippa est « une manœuvre » ayant permis à certaines dépenses de propagande de M. Masson de ne pas figurer dans son propre compte de campagne. Celui-ci a donc été présenté de manière erronée. La sanction est sans appel. Que ce soit en Moselle ou à Paris, ce polytechnicien a toujours été un solitaire. Il s'apprêtait ainsi à conduire une liste aux élections régionales contre celle que Philippe Séguin avait demandé à Philippe Leroy, président (RPR) du conseil général de la Moselle, de préparer.

Thierry Bréhier et Jean-Louis This (à Metz)

Moins de 4 millions de salariés concernés

Dans le débat sur les 35 heures, un chiffre faisait jusqu'ici défaut : le nombre de salariés qui travaillent effectivement 39 heures dans les entreprises de plus de vingt salariés. On savait que plus de 9 millions de salariés déclarent travailler habituellement 39 ou 40 heures, mais ce chiffre inclut les fonctionnaires et les employés d'entreprises de moins de vingt salariés, deux catégories exclues du projet de loi de Martine Aubry.

A la demande du Monde, l'Insee a fait le calcul à partir de la version 1997 de son enquête emploi. Résultat : 3 623 662 personnes déclarent travailler habituellement 39 ou 40 heures dans les entreprises concernées par le texte gouvernemental. Cela représente environ un tiers des salariés travaillant dans ces entreprises. Les autres peuvent travailler soit davantage — les cadres déclarent un horaire de travail de 45 heures en moyenne —, soit moins longtemps, essentiellement parce qu'ils sont à temps partiel ou qu'ils travaillent en équipes.

Un nouveau directeur général des collectivités locales est nommé

LE CONSEIL des ministres du mercredi 17 décembre devait procéder au mouvement préfectoral suivant : Jean-François Seiller, préfet des Yvelines, est nommé président du conseil d'administration de l'Office des migrations internationales, en remplacement de Robert Castellani. Michel Thénaud, directeur général des collectivités locales, le remplace à Versailles. Didier Lallemand, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, prend la tête de la direction générale des collectivités locales. Kamel Kharrat, préfet de l'Ardèche, est placé en congé spécial, sur sa demande. Raphaël Barlot, sous-directeur de la circulation et de la sécurité routière, et rapporteur général du colloque de Villepinte sur la sécurité, le remplace à Privas.

DÉPÊCHES

■ 35 HEURES : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a, mardi 16 décembre, à l'Assemblée nationale, répliqué à Jean-Claude Trichet, qui avait émis des réserves sur la réforme des 35 heures : « Le gouvernement de la Banque de France a en charge une institution qui se préoccupe de la stabilité des prix et de la monnaie (...). Ce n'est pas toute l'économie (...) aussi peut-on comprendre qu'il n'ait qu'une vue partielle de l'ensemble des sujets. »

■ FONCTIONNAIRES : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a annoncé, mardi 16 décembre, qu'il ouvrira une négociation salariale « le 14 janvier (...), en vue d'aboutir avant la fin du mois ».

■ HÔPITAUX : les crédits aux hôpitaux du service public atteindront 253,3 milliards de francs en 1998, soit une hausse de 2 % par rapport à 1997, a indiqué, mardi 16 décembre, le ministre de la solidarité. La correction des inégalités régionales, engagée par le précédent gouvernement, se poursuit : les dotations augmenteront de 1,41 % en moyenne en France métropolitaine, avec des variations entre 0,35 % en Ile-de-France et 2,55 % en Poitou-Charentes. Le ministre envisage cependant de revoir « profondément » les critères de répartition des ressources pour 1999.

■ BAS-RHIN : Daniel Hoeffel (UDF-FD), sénateur et président du conseil général du Bas-Rhin, a annoncé, mardi 16 décembre, qu'il ne se représentera pas aux élections cantonales de mars. (Corresp.)

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : après l'acceptation, mardi 16 décembre, par le conseil d'administration du groupe Eramet, de l'accord sur l'accès aux gisements de nickel, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, a déclaré que les négociations politiques sur l'avenir institutionnel du territoire pourraient reprendre au mois de janvier. Le FLNKS réunit son congrès le 20 décembre.

1h30 pour
que les idées
fassent leur
chemin
et vous le
vôtre.

"STACATTO"
Du lundi au
vendredi
à 18h00.

France
Culture

La culture est vivante, elle se porte bien.

L'Assemblée nationale a achevé l'examen du projet de loi sur l'immigration

La majorité n'est pas unanime pour voter ce texte

L'Assemblée a terminé, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 décembre, l'examen du projet de loi sur l'immigration. Ce texte n'a pas été sen-

siblement modifié au cours de la discussion, et doit faire l'objet d'un vote solennel mercredi après-midi. Les cinq députés écologistes qui

s'étaient abstenus, le 1^{er} décembre, lors du vote sur le projet de loi sur la nationalité, ont l'intention de boycotter ce scrutin.

APRÈS plus de cent heures de débat, selon le décompte du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, les députés ont achevé, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 décembre, l'examen en première lecture du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers. Comme si les flocons de neige qui tombaient au-dehors avaient amorti les tensions, les débats ont été menés dans un climat nettement moins passionné que les jours précédents.

Ni la météo ni même l'énergie déployée au « perchoir » par Pierre Mazeaud (RPR) n'auraient toutefois pu venir à bout des 14 articles et 450 amendements qui restaient à examiner, si les députés n'avaient partagé la volonté d'en finir avec l'examen d'un projet qui a débuté les 4 et 5 décembre et s'est poursuivi du 9 au mercredi 17, week-end et quelques nuits compris. Depuis l'examen, dans une ambiance relativement sereine, des dispositions sur le droit d'asile (Le Monde du 17 décembre), l'affaire était entendue : après être parvenue à repousser le vote de vingt-quatre heures, l'opposition avait décidé de lever le pied, permettant ainsi l'organisation du scrutin mercredi après-midi, à l'issue de la séance de questions au gouvernement.

A la mi-journée, le président du

groupe RPR, Jean-Louis Debré, avait d'ailleurs levé ce secret de Polichinelle en dressant avant l'heure un premier bilan du débat : se félicitant que l'opposition « n'ait pas sorti le gouvernement de son ambiguïté » sur l'immigration, l'ancien ministre de l'Intérieur indiquait à la presse que l'explication de vote faite au nom du groupe RPR par Philippe Séguin aurait bien lieu mercredi après-midi.

SUEURS FROIDES

En début de soirée, l'entourage de M. Chevènement a eu pourtant des sueurs froides, en constatant que certains orateurs de droite, comme François d'Aubert (UDF-DL, Mayenne) ou Thierry Mariani (RPR, Vaucluse), ainsi que Patrick Braouezec (PC, Seine-Saint-Denis), refusaient obstinément de renoncer à leur temps de parole ou de retirer certains de leurs amendements. Il a fallu attendre 21 heures pour observer une accélération des débats, qui s'est amplifiée au fil du temps. En bout de course, presque aucun amendement n'était présenté par son ou ses auteurs, le ministre et le rapporteur donnant leur avis le plus brièvement possible sur ceux qui n'étaient pas retirés.

Les députés ont décidé à l'unanimité de supprimer un article du projet de loi qui visait à limiter les

pouvoirs de la justice de s'opposer aux mariages blancs. Le rapporteur de la commission des lois, Gérard Gouzes (PS), a indiqué que cette mesure était en contradiction avec le pouvoir accordé à tout citoyen en la matière. Constatant ce large consensus, M. Chevènement s'est rallié à l'avis de la commission, tout en déplorant que les arguments de l'opposition visent moins à lutter contre « l'immigration clandestine » qu'à limiter « l'accès à la citoyenneté pleine du militant et demi de nos compatriotes qui sont de tradition musulmane ».

Le ministre de l'Intérieur visait favorablement donné par le rapporteur et le ministre, le député de Seine-Saint-Denis a rappelé les déclarations des socialistes Laurent Fabius et Jean-Yves Le Déaut, ainsi que du chevronné Georges Sarre, qui s'étaient clairement prononcés contre cette disposition lors de l'examen de la loi Debré, en février. Par une seconde délibération, le ministre a obtenu la suppression de plusieurs amendements adoptés alors que les socialistes étaient minoritaires dans l'hémicycle. Puis il a salué la « fertilité » du travail parlementaire.

plus tard Claude Goasguen (UDF, Paris).

A l'inverse de ses collègues Verts, qui ont quitté l'hémicycle depuis vendredi minuit, M. Braouezec a cherché, jusqu'au bout, à défendre ses propositions. Le député communiste, qui a demandé en vain la suppression de la double peine, a également cherché, sans davantage de succès, à obtenir la suppression d'une disposition introduite de la loi Debré qui autorise l'entrée de la police dans les locaux professionnels en vue de réprimer le travail illégal.

En guise de réponse à l'avis défavorable donné par le rapporteur et le ministre, le député de Seine-Saint-Denis a rappelé les déclarations des socialistes Laurent Fabius et Jean-Yves Le Déaut, ainsi que du chevronné Georges Sarre, qui s'étaient clairement prononcés contre cette disposition lors de l'examen de la loi Debré, en février. Par une seconde délibération, le ministre a obtenu la suppression de plusieurs amendements adoptés alors que les socialistes étaient minoritaires dans l'hémicycle. Puis il a salué la « fertilité » du travail parlementaire.

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

Une application « non tatillonne » de la loi

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a indiqué aux préfets, qu'il avait convoqués mardi 16 décembre : « Il importera que l'équilibre de cette loi, à la fois humaine et ferme, se retrouve dans son application. Votre responsabilité et celle de vos collaborateurs sont à cet égard essentielles. L'esprit d'ouverture qui inspire certaines dispositions ne doit pas être contredit par une application tatillonne ».

Il a précisé que « des documents clairs et précis seront établis par l'administration, en liaison avec des fonctionnaires de préfecture de tous grades, à destination des agents des guichets des étrangers ». « A l'inverse, a ajouté M. Chevènement, les étrangers qui ne remplissent pas les conditions fixées par la loi pour obtenir un titre de séjour doivent quitter notre territoire ».

La « solidarité » de la gauche « hétéroplurielle »

IL N'EST PAS SÛR que le compliment plaira à tous les députés. « La majorité s'est bien tenue », a commenté, mardi 16 décembre, dans l'hémicycle, le ministre de l'Intérieur. Oubliées, les rages froides de la Place Beauvau contre les absences des ministres socialistes : « L'assiduité de la gauche a été maximale, car il a fallu siéger la nuit, le dimanche », avait d'ailleurs expliqué le matin François Hollande, tandis que d'autres, dans les couloirs, rappelaient, fatigués rien qu'à les évoquer, toutes les « contraintes de la préparation des élections législatives ». Mardi après-midi, à l'Assemblée nationale, l'heure est à la « so-lidai-ri-té ».

Oubliés, les propos comminatoires du premier secrétaire, le matin, sur Europe 1. Pour François Hollande, « il n'était pas imaginable » que les députés Verts ne votent pas le projet de loi sur l'immigration. Qu'ils « se passent » des socialistes, les socialistes « se passeront peut-être d'eux au moment des élections régionales ». L'après-midi, Marie-Hélène Aubert, Yves Cochet, Guy Hascot, Noël Mamère et Jean-Michel Marchand annoncent néanmoins dans un communiqué « les raisons de [leur] boycott ». Pour ne pas « voter avec la droite », ils seront absents de l'hémicycle lors du scrutin final, « à regret mais sans état d'âme », « parce que les lois Pasqua-Debré n'ont pas été abrogées ». Entre-temps, le groupe RCV a adressé un « message d'entière solidarité » à Henri Emmanuelli (lire page 6).

Président du groupe communiste, Alain Bocquet fait de même devant les micros. Une nouvelle fois, les députés communistes ne devraient pas suivre les positions de Robert Hue (favorable à un vote « pour ») exprimées, mardi matin, via André Lajoinie ou Jacques Brunhes – et rallier l'abstention. Mais la Place Beauvau et le PS semblent très satisfaits de ce sage compromis.

Bref, ceux qui verraient dans l'hémicycle quelques signes d'un malaise dans une « majorité hétéroplurielle » se trompent. A l'heure de l'interpellation de séance, Noël Mamère, un rien provocateur, va serrer la main de Lionel Jospin. « Vous êtes excessifs ! Toi, en particulier, on t'entends trop ! », s'empare le premier ministre.

« Mais vous n'avez repris aucun de nos amendements, rétorque le député de la Gironde.

« On n'est pas nombreux, il faut qu'on s'entende. Il faut que la majorité plurielle fasse bloc ! », poursuit le premier ministre. Puis, furieux : « D'ailleurs, tu n'as pas à demander à Gollisch ce que c'est qu'un Français. T'as pas à servir la soupe du Front national.

« Mais, répond Noël Mamère presque vacillant, ça, ce n'était pas dans l'hémicycle, c'était à "La Marche du siècle"... »

Ariane Chemin

L'agitation de la droite et la discrétion du PS

LE PROJET DE LOI de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur si soucieux de « consensus » et d'« apaisement », serait-il parvenu à mécontenter tout le

ANALYSE

La volonté d'« équilibre » du gouvernement a-t-elle été perçue autant qu'il le souhaitait ?

monde ? Tout au long de l'examen à l'Assemblée nationale de ce texte, la droite unanime a crié haut et fort au « laxisme ». Les députés écologistes, qui se sentent indignés d'« mépris » dont a fait preuve le ministre à leur encontre, ont préféré quitter le navire en cours de route, persuadés d'avoir été « instrumentalisés ». Les communistes ont protesté contre un texte jugé trop répressif, puis contre la tournure que prenaient les débats. Quant aux socialistes, qui se sont trouvés à plusieurs reprises en minorité dans l'hémicycle, ils ont surtout brillé... par leur discrétion.

En affichant de bout en bout sa volonté de ne pas voir modifié « l'équilibre » de son texte, M. Chevènement, convaincu d'assumer le mauvais rôle, savait qu'il prenait le risque de ne satisfaire personne, tant les discours publics sur l'immigration sont diamétralement opposés. L'avantage était de pouvoir s'appuyer sur la symétrie des critiques afin d'accréditer la thèse de

l'équilibre. Le schéma a relativement bien fonctionné jusqu'à l'examen du projet de loi en séance publique. Les hésitations de la droite quant à la stratégie à adopter ont permis au ministre, dans un premier temps, de marquer des points.

Afin de mettre en évidence les « reniements » de la gauche, mais aussi, sans doute, de susciter un malaise dans la majorité, l'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, avait indiqué, le 14 septembre, que le projet de loi de M. Chevènement allait « dans le bon sens ». Sans faire preuve d'autant de bienveillance, ses collègues de droite restaient alors relativement discrets. « A partir du moment où la "ligne Chevènement" semble l'avoir emporté sur la "ligne Solmi-Bernard", nous avons laissé le débat s'installer à gauche », confiait le secrétaire général de l'UDF, Claude Goasguen, un mois plus tard (Le Monde du 16 octobre).

De fait, jusqu'à cette date, le débat a eu lieu exclusivement au sein de la gauche, une minorité du PS soutenant publiquement les propositions d'assouplissement formulées par les Verts et par une partie des communistes. L'habileté du gouvernement a été d'enfermer cette opposition interne dans un groupe de travail parlementaire, où il lui a été plus commode de la circonscrire. Peu à peu, les Verts et les communistes refondateurs se sont sentis bien seuls pour réclamer, notamment, l'abrogation des lois Pasqua-Debré. Sentant venir le

piège d'un réel consensus, la droite s'est réveillée. Devenu le chef de file des députés RPR, M. Debré condamnait, le 15 octobre, cette « expression d'une politique irresponsable ».

Avant l'examen du texte à l'Assemblée, le ministre n'avait donc pas eu à subir simultanément des critiques opposées. Dans un premier temps, la relative bienveillance de la droite avait atténué l'effet des divergences au sein de la majorité. Ensuite, à l'inverse, une relative discrétion de la gauche – le 18 novembre, les députés socialistes décident de s'en tenir aux propositions émises par le rapporteur du texte, Gérard Gouzes – avait accompagné la montée en puissance de l'opposition.

POTS CASSÉS

Il restait, pour M. Chevènement, à franchir le cap du choc frontal de ces critiques contradictoires, dans la fournaise du Palais-Bourbon. Le ministre de l'Intérieur n'a pas manqué de chercher à tirer parti de cette situation pour vanter à nouveau, cette fois auprès de l'opinion, l'« équilibre » de son texte. Sans céder d'un iota sur l'économie de son projet de loi, M. Chevènement a distribué quelques satisfactions à droite et à gauche, avec une parcimonie qui n'a eu d'égalé que son souci de ne pas désavantager l'une par rapport à l'autre.

Si, au terme de cette première lecture à l'Assemblée, le ministre peut se féliciter d'avoir conservé

intact l'essentiel de son texte, il n'est pas certain, en revanche, que sa volonté d'« équilibre » ait été perçue autant qu'il le souhaitait. Plusieurs éléments sont en effet venus brouiller ce message.

L'opposition s'est révélée plus pugnace que prévu, contrainignant le gouvernement à modifier l'ordre du jour de l'Assemblée pour tenir compte de ses manœuvres d'obstruction, plus ou moins défilées selon les jours.

Surtout, la majorité « plurielle » a donné, à cette occasion, quelques signes de fléchissement. La désorganisation du groupe socialiste, qui n'a pas su être à la hauteur de la mobilisation de la droite, a mis en relief les critiques émises par les Verts et par certains communistes. Un sommet de confusion a été atteint lorsqu'un amendement de l'opposition a été adopté du fait de l'abstention de deux députés écologistes, les socialistes n'étant pas assez nombreux en séance.

Après avoir ainsi contribué à survaloriser, du fait de leur absence, le poids de leurs partenaires de la majorité, les socialistes ont dû recoller les pots cassés. Les pressions du PS qui, par l'intermédiaire de son premier secrétaire, François Hollande, s'est cru obligé de réitérer, à la veille du vote, des menaces concernant la constitution des listes pour les élections régionales, laisseront sans doute quelques séquelles.

J.-B. de M.

A Paris, 1 227 électeurs sont radiés par le tribunal du 3^e arrondissement

Plus de 600 d'entre eux avaient voté en juin

LE TRIBUNAL d'instance du III^e arrondissement de Paris a prescrist, dans un jugement du mardi 16 décembre, la radiation de 1 227 noms sur les 18 352 électeurs que compte l'arrondissement. Cette décision met un point final à une contestation des listes électorales introduite début 1997 par le maire socialiste du 3^e, Pierre Aldenbaum, vainqueur de Jacques Dominati (UDF) aux municipales de 1995. Les militants de gauche contestaient la sincérité des listes depuis 1994.

Ce jugement intervient alors que Jean Tiberi (RPR), maire de la capitale, lui-même confronté à la contestation des listes électorales du 5^e arrondissement, dont il fut le maire jusqu'en 1995, propose au préfet et au président du tribunal de grande instance de Paris, la radiation de 170 000 électeurs parisiens. « Le tribunal ne fait que constater la situation des personnes en cause ne justifie plus, au 16 décembre leur maintien sur les listes électorales du 3^e arrondissement. Elle n'a donc aucun caractère rétroactif et ne remet donc pas en cause la sincérité des scrutins antérieurs », estime, dans un communiqué, l'Hôtel de ville.

Tel n'est pas l'avis de Dominique Berthod (PS), candidate aux législatives dans la première circonscription, devancée de 234 voix par Laurent Dominati (UDF-DL). Elle relève que « plus de 600 » des électeurs radiés ont pris part au scrutin du 1^{er} juin. Aussi se déclare-t-elle satisfaite « d'une décision qui permettra aux électeurs de la circonscription d'exprimer leurs suffrages dans des conditions conformes aux règles élémentaires de la démocratie ».

Ces propos anticipent une possible annulation par le Conseil constitutionnel de l'élection de M. Dominati. M. Aldenbaum annonce que le jugement du tribunal d'instance sera remis à la fois au Conseil constitutionnel et au juge d'instruction parisien Hervé Stéphan. Les listes électorales du 3^e font en effet l'objet d'une information judiciaire, sur plainte de deux élus, après la découverte d'un fichier informatique « oublié par l'équipe municipale sortante », rappelle M. Aldenbaum.

M. Dominati dénonce pour sa part « une campagne politique » fondée sur « des accusations de fraude électorale », autour de ce qui est « un fait de société : la mobilité des Parisiens ». « Pour quel se-

rais-je invalidé ? », s'interroge-t-il, estimant que si tel était le cas « il faudrait que tous les députés élus avec une différence de moins de 3 % le soient ».

Quoi qu'en dise l'Hôtel de ville, ce jugement risque fort de ne pas servir les intérêts de M. Tiberi. « Nous allons introduire le même recours devant le tribunal d'instance du 5^e arrondissement », annonce Marie-Pierre de la Gontrie, un des avocats de Lyne Cohen-Solal (PS), adversaire de M. Tiberi dans la deuxième circonscription et qui conteste la sincérité des listes électorales du 5^e à la fois au pénal (elle a porté plainte avec constitution de partie civile) et devant le Conseil constitutionnel, dont la décision sur la validité de l'élection de M. Tiberi est attendue courant janvier.

NÉGLIGENCES ET FRAUDES

L'opposition municipale qualifie globalement d'opération « rideau de fumée » la proposition du maire de faire procéder à des radiations massives (170 000 au total) par les commissions de révision des listes électorales, qui se réunissent mercredi 17 décembre au soir. Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, estime qu'il s'agit surtout pour le maire de Paris de « minimiser ses propres responsabilités dans le 5^e » en entretenant la confusion entre les électeurs qui avaient seulement négligé de signaler leur changement d'adresse et ceux qui seraient susceptibles de participer à un système de fausses inscriptions organisées.

« Le toilettage des listes proposées par M. Tiberi ne porterait en aucun cas sur les faux électeurs, dont les cartes sont réceptionnées par des intermédiaires proches de la mairie », souligne Alain Morell, conseiller du 6^e arrondissement et candidat suppléant de M^{me} Cohen-Solal.

Le tribunal du 3^e arrondissement a dû procéder à des vérifications longues et minutieuses, en particulier auprès de la trésorerie générale, pour départager les électeurs admis à rester inscrits dans l'arrondissement de ceux qui devront être radiés. Les commissions de révision des listes électorales risquent fort, selon le témoignage de certains délégués qui y siègent, de ne pas avoir le temps de procéder aux mêmes vérifications avant le 31 décembre, date de clôture des listes.

Pascale Sauvage

Le Sénat retarde la réforme du fonctionnement des régions

L'EXAMEN de la proposition de loi sur le fonctionnement des régions s'est poursuivi lentement, mardi 16 décembre, au Sénat, où les débats ont été tronqués, la gauche accusant la majorité RPR-UDF, opposée au texte, de « traîner les pieds ». Le premier débat, le 20 novembre, qui avait donné lieu à de vifs accrochages entre le gouvernement et la majorité sénatoriale, avait simplement entamé la discussion générale. La suite avait été reportée au mardi 16 décembre. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, a laissé planer l'hypothèse d'une séance le mardi 23 décembre pour l'examen des articles et d'une quarantaine d'amendements, faisant remarquer que le texte était « en discussion depuis un mois ».



PARLEMENT

Les sénateurs de la majorité RPR-UDF, surtout ceux de l'UDF, sont montés au créneau contre le texte destiné à remédier au dysfonctionnement des conseils régionaux. Les sénateurs UDF ont surtout critiqué « une manœuvre politicienne » et le « manque de courage du gouvernement à réformer le mode de scrutin des élections ».

DÉPÊCHES

■ **COLLECTIF BUDGÉTAIRE** : Le Sénat a adopté, mardi 16 décembre, à l'unanimité, avec quelques modifications, le projet de loi de finances rectificative pour 1997, qui prévoit une réduction du déficit budgétaire de 14 milliards de francs sur environ 270 milliards de francs.

■ **FONDS DE PENSION** : Le ministre de l'Economie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a assuré, mardi 16 décembre, qu'un parlementaire serait nommé d'ici à la fin de cette semaine, voire les premiers jours de janvier, par la commission des finances de l'Assemblée nationale pour étudier une proposition de loi sur l'épargne-retraite. Cette proposition de loi viserait à remplacer la loi Thomas sur les fonds de pension.

■ **CREDIT LYONNAIS** : Charles de Courson, député (UDF-FD) de la Marne, a reproché, mardi 16 décembre, au gouvernement de vouloir « botter en touche » en réformant le fonctionnement et les structures de contrôle du Consortium de réalisation (CDR), la structure chargée de céder les actifs compromis du Crédit lyonnais (Le Monde du 17 décembre). « C'est le contribuable qui paie tout cela », a déclaré M. de Courson après l'audition du ministre, Dominique Strauss-Kahn, par la commission des finances.

هكذا من الرأى

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997

ÉCOLES Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a présenté, mercredi 17 décembre, une réforme de l'administration centrale de son ministère. Le nombre de directions

passa de seize à onze et presque tous leurs responsables sont remplacés. Cette réforme, la plus importante intervenue depuis une dizaine d'années, permet au ministre

de remodeler son administration et de s'entourer d'une équipe à sa main. M. Allègre affirme ainsi « gagner en efficacité et en lisibilité ». La réforme de l'administration du

110, rue de Grenelle avait été ardemment souhaitée par la commission présidée par Roger Fauroux. LA DIRECTION de l'évaluation et de la prospective, outil d'études, de sta-

tistiques et d'évaluation du système scolaire est fondue dans une vaste direction. Les experts et les statisticiens craignent une reprise en main déguisée par le cabinet du ministre.

M. Allègre bouleverse l'administration du « mammouth » éducation

Une réforme d'ampleur a été présentée au conseil des ministres du 17 décembre. Le nombre de directions centrales passe de seize à onze et la plupart de leurs responsables sont remplacés. Avec ce « coup de balai », le ministre veut « gagner en efficacité »

« J'AI DIT ce que je ferais et je le fais. » M. Allègre, ministre de l'éducation nationale, a tenu mardi 16 décembre, avec la publication au Journal officiel d'une ample réforme de l'administration centrale de l'éducation nationale. Le conseil des ministres du 17 décembre devait entériner les neuf nominations de directeurs qui l'accompagneront.

Annulée dès son arrivée au ministère en juin, précisée en septembre (Le Monde daté 14-15 septembre), la réforme de « la Centrale », mise en œuvre par M. Allègre est la plus vaste remaniement de structure opéré depuis une dizaine d'années au 110, rue de Grenelle. C'est aussi un grand « coup de balai » parmi sa haute administration : tous ses dirigeants changent, à l'exception de trois d'entre eux : Alain Boissinot, ancien directeur des lycées et collèges, Michel Dellacassagrande, ancien directeur des finances, Albert Prévos, qui reste délégué aux relations internationales et à la coopé-

ration. Ouvertement méfiant à l'égard de l'administration - et de « ses règlements, ses habitudes, sa tradition, ses castes » tels qu'il les dénonçait dans l'Age des savoirs (Gallimard, 1993) -, M. Allègre poursuit à travers ce remaniement plusieurs objectifs. Il entend simplifier les structures à la tête du « mammouth » en réduisant le nombre de directions de seize à onze, bien que les prérogatives du ministère se soient considérablement étendues. Le ministre espère « gagner en efficacité et en lisibilité » et permettre un « véritable travail d'équipe avec les directeurs et les directrices ».

L'ENTRÉE DES FEMMES

M. Allègre souhaite aussi « renforcer les fonctions de programmation et de contrôle » et mieux « coordonner l'action de l'État ». Il veut renforcer la déconcentration du système éducatif, un mot employé à l'envi dans le décret qui porte organisation de la réforme et son arrêté d'application. Le ministre a décidé de constituer une force de frappe au service de sa

politique et d'afficher les symboles. Ainsi cinq femmes font leur entrée à la Centrale - un mode d'hommes, du moins aux postes de commandement -, auxquelles il faut ajouter, pour la première fois, une doyenne de l'inspection générale, Geneviève Becquelin.

Première de la liste, la direction de la technologie correspond à une nouvelle attribution du ministère de l'éducation. Elle devra valoriser les résultats de la recherche et la coopération technologique avec les entreprises. La direction de la recherche prépare, quant à elle, le budget civil de recherche et développement (BCRD), exerce sa tutelle sur les organismes de recherche et diffuse la culture scientifique et technique.

Tout l'enseignement supérieur tient en une direction au lieu de trois et se voit doté d'une « mission à l'emploi ». Cette importante entité, dont Christian Forestier, contre toute attente, a été écarté pour devenir, normalement dès janvier 1998, recteur de Versailles, aura à remplir les mêmes missions que par le passé, à l'exception de la gestion des personnels et de la programmation des constructions. La direction de l'enseignement scolaire opère pour sa part un regroupement de la gestion des écoles, collèges et lycées. Le conseil en équipement et sécurité lui échoit également.

La gestion des enseignants, de la maternelle à l'université, dépend désormais d'une même grande direction, qui devra « favoriser la mobilité des personnels ». Elle devra surtout assurer les relations avec tous les syndicats. Cette direction des personnels enseignants hérite

d'une « mission à la déconcentration », à l'instar de la direction des personnels. Deux directions restent inchangées ou presque, celle des affaires financières et celle des affaires juridiques, dont la nouvelle titulaire, Martine Denis-Linton, a été nommée voici quelques semaines.

Les missions assurées par ces directions restent ou sont retouchées

du ministère y ont vu le déni des fonctions pédagogiques de ces personnels. Deux directions restent inchangées ou presque, celle des affaires financières et celle des affaires juridiques, dont la nouvelle titulaire, Martine Denis-Linton, a été nommée voici quelques semaines.

Les missions assurées par ces directions restent ou sont retouchées

Quatorze recteurs changés en six mois

S'il fallait compter les points dans une compétition de « dévouement » entre la majorité et l'opposition, Claude Allègre et François Bayrou seraient à égalité : dans les six premiers mois d'exercice du pouvoir, chacun a changé quatorze recteurs sur trente. Il est vrai qu'il faut compter dans ce chiffre, pour Claude Allègre, des remplacements après des départs à la retraite, un décès et un jeu de chaises musicales entre des recteurs de gauche.

L'actuel ministre de l'éducation nationale ne souhaite sans doute pas s'en tenir là. Mais si l'Elysée s'est montré peu interventionniste dans les mouvements de recteurs, il a en revanche pesé sur les mouvements de professeurs. C'est le cas pour André Varinard, à Lille, dont le départ a été retardé, ou Gérard-François Dumont (Nice), Maurice Quenec (Créteil) et François Hinaud (Reims), dont l'Elysée a fait savoir que leur maintien était souhaité. « Il y a une règle sur laquelle nous sommes d'accord, confie Claude Allègre, ne pas changer un recteur qui est arrivé depuis moins d'un an et demi, sauf faute très grave. »

(Le Monde du 7 février 1996). Elle revient sur un poste délicat, à la fois très technique et politique. Une autre direction regroupe les personnels administratifs, techniques et d'encadrement, c'est-à-dire, pour cette dernière catégorie, les chefs d'établissement et les inspecteurs. Certains fonctionnaires

étaient déjà bien rodés. En revanche, la création d'une direction de la programmation et du développement et d'une direction de l'administration constituent une véritable originalité. Cette direction aura notamment pour but, en dehors de la communication, la modernisation de l'administration.

Béatrice Gurrey

Les onze titulaires

Nous publions la liste des directions créées par Claude Allègre et leurs nouveaux titulaires.

- Technologie, Pascal Colombari
- Recherche, Daniel Nahon
- Enseignement supérieur, Francine Demichiel
- Enseignement scolaire, Alain Boissinot
- Programmation et développement, Michel Garnier

- Personnels enseignants, Marie-France Moraux
- Personnels administratifs, techniques et d'encadrement, Béatrice Gurrey
- Affaires financières, Michel Dellacassagrande
- Administration, Hélène Bernard
- Affaires juridiques, Martine Denis-Linton
- Délégation aux relations internationales et à la coopération, Albert Prévos.

Des négociations courtoises ont été conduites avec l'Elysée

ALORS que les changements de hauts fonctionnaires ont pu prendre, lors de cette troisième cohabitation, un tour parfois houleux, le grand chamboulement de l'éducation nationale semble s'être passé sans trop de heurts entre l'Elysée et la rue de Grenelle ou Matignon. C'est du moins l'image que l'on veut en donner de part et d'autre.

L'Elysée assure ne s'être opposé à aucune nomination de directeur d'administration centrale effectuée par Claude Allègre, la gestion du ministère étant jugée de sa compétence propre, mais reconnaît avoir volontiers avoir pesé pour que les sortants soient « recasés » correctement. L'exemple le plus flagrant est celui de Xavier Darcos, ancien directeur de cabinet de François Bayrou, ancien conseiller d'Alain Juppé à Matignon pour l'éducation et doyen de l'inspection générale, M. Darcos est également proche de Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée.

Le cas était assez délicat pour Claude Allègre, car contrairement à un directeur d'administration centrale, qui peut être remercié chaque mercredi au conseil des ministres, le doyen de l'inspection générale bénéficie d'un mandat de cinq ans. Xavier Darcos était loin de les avoir achevés. Il a donc reçu l'aval de Claude Allègre, après une pressio-

toise mais ferme de l'Elysée, pour conduire, pendant deux ans, une mission sur le livre. L'échange de lettres entre le ministre et l'ex-doyen fut d'une parfaite civilité, bien que Claude Allègre ait jugé que le poste de maire de Périgueux tenu par Xavier Darcos soit une raison pour à fait suffisante pour lui demander de retourner s'occuper de ses administrés périgourdins.

Deux autres cas ont posé problème. Celui de Dominique Antoine, ex-directeur des personnels administratifs et candidat malheureux de la droite aux élections législatives de juin. Il sera recasé, à la satisfaction de l'Elysée, à l'inspection générale de l'éducation nationale. Thierry Bossard, ancien directeur de la communication, atteint, bon gré mal gré, à l'inspection générale de l'administration.

La sollicitude présidentielle, ou plutôt celle des conseillers de M. Chirac, s'étend même à Claude Thélot, peu proche de l'opposition. Il devrait gagner la Cour des comptes. Les autres directeurs, nettement marqués à droite, rejoindront l'inspection générale, au 107 de la rue de Grenelle. « Le « mouvoir », comme l'appellent certains de ses membres.

B. G.

L'évaluation et les études, enjeu d'un bras de fer entre experts et ministère

MARDI 21 octobre, une scène insolite a troublé l'ambiance feutrée du siège de l'administration de l'éducation nationale, au 110, rue de Grenelle, à Paris. Une solennité de personnes, chercheurs, statisticiens et administratifs de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), ont osé manifester dans la cour du ministère. Alarmés par le projet de décret dont ils venaient d'avoir connaissance, ces personnels se sont insurgés, bande-roule en main, contre le démantèlement de leur direction, dont les missions d'évaluation, d'études et d'information avaient disparu de cette version du décret.

Créée en 1987 par René Monory, la DEP s'est taillée en dix ans une réputation de sérieux longtemps incontestée. Elle s'est rendue indispensable à tous les niveaux du système éducatif, du décideur à l'établissement, en passant par les organisations syndicales. Sans oublier les médias. Chacun utilise les Notes bleues, les dossiers de la revue Education et Formations ou les don-

nées de L'Etat de l'école. Tous les écoliers de CM2 et les collégiens de troisième effectuent depuis 1989, en début d'année, des tests de mathématiques et de français mis au point par la DEP. Cette direction de plus de cent cinquante personnes a également acquis une forme certaine d'indépendance à l'égard du pouvoir, fondée sur sa compétence scientifique.

Les travaux de la DEP comportent sans doute des imperfections qu'il est aisé de brocarder. Ils ont néanmoins le mérite d'exister et de fournir un instrument incomparable de transparence du système éducatif, observé dans le monde entier. Roger Fauroux, président de la commission consultative sur l'école, avait remis en cause la validité de ces études, accusant la DEP de présenter une vision trop « rose » du système éducatif. Il avait reçu aussitôt une réponse assez verte du directeur de la DEP, Claude Thélot : « Ni roses ni grises », les statistiques publiées sont objectives, avait fait valoir ce dernier.

La résistance des personnels de la DEP a sans doute beaucoup contribué à voir réintroduire dans le pro-

jet final, et de manière explicite, les études, les publications et l'évaluation et non plus seulement la production de statistiques. Toutefois, l'évaluation n'est plus une structure administrative en tant que telle, mais subsiste sous forme de « conseil » et de « mission ».

Seules les études statistiques, l'édition et la diffusion sont érigées en sous-directions. De plus, le titulaire de cette nouvelle charge, qui inclut la programmation (développement du plan Université 3M, relations avec les collectivités locales et universitaires), Michel Garnier, « n'est pas un statisticien », fait remarquer un chercheur de la DEP, M. Thélot, polytechnicien, était issu de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Soulage d'avoir vu les textes définitifs prendre en compte leurs remarques, les personnels de la DEP ne veulent pourtant « pas préjuger de l'avenir ».

B. G.

LES QUATRE FILS DU CANTOR

Marc Vignal

Les fils Bach



480 p. 160 F

Le mélomane appréciera à son juste prix cet apport considérable à l'état des connaissances sur cette fratrie peu commune.

P.-J. Catinch, Le Monde

Un ouvrage documenté aux meilleures sources.

J. Drillon, Le Nouvel Observateur

La Musique chez FAYARD

150 000
exemplairesAlain
Peyrefitte

de l'Académie française

C'était
de GaulleÉditions de Fallois
FAYARD654 p.
150 F

Les réflexions, les analyses, les intuitions de De Gaulle, ses vacheries aussi, font revivre l'histoire de façon saisissante. Mais le livre d'histoire - et c'est le plus passionnant - vaut tout autant pour aujourd'hui.

Gérard Courtois, Le Monde

F.O. Giesbert : « Peyrefitte dit que le Général n'a eu que deux vrais amis, Leclerc et Malraux. »

Amiral De Gaulle : « Je suis d'un autre avis. Je ne crois pas que mon père aurait choisi et gardé si longtemps M. Peyrefitte comme porte-parole de son gouvernement et comme ministre, s'il n'avait pas eu quelque dilection pour lui. »

Le gai savoir, Paris- Première

De précieuses réflexions à haute voix, recueillies au jour le jour... Irremplaçable.

Jean-François Revel, Le Point

Quel festival de lucidité et parfois de cruauté !

Jean-Michel Lamy, Les Echos

On découvre ici l'intimité des conversations, le secret des décisions. C'est comme si on appartenait tout à coup au premier cercle du Général.

Jean-Yves Chaperon, R.T.L.

Des dialogues d'une incroyable fraîcheur.

Marc Mahuzier, Ouest-France

Ce témoignage passionnant donne au Général une étonnante actualité.

Dominique de Montvalon, Le Parisien

Un de Gaulle total. Des révélations au détour de chaque chapitre. Un monument.

Philippe Woucmpt, Le Républicain Lorrain

Il n'y a pas de doute sur l'exactitude des phrases qu'il rapporte.

René Rémond, Journal inattendu de R.T.L.

Editions de Fallois
FAYARD

Ilitch Ramirez Sanchez enjolie le mythe Carlos. devant la cour d'assises de Paris

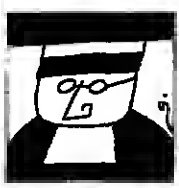
A l'audience, l'accusé s'est vanté d'avoir « pris l'imagination du monde »

La troisième journée du procès d'Ilitch Ramirez Sanchez, alias Carlos, devant la cour d'assises de Paris, a été consacrée à l'examen de la personna-

lité et du curriculum vitae du terroriste. Accusé de trois meurtres, le 27 juin 1975, rue Toulouze à Paris, Carlos, détenu et guillotté, a contemp-

son mythe, « fabriqué par la presse mondiale », affirmant qu'il avait « pris l'imagination du monde ».

CARLOS est détendu. Il a la permission de se tenir debout comme un cow-boy, le pied sur un banc, un coude sur une jambe. Son nouvel et jeune avocat, M. Olivier



Maudret, commis d'office la veille, a les yeux cernés : il a travaillé toute la nuit pour découvrir le dossier. Carlos lui donne

une petite tape dans le dos : « Il est intelligent, ce garçon, il a pu constater que le dossier était plombé, j'en suis content. »

Frais et guilleret, Carlos roule des yeux doux à « l'ennemi », M. Francis Szpiner, avocat des parties civiles. Maître Szpiner essaie de lui poser une question. Carlos rentre la tête dans les épaules, se cache ostensiblement les oreilles. « Ah ! non, je ne vous écoute pas ! », lui annonce-t-il avec un grand sourire, « ou alors si vous venez et vous me donnez la main et vous me dites que vous m'aimez bien ». Le président énonce le titre d'une interview, « Carlos dévoile tout ». L'accusé comprend : « Carlos est un voyou ». Et en rit. La tension des jours passés semble se dissiper. Carlos jubile. C'est que la journée est entièrement consacrée à l'examen de sa personnalité et de son curriculum vitae.

On a commencé avec les détournements d'avion et ça va recommencer d'ailleurs, c'est inévitable. » L'homme contemple le mythe Carlos, « fabriqué par la presse mondiale » : « C'était l'Artésienne, Carlos par-ci, Carlos par-là. On disait n'importe quoi. Il prépare des attentats à New York avec des bombes atomiques. Je lisais des interviews de femmes qui racontaient leur nuit d'amour avec Carlos, mes camarades de combat rigolaient. » Il est

assez fier de ses 100 passeports et 52 pseudonymes différents. « Carlos a pris l'imagination du monde », dit-il avec un accent de mégalomanie qu'il corrige. « Mon travail était plus sérieux, plus responsable, plus déterminé. Au sein du FPLP, on pouvait exploiter les médias. Mais ici (en Europe), on personnalise trop le travail révolutionnaire, on ne maîtrise plus la situation. »

Où est le vrai, le faux ? Carlos distille. « C'est prescrit maintenant, je peux le dire : mon père et mon oncle ont fait des coups d'Etat, je ne sois pas combien, au moins une dizaine, dont un en Colombie. » Il tente de s'expliquer sur son séjour à l'université de Lumumba, à Moscou, qui s'est terminé par une expulsion. « Il paraît que le jeune Ilitch rentrerait chez lui le matin assez

« cabossé », suggère le président. Carlos explique que ses problèmes étaient dus à une dislocation avec les communistes vénézuéliens résidant à Moscou. « Nous, nous étions sur une ligne guérilla, nous étions romatiques, nous ne voulions pas abandonner la lutte armée. Eux, gordaient une ligne orthodoxe, croyaient au travail de masse (...). Le PC vénézuélien était avec les petits cons soviétiques. »

COLÈRE ET MENACES

Le jeune Ilitch se retrouve dans des camps d'entraînement palestiniens en Jordanie. Le président voudrait voir la main du KGB. Carlos lui rappelle que « c'était le centre mondial des combats, des milliers de jeunes Européens venaient à Amman faire du tourisme révolutionnaire, il y avait de belles Scandinaves. Nous, nous voulions être des jédayins. De toute façon, si on revenait à Caracas, on était arrêté. » Septembre noir : les Jordaniens se lancent dans une guerre contre les Palestiniens. « Il y a eu des massacres de milliers de personnes, c'était bien ça, Septembre noir, en 1971 », se hasarde le président. « 1970, monsieur Cornet, vous n'avez pas fait votre préparation historique sur le sujet », re-

proche Carlos, qui réclame un Quid. L'accusé dément avoir donné une interview - la seule qui existe - au journal *El Watan al Arbi* en 1979, où il décrivait la fusillade de la rue Toulouze pour laquelle il est jugé aujourd'hui. Le président lui oppose des détails troublants que personne n'aurait pu inventer. Il cherche à en savoir plus sur les responsabilités opérationnelles de l'Ageot Carlos en Europe, qui met alors en pilotage automatique un assaut de colère et de menaces : « Vous prenez une responsabilité personnelle, monsieur le Président », avertit-il en précisant : l'assassinat du juge Michel, le 21 octobre 1981, « c'est nous ».

« Il existe encore ici une structure de renseignements avec des Français, des journaux qui ne font pas un travail de boudin », tempête-t-il. Carlos répète que depuis trente ans, il fait la guerre « avec la plume, le pistolet, la bombe, la corde ». « Mon devoir est de poursuivre la lutte avec moi-même. » Il croit avoir donné un « bon exemple à la révolution ». Carlos en est certain : il a gagné sa place auprès de tous ses camarades « ou porodis des révolutionnaires ».

Dominique Le Guillaudoux

Dany Leprince condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre de Thorigné-sur-Duë

droits civiques, civils et de famille du condamné pour une période de dix ans.

Quand M. Jean-Louis Pelletier, défenseur de Dany Leprince, prit la parole, ce fut comme une tempête. De celles qui, quand le vent s'apaise, laissent le promeneur tout tremblant, hagard et désorienté. Depuis le 8 décembre, l'audience avait patiemment accumulé des certitudes sur la culpabilité de Dany Leprince et voilà qu'un peu plus de trois heures, M. Pelletier semait le doute à grande volée.

« Au moment où l'accusé est presque à terre, il est bon, il est nécessaire que la défense se lève », murmurait l'avocat quand, brusquement, sa voix enfla pour crier : « Dans cette affaire, tout n'a pas été dit ! Il y a d'autres traces que, volontairement ou pas, on n'a pas voulu suivre ! » Ferme, presque féroce, M. Pelletier résuma les questions restées sans réponse : « On ne sait pas pourquoi, on ne sait pas comment, on ne sait pas quand les victimes ont été tuées. » Le reste de sa plaidoirie fut consacré à tenter de démontrer qu'un délinquant, on ne savait pas qui était le meur-

trier : « Ça, c'est dans le dossier ! Mais on ne vous en a jamais parlé ! »

La démonstration était brillante, presque parfaite, presque convaincante. Presque, car il fallait oublier l'audience et la plaidoirie de M. Gaudier qui, au nom de Solène Leprince, partie civile, s'était livré à un véritable réquisitoire pendant trois heures d'horloge. Il était également impossible d'oublier les propos de Jean-Claude Thin, procureur de la République du Mans, qui avait exactement demandé la peine qui a été prononcée.

Il avait fait sur un ton sobre, modeste, presque effacé. « Nous sommes en présence d'un puzzle », avait observé l'avocat général sans contester qu'il manquait certaines pièces. Mais le magistrat avait calmement démontré que les pièces restantes étaient suffisamment nombreuses pour faire apparaître l'image de la vérité. Et lui aussi s'était consacré à l'examen des aveux et des témoignages, mais c'était pour en tirer toute leur force. « Les uns corroborent les autres », constatait le procureur.

L'état mental de Dany Leprince figurera en bonne place parmi les zones d'ombre de ce procès

Avec une certaine franchise, le magistrat reconnaissait qu'il n'était pas convaincu que la jalousie d'un cultivateur endetté face à la réussite professionnelle spectaculaire de son frère soit le véritable mobile. « La jalousie, je n'y crois pas. Car il n'y a pas eu de préméditation », observait M. Thin. Il évoquait plutôt un brusque moment de colère, « une explosion », selon la formule des experts psychiatres, qui aurait été suivie d'un « abaissement de la pensée » conduisant à la tuerie de toute une famille.

Mais le procureur se refusait à envisager que Dany Leprince soit un malade mental. A cet instant, l'accusé a baillé d'ennui. A l'évidence, ce procès ne le concernait pas et quoiqu'en dise le magistrat, l'état mental de Dany Leprince figurera en bonne place parmi les zones d'ombre qui émaillent encore le procès de la tuerie de Thorigné-sur-Duë.

Maurice Peyrot

Amiante : la justice rejette la « faute inexcusable » d'Eternit

LE TRIBUNAL des affaires de sécurité sociale de Valenciennes n'a pas retenu la responsabilité de l'usine Eternit de Thiant (Nord), mardi 16 décembre, dans la contamination par l'amiante de plusieurs de ses salariés. L'usine de Thiant fabriquait des tubes contenant de l'amiante, une fibre cancérogène aujourd'hui interdite. Les plaignants, salariés et retraités, ainsi que deux veuves d'ouvriers décédés demandaient que le tribunal reconnaisse que leur employeur avait commis « une faute inexcusable » en ne les informant pas du danger qu'il encouraient. Les deux veuves ont été déboutées de leur demande, neuf autres plaignants ont vu leur recours déclaré irrecevable pour cause de prescription, et le tribunal a décidé de surseoir à statuer concernant une douzième victime, estimant que la cause du décès n'était pas encore établie. Les plaignants devraient faire appel. Quarante-cinq autres dossiers sont toujours en attente à Valenciennes, et la cour d'appel de Dijon devrait se prononcer, jeudi 18 décembre, dans une affaire similaire concernant six anciens salariés et six veuves de salariés de l'usine Eternit de Vitry-en-Charollais (Saône-et-Loire).

DÉPÊCHES

■ **HARKIS** : une trentaine de personnalités ont signé un appel demandant au gouvernement de prendre des mesures permettant « à la communauté harkie, porte intégrante de la communauté nationale, de s'y intégrer socialement ». Cette pétition, signée notamment par Enrico Macias, Alain Madelin, Olivier Duhamel, Luc Ferry, Roger Hanin, Yves Roucaute et André Glucksmann, réclame « la parité réelle des chances » et estime qu'« avoir honte des harkis, c'est avoir honte de nous-mêmes ». Contact au Cercle algérieniste, BP 453 07, 75327 Paris Cedex 07.

■ **IMMIGRATION** : un millier de personnes ont manifesté, mardi 16 décembre en fin d'après-midi, à Paris, aux abords de l'Assemblée nationale, contre le projet de loi sur l'immigration. Les différents collectifs de la région parisienne ont défilé aux cris de « Debré, Chevènement, même loi, même combat » et réclamé la régularisation pour tous. Les manifestants exprimaient aussi leur soutien aux étrangers demandeurs de régularisation en grève de la faim à Lille et à Lyon pour obtenir un titre de séjour.

■ **DROGUES** : 87 % des Français estiment que les toxicomanes sont des malades et 88 % qu'il faut les obliger à se soigner, selon un sondage IFOP réalisé les 11 et 12 décembre et publié dans *Le Quotidien du médecin* du mercredi 17 décembre. 72 % des personnes interrogées approuvent le développement des traitements de substitution à l'héroïne (methadone, Subutex), 55 % se disent plutôt favorables à l'usage thérapeutique du cannabis pour certains grands malades, et 39 % seulement sont favorables à la délivrance d'héroïne sous contrôle médical « aux grands drogués ».

DISPARITION

Eddie Chapman

Un agent double britannique

EDDIE CHAPMAN, l'un des plus célèbres agents doubles britanniques durant la seconde guerre mondiale, qui intoxiqua les nazis et fut manipulé par le MI 5, vient de mourir à Londres à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Né en 1914, Eddie Chapman entame, très jeune, une carrière de briseur de coffres-forts. En 1939, la police le surprend en train d'en ouvrir un à Glasgow (Écosse). En attente de jugement, il disparaît et se réfugie à Jersey où les Allemands, en débarquant dans les îles anglo-normandes, découvrent ses connaissances en matière d'espionnage et lui demandent de travailler pour leurs services de renseignement.

Eddie Chapman reçoit un entraînement spécial et, le 20 décembre 1942, le voilà parachuté - avec une radio, un pistolet automatique, une pilule de cyanure, une somme de 1 000 livres et la promesse d'en recevoir 15 000 autres en cas de succès - en Angleterre, dans l'intention de faire sauter une usine du groupe de Havilland, à Hatfield, qui fabrique le chasseur Mosquito. Mais le MI 5 (le contre-espionnage britannique) a intercepté les messages de l'Abwehr, le service allemand de renseignement. L'agent nazi prend contact avec le MI 5 qui surveillait, en réalité, son arrivée sur le sol britannique et qui, en le rebaptisant « Zig-Zag », va organiser, le 29 janvier 1943, un simulacre d'attentat contre l'usine avec la collaboration d'un magicien, lequel contrefait l'explosion et la fumée de l'incendie. Puis le MI 5 fait embarquer Chapman sur un bateau pour Lisbonne, où il reprend ses relations avec les renseignements allemands.

Après plusieurs mois de vacances en Norvège aux frais des services allemands, Chapman est encore approché par l'Abwehr qui le décorne de la Croix de fer et, le 27 juin 1944, le parachute en Grande-Bretagne. Il communique au MI 5 ce qu'il a pu apprendre de l'organisation et des actions de l'Abwehr. Mais, à

Londres, Chapman va dépenser, de façon très ostentatoire, avec quelques-uns de ses anciens amis casseurs de coffres-forts, les 6 000 livres que les services allemands lui ont confiés et le MI 5 décide alors de rompre avec lui.

Eddie Chapman aura, après la guerre, des problèmes avec la justice pour avoir contrevendu à la loi sur la protection du secret en diffusant, dans certains médias, y compris en France, des relations de ses expériences passées d'agent double. En 1966-1967, Christopher Plummer interprète son personnage dans *Triple Cross*, un film d'espionnage, mis en scène par Terence Young, le cinéaste des James Bond.

Jacques Isnard

NOMINATION

RÉFUGIÉS

Michel Combarnous a été nommé pour cinq ans président de la commission de recours des réfugiés, par un arrêté du vice-président du Conseil d'État publié au *Journal officiel* du 13 décembre. Il remplacera, le 1^{er} janvier, Jean-Jacques de Bresson, qui dirigeait la commission depuis 1986. Président de section honoraire au Conseil d'État, M. Combarnous a notamment été, cet automne, le rapporteur devant cette juridiction du projet de loi sur l'immigration.

(Né le 3 août 1929 à Torbes (Hautes-Pyrénées), il intègre le Conseil d'État à sa sortie de l'ENA. Il a été détaché notamment comme conseiller juridique auprès de l'ambassade de France au Maroc (1964-1967), directeur des études à l'Institut international d'administration publique (1968-1972), conseiller d'État en 1979. Il a été président de la commission paritaire des publications et agences de presse (1980-1987), du conseil d'administration de l'Institut national d'études démographiques (INED) (1983-1986) et, parallèlement, de la 1^{re} sous-section (1982), président adjoint (1986), puis président (1987) de la section du contentieux du Conseil d'État. Admis à la retraite en août 1995, il a été maître-avocat en activité en qualité de conseiller d'État.)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Stéphane CORRE et M^{me} Laure QUENOUËLLE. Augustin, Louis et Félix. ont la joie d'annoncer la naissance de

Josephine, Paris, le 15 décembre 1997.

Anniversaires de naissance

NELLY.

Pour ses quarante ans, demain, ses amis de Léonard se disent toute leur affection.

Villefontaine, le 18 décembre 1997.

Noces d'or

Céline, Julien, Anne-Laure, Marie et Mina, souhaitent à

Mamie Odette et Papirre

un excellent anniversaire à l'occasion de leurs noces d'or.

Décès

Le Groupe emprise de sociopsychologie, recherche, action, éducation (GES-PARE) a eu la douleur de perdre, le 13 décembre 1997,

Janine Jean BADER, née ABENREIMER,

membre d'honneur du GES-PARE,

à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Elle a, depuis une dizaine d'années, apporté à nos entreprises l'aide de son expérience humaine et professionnelle avec toute sa générosité.

Nous présentons nos plus profondes condoléances à ses enfants, à ses sœurs et à tous les membres de sa famille.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 17 décembre, au cimetière du Montparnasse.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

Janine Jean BADER, née ABENREIMER,

nous a quittés le samedi 13 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Elle savait que la vie « n'est qu'un répit entre deux nuits interminables ». Elle a, avec courage et dignité, traversé les chemins de sa propre destinée.

Nous nous joignons à la douleur de sa famille et de ses amis.

A. Daoudi, sa famille, en France et au Maroc.

D^r Raoul CHATTOT, ancien interne des Hôpitaux de Lyon,

est entré dans la joie de la Résurrection le mardi 16 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Il a rejoint son fils, le Père

Jean Dominique CHATTOT, des Missions africaines de Lyon,

décédé le 1^{er} octobre 1992

De la part du docteur Odile Chantot, son épouse,

du docteur Jean-Jacques Chantot, d'Adrienne Chantot-Pascal et d'Éric, leur fils,

des sœurs Michel et Irène Chantot Gilardi,

de Chloé et Raphaël, leurs enfants,

de François Chantot et Martine Schambacher,

seus enfants et petits-enfants.

Priez pour lui.

Messe de funérailles le vendredi 19 décembre, à 15 heures, en la chapelle de l'hôpital René-Sabran, et inhumation au cimetière de Glens (Var).

Raymond CLAUSTRE, architecte voyer général honoraire de la Ville de Paris,

s'est paisiblement endormi le 15 décembre 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

De la part de

seus Jeanne Elisabeth de la Visitation, Geneviève et Bernard Aubert, Françoise et Vincent Claustre, Christine et Denis Claustre, Elisabeth et Denis Calu,

Cécile et Dominique Godfrey, Monique et Jean-Michel Claustre,

Brigitte et Louis-Benjamin Claustre, ses enfants,

Ses vingt-six petits-enfants, Ses six arrière-petits-enfants,

Madeline, sa sœur, et Jean Baubain, son beau-frère,

M^{me} Pierre Claustre et M^{me} Joso Claustre,

M^{me} René Guinand, ses belles-sœurs et leurs enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 décembre, à 11 heures, en l'église d'Annecy-le-Vieux, suivie de l'inhumation à Desnos (Jura), où le défunt reposera auprès de son épouse.

Marie-Cécile MIGNEROT.

« L'amour du Seigneur, sans fin je le chanterai... » (Ps. 83)

11, chemin de Bellevue, 74000 Annecy-le-Vieux.

M^{me} Pierre Culié, son épouse,

Pierre-Emmanuel Culié, Jean-Denis et Valérie Culié, ses enfants,

M^{me} Paul Culié, sa mère,

M^{me} Suzanne Culié, Le docteur et M^{me} Jean-Paul Culié,

M. François Culié, M. et M^{me} François Perrot,

M^{me} Pierre Perrot, M. et M^{me} Guy Masclau,

M. et M^{me} Claude Gery, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

Ses neveux et nièces, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CULIÉ,

président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu, le 14 décembre 1997, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 18 décembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Talant (Côte-d'Or).

Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

42, rue du Ramelagh, 75018 Paris.

Régieux.

M. et M^{me} René Sautet, M. et M^{me} Nelly Feinstein, leurs enfants et petits-enfants, Parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Herman-Mauson FEINSTEIN,

combattant volontaire de la Résistance,

survenu, à son domicile, le 14 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, à Périgueux.

40, rue Chanzy Périgueux.

M. Paul Fignac, son épouse,

Le colonel et M^{me} Prunet, ses parents,

M. et M^{me} Eric Varso, ses enfants,

M. et M^{me} Jean Stern, M. et M^{me} Dominique Prunet,

M^{me} Geneviève Bec, M. et M^{me} André Dabec,

seus sœurs, frères, beaux-frères et belles-sœurs,

Et toute leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Claire FIGEAC, née PRUNET,

survenue le 15 décembre 1997, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13^e, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire part.

109, rue de la Glacière, 75013 Paris.

Gladys Feuguine, sa mère,

Marianne Lamour, sa femme,

Anne et Gaspard, ses enfants,

Dominique Reverdin-Flori, Jean Lubin, Catherine Lamour et leurs enfants,

Armelle de Cropp et ses enfants,

Michel Gutelman, son épouse Shi Shi et leurs enfants

Et tous ses amis et amies de par le monde, ont l'immense douleur de faire part de la mort de Jiji.

Jean-Jacques FLORI, réalisateur et directeur de la photo,

survenue en tournée, à Bruxelles, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise (9^e div.), le jeudi 18 décembre, à 15 h 30, rendez-vous entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

6, rue Moray, 75004 Paris.

M^{me} Jean Gouézel, son épouse,

M. et M^{me} Gil Gouézel, ses enfants,

Renaud, Eugène et Nikita, ses petits-fils,

M. et M^{me} Jacques Gouézel, ses frères et belles-sœurs,

Hervé, Thierry et Pascal, ses neveux,

ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GOUÉZEL,

survenu le samedi 13 décembre 1997, à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire part.

Jean-Pierre Maury, Françoise Maury, Annette Maury, ses enfants,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

Jeanne MAURY, née PECQUEUX,

dans sa quatre-vingt-sixième année, le 16 décembre 1997.

— Anne, Marie-Paule, Christine et Pascale Nectoux, ses filles,

Fred Hirschmann, Franck Hofer, André Richard,

Hervé Kernevez et Didier Mathieu, ses gendres,

Christophe et Frédéric, Tristan, Julie et Mélanie,

David, Emmanuel et Kevin, Séverine, Adeline, Timothée et Rebouven,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Henriette Valentine PIAT,

le 6 décembre 1997, à Paris.

Elle a rejoint son époux,

Claude André NECTOUX,

décédé le 25 novembre 1995, à Thionville.

Obsèques le 15 décembre, au Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

Tausset 33148-Paris.

Patrick Périot, Françoise Bardet, Claessens Périot, Pascal Bardet,

Rémy Bardet, Raphaële Tourmayre,

Marie-Sol et Laurent Bigot, Alice et Nicolas,

Roland Bardet, Mario (11) et Françoise Gauthier et leurs enfants,

André et Jacqueline Durillon et leurs enfants,

Olivier et Denise Minard et leurs enfants,

Jean-Pierre et Janine Schwartz et leurs enfants, font part avec tristesse, du décès, le 6 décembre 1997, de

Marie-Madeleine PÉRIOT, née SABINE.

Elle rejoint le

docteur Edouard PÉRIOT,

décédé le 12 décembre 1996.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Susie Roussel, sa femme,

Marc, Anne-Marie, Marion et Clément, Pierre et Sally, Luc, Martine et Viviane, ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

David ROUSSET, écrivain, ancien député-résistant,

survenu, à Paris le 13 décembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 19 décembre, à 15 h 45.

Cet avis tient lieu de lettre de faire-part. (Le Monde du 16 décembre)

— Loleh, sa femme,

Paul-Emmanuel et Elisabeth, Jaime, ses enfants,

Sébastien et Sébastien, ses petits-enfants,

Yannick, sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Claude ROY,

le 13 décembre 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le samedi 20 décembre, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue Dauphine, 75006 Paris. (Le Monde du 16 décembre.)

— Le 12 décembre 1997, est décédé subitement

M. Jerzy Boguslaw SZULC, architecte DEPV,

notre bien-aimé époux, Père et grand-père.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 18 décembre, à 11 heures, en l'église polonaise, 263, bis rue Saint-Hippolyte, Paris-1^{re}, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise (6^e division).

Remerciements

— M^{me} Félix Lecoy remercie chaleureusement les personnes qui lui ont adressé des marques de sympathie lors du décès de

M. Félix LECOY,

survenu le 23 novembre 1997.

Anniversaires de décès

David DAVIDSON, chargé de mission HCR,

décédé à Bangui, le 23 décembre 1987, à l'âge de cinquante ans.

Son épouse, Danielle, Ian et Diana, ses enfants.

Communications diverses

« JAZZ' N. JEW »

— Soirée exceptionnelle de Hanouca. Venez faire la fête avec nous, et allumer la première bougie de Hanouca avec les rabbins Pauline Bébe et Tom Cohen, au New Morning, 7/9, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris, le mardi 23 décembre 1997, à 20 h 30.

Prix : 135 francs. Réservation auprès de NITSA.

6, rue Pierre-Günther, 75018 Paris.

Tél. : 01-42-93-03-44

Fax : 01-42-93-11-55

CARNET DU MONDE

Téléphones :

01-42-17-39-80

01-42-17-39-96

01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie 105 F

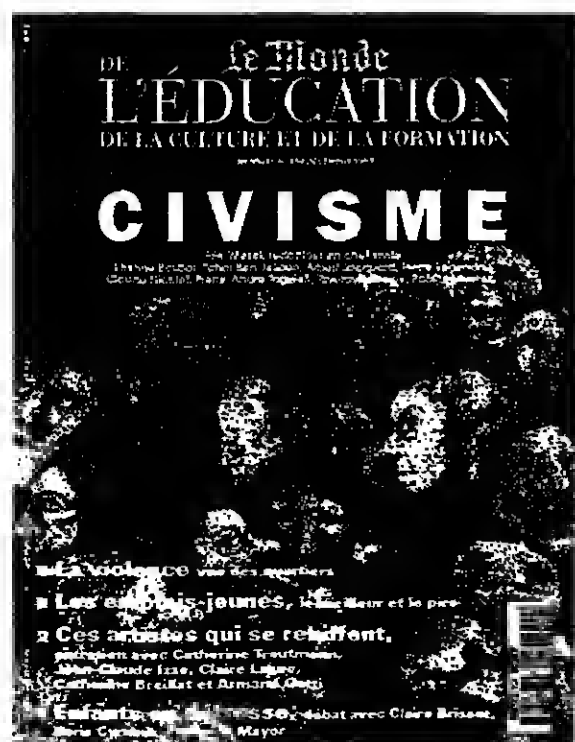
Abonnés et actionnaires 95 F

Mariages/naissances 70 F

Thèses étudiants 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Au fait, c'est quoi être citoyen ?



Elie Wiesel, Pascal Bouchard, Catherine Breillat, Jean-Louis Derouet, Marc Dupuis, Armand Gatti, Hervé Hamon, Jean-Claude Izzi, Albert Jacquard, Claire Lasne, Pierre Legendre, Claude Nicolet, Michel Serres, Pierre-André Taguieff, Jean-Paul Thomas, Tzvetan Todorov, Catherine Trautmann, Nicolas Truong, Patrick Viveret, etc.

Chaque mois, un grand dossier supervisé par un rédacteur ou chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, culture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, université, etc. Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC le samedi 13 décembre à 17 heures 30 à la FNAC de Pau (centre Bosquet - 14 cours Bosquet) et le mercredi 17 décembre à 17 heures 30 à la FNAC Saint-Lazare sur le thème : « Quels précaillables au civisme ? ».



HORIZONS

ENQUÊTE



Autopsie d'une gaffe éditoriale

Silencieux depuis la publication du brûlot sur « L'Affaire Yann Piat », les responsables de Flammarion s'expliquent à la veille du procès en diffamation intenté par Jean-Claude Gaudin

C'EST une autre énigme de l'affaire Yann Piat. Dans la parution, le 3 octobre, du livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne accusant, sous des sobriquets transparents, François Léotard et Jean-Claude Gaudin d'être respectivement les commanditaires du meurtre de la députée du Var et des frères Saincencé, une question demeure : comment un éditeur de la tenue de Flammarion a-t-il pu publier ce brûlot, *L'Affaire Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir* ? Au plus fort de la polémique, on laissait croire que les « preuves » venaient. Rien n'est venu. Sauf un bref communiqué, le 28 octobre, dans lequel l'éditeur de la rue Racine décide « de renoncer purement et simplement à poursuivre la publication ».

La direction de Flammarion s'est murée dans le silence. Si quelques salariés confient être « couverts de honte », Charles-Henri Flammarion, fidèle à sa légende d'homme invisible, se tait. L'énigme de l'accusation, l'ampleur de cette « affaire d'Etat » n'ont pas fait sortir le PDG de sa coquille, contribuant à alimenter l'impression d'un flou d'autorité. Pas davantage d'excuses, ni d'explications, aux deux anciens ministres, qui se disent choqués.

Aujourd'hui, pour la première fois, Flammarion sort du silence. Par la voix de Danielle Nees, la directrice générale : « Ce livre est un sale coup, un accident qui n'aurait pas dû se produire », déclare-t-elle au Monde. Elle plaide la bonne foi, dénonce « l'horreur médiatique dont la maison d'édition a fait l'objet » et ajoute : « Il n'y a aucune machination, mais une erreur qui n'a rien à voir avec la politique éditoriale de Flammarion ».

Plusieurs facteurs, en fait, ont contribué au scandale du livre : Flammarion et les auteurs, bien sûr, mais aussi les médias, le contexte politique, la rumeur publique. Et Le Canard enchaîné. Entre le 24 juillet et le 2 octobre 1996, André Rougeot signe, dans l'hebdomadaire satirique, six articles sur l'affaire Yann Piat. La plupart relèvent des incohérences de l'enquête. Celui du 11 septembre désigne imprécisément « deux vedettes d'un parti de la ma-

jorité » comme étant, « à tort ou à raison, les commanditaires de l'assassinat ». Il est question, dans deux autres articles, d'« un élu du Var » et d'« un élu du Parti républicain ».

Dans les milieux politiques et dans la région de Marseille, les noms de Léotard et Gaudin circulent aussitôt. Mais ces articles ne donnent lieu à aucune plainte. François Léotard s'en est expliqué récemment dans un entretien à Paris-Match : « Avec mon avocat, j'ai constaté que, tels qu'ils étaient rédigés, les articles, une plainte en diffamation n'aurait aucune chance d'aboutir. » A l'automne 1996, deux hebdomadaires dévoilent les noms. Minute, dans son numéro du 2 octobre, évoque une manipulation dont Le Canard serait la victime. Le 12 octobre, Le Point qualifie de supercherie le secret de Polichinelle. Sans effet apparent.

Une année passe. La presse oublie l'affaire Piat. Pas Jean-Michel Verne, qui pense à un livre. Ce journaliste indépendant de Marseille est le descendant du grand Jules. Pour avoir enquêté sur l'ombre d'affaires du Sud, il est devenu l'ami d'André Rougeot. Ce dernier contacte Flammarion, tandis que Jean-Michel Verne propose le projet à Constantin Melnik (écrivain et ancien chef des services secrets), qui en parle au PDG des éditions Pion, Olivier Orban. « Ils n'avaient pas de preuves, je n'ai donc pas hésité une seconde », affirme ce dernier. Version contestée par Jean-Michel Verne : « Orban n'a pas refusé le livre, mais Flammarion a tiré plus vite ».

Le contrat est signé le 27 novembre 1996, et le manuscrit, livré, par chapitres, à partir de juillet 1997. Qui le lit ? Thierry Billard [chargé des essais et documents], répondent les auteurs, et Charles-Henri Flammarion en personne. « Ce que confirme Danielle Nees : « Nos conseillers juridiques ont corrigé le manuscrit, et la version définitive a reçu l'aval de notre avocat, précisée-t-elle, mais nous avons fait l'erreur de ne pas lui demander une notification écrite. » L'avocat, Patrick Gaudier, persiste à se retrancher derrière le secret professionnel. Une chose est sûre : l'éditeur et Patrick Gaudier ne travailleront plus ensemble.

C'est Dominique-Antoine Grisoni, arrivé chez Flammarion le 1^{er} septembre, notamment comme

directeur littéraire des essais et documents, qui alimente le suspense autour du livre. La semaine précédant la mise en vente, il convie quelques journalistes à consulter les épreuves. La bande rouge qui enveloppe l'ouvrage accentue l'effet dramatique : « Révélation sur un crime d'Etat ».

France 2, L'Express, Le Nouvel Observateur et L'Événement du jeudi ont accès au texte. Seul ce dernier publie, le 2 octobre, quatre pages qui reprennent les accusations du livre, sans la moindre critique. Les noms de Léotard et Gaudin ne sont pas cités. Mais ce sont les identités de « l'Encommet » et de « Trotti-nette » qui passionnent désormais les médias. Parce qu'une lecture mi-

diocre de l'ouvrage, on évoque « l'autorité », voire « la caution » du Canard enchaîné, d'autant que les six articles d'avaient pas fait réagir les ministres. La perquisition des locaux du Canard, le 1^{er} août, par le juge Thierry Rolland, pouvait aussi laisser croire qu'André Rougeot détenait des dossiers déterminants.

« J'avais dit à Flammarion, ajoute celui-ci, que les articles avaient été peu repris dans la presse. Je ne pensais pas que ça ferait une telle bombe. » A L'Événement du jeudi, on rappelle que « derrière le livre, il y avait Rougeot, derrière Rougeot Le Canard, et derrière Le Canard la caution d'Angel [rédacteur en chef] ». Ce dernier est également le dédicataire de L'Affaire Yann Piat et

par rapport à une série d'articles, a fortiori publiés dans un journal satirique. Flammarion émerge de deux années spectaculairement tumultueuses. Françoise Verne, directrice du département de littérature générale, est remplacée, en 1995, par François Boudin. Ce dernier, qui a engagé Thierry Billard, est remercié onze mois après son arrivée et deux jours après la signature de L'Affaire Yann Piat. Peu après, Jean-Pierre Arbon, directeur général de la maison depuis neuf ans, quitte les lieux en juin 1997. Il est remplacé par Danielle Nees, qui embauche Dominique-Antoine Grisoni, homme d'engagement et de confiance dont la personnalité tranche dans cette maison discrète.

Dans ce nouveau organigramme, personne n'est expert dans l'édition de documents politiques. Danielle Nees avait auparavant redressé les éditions du Chêne, spécialisées dans le beau livre et l'art de vivre. Thierry Billard, historien de formation, auteur d'une biographie de Félix Faure, collaborateur du magazine Femmes, entre chez Flammarion en 1996, y fait ses armes d'éditeur. Dominique-Antoine Grisoni, ancien professeur de philosophie, était depuis plus de dix ans directeur littéraire au Livre de poche.

De plus, le livre d'actualité est loin d'être une « spécialité maison », à la différence d'Albin Michel ou de Pion. Sur 677 livres publiés chez Flammarion en 1997, deux seulement relèvent du document d'investigation. Mais le marché du livre pousse partiellement à promouvoir ces ouvrages de rentabilité rapide – bien que risqués et soumis à une part de hasard.

La valse des dirigeants est révélatrice d'autres bouleversements de cette maison traditionnelle. Depuis juin 1996, l'éditeur est coté sur le second marché boursier. « On nous demande partout d'être plus rentables, de dégager plus de marges », affirment nombre de salariés. Or si le groupe Flammarion (édition de livres, édition de magazines, diffusion, librairies) se porte correctement, la « branche » édition de livres (450 millions de chiffre d'affaires) a perdu de l'argent en 1996 et « en perdra encore en 1997 », avoue Danielle Nees, sans dévoiler les chiffres, noyés dans les résultats du groupe. La nouvelle directrice générale, réputée pour être « très

dure en affaires », a pour mission de redresser les comptes. « Nous avons économisé 12 millions de francs en six mois, poursuit-elle, notamment en réduisant les coûts de fabrication et en supprimant des contrats à durée déterminée ».

L'Affaire Yann Piat avait-elle pour objet de donner un bol d'air à Flammarion ? « C'est aberrant de croire qu'on a sorti ce livre pour faire de l'argent », s'indigne Danielle Nees. Sur 72 000 exemplaires imprimés, 60 000 sont « sortis ». Etant à la fois éditeur, diffuseur et libraire, Flammarion a pu réaliser un chiffre d'affaires de 7,8 millions de francs, avec une marge éditeur/diffuseur nette de 1 million au minimum. Une bonne affaire ? « Ne m'en parlez pas ! », se désole Danielle Nees. Outre les frais de procédure et les éventuels dommages et intérêts demandés par Jean-Claude Gaudin et François Léotard, « quelle énergie perdue ! ».

RESTE que cette affaire a écorné l'image de la maison. La valeur de l'action boursière a chuté, de 213 francs le 3 octobre à 158 francs le 3 novembre. Elle est remontée à 195 francs le 8 décembre, comme si, petit à petit, le calme revenait. Henri Troyat, un des « piliers » de la rue Racine, confie être « navré de voir le nom de Flammarion mêlé à cette triste histoire ». Danielle Nees préfère tirer quelques leçons pour l'avenir : « Pour ce type d'ouvrages, nous multiplierons les diagnostics, les consultations d'avocats, les signatures du bon à tirer. Et puis, j'ai compris que ces livres ne sont pas neutres. Nous devons nous demander, avant de les publier, à qui ils profitent, qui peut les récupérer politiquement. » Elle annonce aussi, pour pallier le caractère repété peu communicatif de Flammarion, faire désormais appel à « un spécialiste de la communication de crise ».

A l'intérieur de la maison, on semble aussi en vouloir aux auteurs, à André Rougeot, qui avoue en avoir « pris plein les oreilles », persiste : « Jamais je n'ai prononcé les noms de Léotard et Gaudin. » Si c'était à refaire ? « J'enlèverais deux mots : "ministre" et "Var" ».

Michel Guerrin
et Marion Van Renterghem
Dessin : Nicolas Vial

« Ce livre est un sale coup. Un accident qui n'aurait pas dû se produire »

outeuse permet de les identifier. Page 218, il est écrit : « Deux ministres de la République. Ils ont tué Piat et les Saincencé. » Ministres. Le mot de trop. Associé à d'autres phrases concernant la région et le PR, mais aussi au titre du livre et au bandeau, il mène tout droit à Léotard, moins explicitement à Gaudin. Danielle Nees le reconnaît aujourd'hui : « On aurait dû le voir, c'est une gaffe terrible. » Les noms « tombent » le 6 octobre dans un article non signé de l'hebdomadaire Marianne – mais pour « dire que cette histoire est farfelue », précise Jean-François Rahin, le directeur. Le matin du même jour, sur France-Inter, François Léotard entend prononcer son nom et celui de Gaudin. « C'était trop. Des auditeurs d'une radio de service public ont pris pour acquis le fait que Léotard avait assassiné Yann Piat ! », s'indigne Renaud Donnedieu de Vabres, député et directeur de cabinet du président de l'UDF. François écrit, le soir même, son texte pour Le Monde. Uoe tribune à la « une » intitulée « Le ministère de la boue », le 8 octobre. François Bayrou s'indigne à l'Assemblée nationale. La justice est saisie. Et Flammarion jette l'éponge.

« Comment – et avec quelle bénédiction – un éditeur responsable a pu laisser faire ça ? », demande Renaud Donnedieu de Vabres. Au sein

l'une des rares personnes expressément citées dans le livre. Claude Angel, qui affirme d'avoir « ni vu ni lu » le manuscrit, évoque une réunion chez Flammarion, le 14 octobre – dix jours avant l'audience du tribunal civil, deux jours avant que l'hebdomadaire prenne position. Claude Angel raconte : « Il y avait Charles-Henri Flammarion, Danielle Nees, Dominique-Antoine Grisoni et Thierry Billard. Je n'ai pas compris ce que je faisais là. (...) Ils voulaient connaître la position du Canard. Je leur ai dit que nous allions nous démarquer du livre, que s'ils nous avaient fait relire le manuscrit, on n'en serait pas là. Je m'attendais à un document qui insiste sur les incohérences – réelles – de l'enquête. Pas à cette bombe. C'était une folie de publier un truc pareil. »

LA position de l'hebdomadaire – Le Canard c'est Le Canard, le livre c'est le livre – se justifie par l'impossibilité d'identifier littéralement les ministres dans les articles. Mais, sur le fond, les informations sont les mêmes. D'où la perplexité de l'éditeur. Et des auteurs. André Rougeot : « Si Angel dit que j'ai été manipulé, alors Le Canard l'a été aussi. »

D'autres raisons expliquent la légèreté d'un éditeur qui n'a peut-être pas mesuré le poids d'un livre

CARNET DU MONDE

71-42 17-30-60
71-42 17-30-60
71-42 17-30-60

Vérité historique, vérité judiciaire

par Jean-Pierre Le Crom

LE PROCÈS Papon est l'occasion, pour beaucoup de commentateurs, de souligner les différences entre les méthodes du juge et celles de l'historien. Quand M. Varrault dénie l'utilité du témoignage des historiens qui ne connaissent rien sur les faits précis reprochés à l'accusé, quand le président Castagnède récite l'intérêt d'un développement de Robert Paxton sur le repli possible des forces françaises en Afrique du Nord en 1940, comme étant de l'histoire-fiction, ils s'inscrivent dans cette dualité de logiques.

Henry Rousso avait déjà noté plusieurs différences entre l'approche judiciaire et l'approche historique. Contrairement à l'historien, le jury n'a pas d'accès direct au dossier ; il doit présupposer que les témoins disent le vrai parce qu'ils ont prêté serment. L'analyse des faits est séparée des exposés des historiens, qui, une fois leur déposition terminée, ne peuvent plus intervenir lorsqu'un problème historique est posé à l'audience.

Le procès Papon montre aussi le souci de l'historien de se situer comme expert, au-dessus de la mêlée, en déposant sous forme de cours magistral et en acceptant de jouer le rôle de certificateur (« *voilà, vous connaissez de telle pièce ?* » ; « *pouvez-vous nous garantir l'authenticité de telle autre ?* ») que lui font parfois jouer les avocats.

L'historien peut aussi se retrouver face au juge en tant que prévenu. Dans les procès relatifs à la vérité historique, les tribunaux rappellent systématiquement que « *le juge (...) n'a ni qualité ni compétence pour juger l'historien* ». Sur quoi porte alors l'appréciation ? L'énoncé des jugements et arrêts montre que ce sont les méthodes qui sont évaluées et que trois dérives doivent être évitées. D'abord celle de l'auteur qui nie systématiquement tout élément contraire à sa thèse au nom du « *doute scienti-*

fique » : on reconnaît ici une caractéristique du négationnisme.

Ensuite, celle, spéculative, qui tend à faire d'une rumeur non corroborée l'élément central d'une démonstration. C'est la raison principale de la lourde condamnation de l'auteur et de l'éditeur de *Cinquante atômes, mémoire sensible*, pour avoir, sur la base de rumeurs, émis l'hypothèse que l'auteur de l'attentat contre le lieutenant-colonel Hotz, à Nantes, le 20 octobre

Guinzburg a bien mis en évidence que les rapports de l'histoire et de la justice ont oscillé au fil des siècles de la fascination à la méfiance. Dans la tradition classique, l'historien argumente et persuade, laissant aux archéologues et aux érudits la production et l'évaluation des preuves. À partir du XVIII^e siècle, cette distinction s'estompe, puis disparaît. Naît alors une historiographie de type judiciaire, portée notamment par les

couramment admis que les conclusions du juge sont irrévocables alors que celles de l'historien, basées sur l'interprétation, sont susceptibles d'être révisées par lui-même ou par d'autres historiens. L'existence de voies de recours en justice altère cependant la différence. La découverte de pièces nouvelles ou de pièces, attestations, témoignages ou serments reconnus faux ouvrant la possibilité d'un recours en révision ne s'apparente-t-elle pas à bien des démarches judiciaires ?

Ensuite, l'historien observe et explique alors que le juge doit rendre une sentence. Toutefois, une conception trop limitative des tâches de l'historien engendre le risque de glissement de la compréhension à la justification. Étymologiquement, comprendre veut dire « *mettre en soi* », « *s'identifier à* ». L'historien peut-il aujourd'hui comprendre Hitler, en raisonnant de manière froide et distanciée, ou ce doit-il pas aussi, nécessairement, porter un jugement ?

En troisième lieu, on considère que chez l'historien la recherche de la vérité est libre et constitue même une condition du caractère scientifique de son travail, alors que le juge, au contraire, inscrit son travail dans une rationalité non scientifique. Il ne peut, par exemple, faire état de sa connaissance personnelle des faits du litige et ne peut arbitrer que sur des matériaux fournis exclusivement par les parties.

On voit bien cependant les limites d'une telle distinction. L'historien peut-il vraiment tout dire, au risque de heurter les sensibilités individuelles ou collectives ? N'est-il pas lié lui aussi par le respect de la vie privée ou l'interdiction de faire état d'une condamnation amnistie ? D'autre part, le juge – grâce aux pouvoirs de plus en plus importants qui lui sont accordés par la loi, notamment en matière civile – ne tend-il pas à se rapprocher quelque peu du scientifique, occupé à écarter les fausses preuves et les allégations mensongères ?

Si les différences s'estompent, elles ne disparaissent pas complètement. Elles s'articulent moins sur les techniques de recherche de preuves qu'autour du rapport fonctionnel à la société. La fonction du juge est de garantir la paix sociale par le règlement des conflits, ce qui induit une conception relative et non dogmatique de la vérité. La fonction de l'historien est plus incertaine car elle évolue avec le temps et les rapports très mouvants entre la société et la connaissance d'elle-même. Si l'historien est un chercheur, il est aussi, la plupart du temps, un enseignant, un auteur d'ouvrages et quelquefois... un expert. Il doit donc combiner son travail scientifique – qui nécessite une entière liberté – et son rôle social – qui implique la responsabilité. Difficile, assurément.

Jean-Pierre Le Crom est chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

AU COURRIER DU « MONDE »

DRÔTES ET DEVOIRS

On a beau vouloir introduire l'éducation à la citoyenneté en classe de première, cela revient à chercher une aiguille dans une botte de foin. L'apprentissage de la citoyenneté devrait se faire dès la tendre enfance, au moment où l'on apprend aux jeunes les prémisses du langage, car il faudrait leur signifier ce que sont les droits et les devoirs. (...) Le système éducatif actuel, poussé sans cesse vers un degré sélectif maximal, façonne peu à peu des individus qui, accablés par des exercices quotidiens de compétition individuelle, n'hésiteront pas à rejeter leurs proches pour devenir le meilleur, le premier et le seul. Cet esprit nouveau résulte d'un laxisme condamnable, longtemps pratiqué au sein d'une société vouée à des consommations ostentatoires où le règne de l'argent paraît comme l'ultime récompense qui attend l'étudiant exemplaire.

P. Nguyen Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

UN PEUPLE HUMILIÉ

L'histoire a montré que baigner un peuple, l'humilier, c'était provo-

David Rousset, mon camarade

par Maurice Nadeau

C'ÉTAIT un jour de 1934. En sortant ensemble du « local », passage Dubail, Pierre Naville me dit : « *Je voudrais que tu rencontres un membre des Etudiants socialistes qui désire entrer en contact avec nous. Ils sont quelques-uns, aux « Jeunesses », qui ont des problèmes avec la direction de la SFIO, tu le sais. Tu le verras, il a fait des études de lettres... Enfin, tu verras.* »

Pierre Naville était le principal dirigeant de la Ligne communiste, qui succédait à l'opposition de gauche dans le PCF. Je l'assistais à la rédaction de notre hebdomadaire *La Vérité*. Passage Dubail se trouvaient permanence et lieu de réunion. L'étudiant socialiste que je devais rencontrer était David Rousset.

Quand je revins de mon service militaire, deux ans plus tard, nous étions en plein Front populaire, et David était devenu un des dirigeants de ce qui s'appelaient désormais le POI (Parti ouvrier internationaliste). Il était allé à Barcelone rencontrer Andres Nin et d'autres militants du POUM pour tenter de les faire passer sur nos positions qui étaient celles, plus radicales, de Trotsky. Plusieurs de nos militants se battaient déjà dans les rangs du POUM. On nous avait rapporté l'attitude exemplaire de Benjamin Péret. Nous lisions tous les jours *La Batalla*, organe de nos amis. La mission de David fut pourtant un échec.

Après que David, en 1939, eut épousé Sue, une étudiante anglaise qu'il avait rencontrée à la BN, et qu'il se furent installés rue Boissonnade, nous devînâmes presque voisins. Nos deux couples se voyaient souvent, nous avons vu même Marc, Pierre et Luc.

Quand la Gestapo, en 1943, fait irruption rue Boissonnade, Sue obtient de sortir promener Marc, bébé, dans sa voiture d'enfant. Elle vient annuler le rendez-vous que je devais avoir, chez eux, une demi-heure plus tard.

David fut enmené. Un jour de 1945, Sue nous téléphone que David est rentré. A Auschwitz, des Américains l'ont reconnu (il avait collaboré, avant-guerre, à *Fortune*, où écrivait notre ami Sherry Morgan) et l'ont rapatrié par avion. Il est atteint du typhus. On le soigne. Il s'en tire. Nous pouvons enfin aller le voir. En 1943, en dépit des restrictions, David était corpulent. Un gisant, rabougri, méconnaissable, peut à peine nous parler.

L'extraordinaire est que, quelques mois plus tard, en 1946, il nous donne, dans *La Revue internationale*, dirigée par Pierre Naville, *L'Univers concentrationnaire*, préface à son grand livre que je publie aux éditions du Pavois, en 1947 : *Les jours de notre mort*. Robert Antelme publie de son côté *L'Espèce humaine*. Deux témoignages fondamentaux sur les camps nazis, l'ouvrage de Rousset plus sociologique, plus soucieux

d'une explication rationnelle. Aujourd'hui deux classiques. À l'égard des organisations trotskistes, David a pris du champ. Ce qui va l'occuper durant des années, c'est le phénomène « *concentrationnaire* » (l'adjectif est de lui) et c'est ce qui le fait agir, tant dans le procès qu'il fait aux *Lettres françaises* à propos de l'existence des camps en URSS et de l'affaire Kravchenko, qu'avec l'existence de ces mêmes camps aux appellations diverses dans les régimes totalitaires de Grèce, d'Espagne, de Tunisie ou de Chine.

Le rapprochement avec Sartre dans la recherche d'une « *troisième voie* » entre le PCF et la SFIO sous les auspices d'un nouveau parti, le RDR (Rassemblement démocratique révolutionnaire), donnera lieu à quelques spectaculaires meetings sans lendemain. On n'est pas d'accord de part et d'autre sur la définition de ce que Soljenitsyne appellera plus tard « *le Goulag* », ni bête sûr à propos de Budapest. Pour les besoins de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire qu'il a mise sur pied, pour ceux de la revue qu'il a fondée en 1955, *Saturne*, David voyage beaucoup : en Extrême-Orient, en Amérique, en Afrique du Nord. Il accepte de devenir grand reporter au *Figaro*.

David était aussi un animal politique. Il a une tête parfaitement organisée, un horizon qui le porte à traiter des problèmes internationaux ; il pratique en vis-à-vis et en public une dialectique serrée ; il sait convaincre et il possède en même temps, devant de larges auditoires, tous les dons de l'orateur.

Nous sommes tous de même un peu étonnés de le voir se présenter à la députation, dans le département de l'Hérault, sur une liste gauchiste. C'est qu'entre-temps il a été convaincu par la politique algérienne de De Gaulle, la seule selon lui, comparée à celle de Guy Mollet, qui puisse mener à la paix. Au Parlement, il finit par échapper à la discipline de groupe, fait partie des non-inscrits. En 1973, en dépit des chances qu'il a de se faire réélire sur la gauche du gaullisme, il ne se représente pas. Il publie *La Société éclatée*, un énorme ouvrage soutiré de la première à la seconde révolution mondiale, et devient chroniqueur de politique internationale à la radio.

Il y a une quinzaine d'années, après un voyage au Japon, sa santé décline. Les infarctus succèdent aux infarctus. Notre dernière entrevue date de 1996. Lucide, toujours un peu ironique, mais physiquement diminué.

Sa mort nous attriste. C'est de nouveau un ami de longue date qui disparaît, un camarade des temps héroïques et des années noires, un combattant courageux et intègre, un analyste aigü de nos temps de misère.

Maurice Nadeau est critique littéraire et éditeur.

Coupe du monde 98

La vitrine technologique

Un dossier réalisé par *Le Monde* en collaboration avec le Comité d'Organisation de la Coupe du monde 98

- L'enjeu des télécommunications
- Internet en première ligne
- Télévisions et radios à l'heure du tout-numérique
- La porte de Versailles, site stratégique de FRANCE 98



Le Monde

مركزاً من لاهل

Rousset,
marade

Nadeau

Une explication courante de la situation du Pakistan est que le pays est un « pays de la part », c'est-à-dire un pays qui a été créé par la partition de l'Inde en 1947. Mais cette explication est trop simpliste. Le Pakistan est un pays qui a une histoire complexe, avec une population majoritairement musulmane et une élite dominée par des élites militaires et politiques. Le pays a connu une instabilité chronique depuis sa création, avec des changements de gouvernement fréquents et des conflits internes et externes. La situation actuelle du Pakistan est le résultat de ces facteurs historiques et politiques.

Maurice Nadeau

Le Pakistan est un pays qui a une histoire complexe, avec une population majoritairement musulmane et une élite dominée par des élites militaires et politiques. Le pays a connu une instabilité chronique depuis sa création, avec des changements de gouvernement fréquents et des conflits internes et externes. La situation actuelle du Pakistan est le résultat de ces facteurs historiques et politiques.

Les instabilités du sous-continent indien

L'INDE et le Pakistan, « frères ennemis », de toujours, connaissent au même moment une période de sévères turbulences politiques. La crise qui affecte, à des degrés divers, les deux puissances du sous-continent n'est certes pas de même nature dans l'un et l'autre pays. Mais la rapidité avec laquelle on vient d'assister à la chute presque simultanée du gouvernement indien et à la démission forcée du président pakistanais est suffisamment remarquable pour que l'on s'interroge sur ces temps d'incertitudes traversés par deux nations toujours en état de guerre larvée sur leur frontière commune, un demi-siècle après la partition de l'Empire des Indes britanniques.

Des deux pays, c'est le Pakistan dont la situation est la plus préoccupante. Cette nation créée sur une base essentiellement religieuse à l'issue du démembrement du British Raj ne s'enfonce dans une crise que pour s'enfoncer dans une autre.

Ni le ciment de l'islam, ni la carte d'un nationalisme instrumentalisé par le pouvoir à propos du conflit sur le Cachemire qui l'oppose à l'Inde depuis cinquante ans, ne lui ont permis de surmonter les difficultés inhérentes à sa nature même : disparités ethniques, conflits communautaires, jalousies inter-provinciales. Le Pakistan est phélic, déchiré. Et son système fédéral n'a pas réussi à faire de cet ensemble un pays uni dans sa diversité.

Les Indiens, qui n'ont jamais vraiment digéré la partition, en déduisent souvent que « le Pakistan n'existe pas ». Selon eux, il ne serait qu'un « envers musulman et fantasmagorique de l'Inde, d'où l'identité négative » des Pakistanais face à leur grand voisin, un « frère » d'autant plus menaçant qu'il est si proche sur le double plan géographique et culturel.

Le retour à la démocratie, loin d'avoir stabilisé le « pays des pures » (Pakistan) semble, au contraire, l'avoir un peu plus fragilisé. Depuis l'élection de Benazir Bhutto, en 1988, qui inaugura la fin de l'ère des généraux, aucun gouvernement n'a réussi à faire son mandat. La dernière en date des confrontations récurrentes entre le chef de l'État, qui possède le pouvoir, et le chef du gouvernement, a pour objet, cette fois-ci, de tourner à l'avantage du second.

Après la démission du président Farooq Leghari, qui a été contraint de se retirer pour désamorcer la crise, le nouveau premier ministre Nawaz Sharif, nommé en février, dispose désormais de pleins pouvoirs. Sur le papier en tout cas, puisque, comme toujours, c'est l'armée qui a eu le dernier mot : le chef d'État-major Jehangir Karamat a joué les arbitres et choisit le camp du chef du gouvernement.

pour départager les deux, adversaires empiétés dans une lutte de pouvoir autour de leurs prérogatives constitutionnelles respectives. Mais les généraux se gardent désormais d'intervenir directement, préférant agir depuis les coulisses.

Devant le chaos ambiant, certains Pakistanais, écoeürés par le comportement de leurs politiciens, commencent à regretter les années de dictature militaire plus ou moins « molles » qu'a subies le pays durant la moitié de son existence. La situation économique est désastreuse. De sanglants règlements de compte entre sunnites et chiites, ainsi que la poursuite d'affrontements meurtriers dans le port de Karachi entre la minorité des mohajirs, ces musulmans indiens qui ont choisi d'émigrer dans le nouveau Pakistan en 1947, et les nationalistes de la province du Sind ont sans doute fait, cette année, près d'un demi-millier de morts.

REFORMES LAÏCISANTES

Les difficultés que connaît la jeune démocratie pakistanaise sont, pour partie, la résultante d'une constante sociopolitique : la fin du règne des généraux ne s'est pas accompagnée des changements sociaux qui auraient été nécessaires pour permettre au Pakistan de s'affranchir des lourdeurs du passé – ce sont toujours les mêmes grands propriétaires féodaux qui monopolisent les sièges d'un Parlement, certes, librement élus mais où de nombreux représentants n'ont de cesse de perpétuer un système dont l'affaiblissement aurait pour résultat une remise en cause de leur mainmise sur la société rurale. Et, au contraire de l'Inde, l'émergence d'une vraie classe moyenne ne s'est pas produite, empêchant une démocratisation plus en profondeur de la société. La paupérisation rampante, les injustices du système et le dégoût devant la persistance de la corruption risquent de faire le lit de ceux qui rêvent d'une grande « révolution islamique ».

Sans être aussi alarmante, l'instabilité politique indienne, où les électeurs doivent retourner aux urnes pour la seconde fois en moins de deux ans, est dominée par le fait que le général Pervez Musharraf, qui a pris le pouvoir en 1999, dispose d'un pouvoir n'a pu se maintenir aux commandes en raison du cynisme des cadres du Parti du Congrès, qui ont, pour des raisons de pur opportunisme, retiré leur soutien au gouvernement du premier ministre Gujral. Celui-ci ne disposait pas à lui seul d'une majorité parlementaire et ne pouvait tenir que grâce au « soutien sans participation » du Congrès.

Mais ce dernier, qui ne songe qu'à revenir au pouvoir après son humiliante défaite de l'été 1996, n'a pas hésité, et pour la seconde fois

cette année, à provoquer une crise politique. Le président de la République n'a eu d'autre choix que de dissoudre la Chambre.

Six cents millions d'électeurs indiens pourtant lassés des campagnes électorales à répétition devront donc réélire leur Assemblée nationale d'ici à février 1998. Le grand pari de l'indépendance de l'Inde aura, en tout cas, offert l'image pathétique d'une formation avide et revancharde, prête à tout pour reconquérir le pouvoir perdu. En faisant tout pour provoquer des élections anticipées, le Congrès s'est peut-être auto-administré le coup de grâce.

L'irresponsabilité de certains politiciens risque néanmoins de profiter aux nationalistes hindous du Parti du peuple indien (BJP), qui avait formé brièvement un gouvernement minoritaire en 1996. Les Indiens seront-ils tentés de donner leurs suffrages à cette droite chauvine qui promet l'avènement d'une « nation hindoue », avec l'espoir que cette formation pourra aller jusqu'au bout de son mandat. C'est ce que certains espèrent dans les rangs de ce parti. Mais rien n'est moins sûr et les chefs du BJP auraient tort de se précipiter sur des d'optimisme : la fragmentation

croissante d'un électoral divisé entre castes, classes et intérêts régionaux, empêche désormais tous les partis de dégager à eux seuls une majorité parlementaire.

Même, si la dernière expérience d'un gouvernement d'alliance a échoué, il est donc probable que l'Inde n'en a pas fini avec le temps des coalitions.

C'est une mauvaise nouvelle pour une nation en pleine mutation : l'instabilité affecte la lente transformation de l'économie du géant asiatique en un marché plus ouvert et plus compétitif. Mais c'est peut-être une bonne nouvelle pour une fédération trop longtemps victime des oukazes du « centre », c'est-à-dire du gouvernement de New Delhi. Les fragilités gouvernementales ne remettent d'ailleurs pas en cause la solide structure de la plus grande des démocraties, qui tient toujours bon en tant que nation au-delà des tendances séparatistes et des affrontements intercommunautaires qui l'entourent parfois. Comme le disait l'ancien ambassadeur américain Gahraith : « L'Inde, c'est une anarchie qui fonctionne ».

Bruno Philip

La marche de la science

par Calligaro



Calligaro 91-27

L'invention du territoire

Suite de la première page

Mais, pour écarter le risque que de tels débats puissent menacer sa majorité plurielle, voire lézarder l'équilibre gouvernemental, il a appelé à sa rescousse un « calendrier parlementaire très chargé » pour affirmer qu'« il n'est pas prévu de présenter un texte sur la décentralisation l'an prochain ». Le chantier désormais ouvert de la refonte de la loi Pasqua porte pourtant à lui seul, de sérieux germes de divergences interministérielles.

En fait il n'y a qu'une bataille qui vaille, c'est celle de l'emploi. Et, si l'on ne juge le passé qu'à cette aune, il faut bien parler d'échec des précédentes politiques d'aménagement, trop longtemps axées sur le bétonnage ou le repliement. Si bien qu'à la fracture sociale s'est ajoutée une cassure territoriale. Le chômage a augmenté partout, y compris dans les régions réputées fortes comme l'Île-de-France, et les déséquilibres de revenus ne se sont pas sensiblement résorbés. Se référant au choix de Valenciennes par Toyota pour créer sa nouvelle usine européenne, Lionel Jospin n'y est pas allé par quatre chemins. « L'aménagement et le développement du territoire sont au service de l'emploi. Ils sont, par là même, au cœur de notre réflexion comme de l'action gouvernementale. »

Solidarité des territoires, intérêt

général et cohésion nationale « dont l'État moderne doit être le garant », égalité d'accès des zones fragiles ou isolées, notamment rurales, aux nouvelles technologies de l'information que le gouvernement a le « devoir de garantir », voilà quelques principes que le gouvernement Jospin affiche haut et clair. Ce vocabulaire et ces messages s'inscrivent dans la lignée d'autres orientations gouvernementales, prises ou annoncées, qu'il s'agisse de la fiscalité, des revenus sociaux, ou encore de la redistribution plus équitable des aides agricoles européennes.

Mais l'ambition doit rester réaliste, au risque de décevoir, car la mondialisation des échanges, le mouvement naturel et inévitable de polarisation des activités autour des centres urbains, la logique propre des grands groupes industriels ou financiers qui n'ont que le mot compétitivité à la bouche, limitent la marge de manœuvre des États. L'un des mots d'ordre de Lionel Jospin a été précisément, jusqu'à maintenant, d'exploiter à fond

toutes ces marges, si minimes soient-elles. Et l'aménagement du territoire, revêtu par son gouvernement, s'inscrit dans cette logique.

CONTRE LE CHÔMAGE

Au pied du mur, il faut maintenant que le gouvernement démontre vite que cet aménagement nouvelle manière est de nature à accompagner, voire renforcer la politique de lutte contre le chômage. On ne peut à ce jour qu'accepter l'évidence. Car, comment le programme de développement durable du Massif Central ou le plan de mise en valeur de la vallée du Doubs ou encore la décentralisation à Tourcoing de l'école des douanes permettraient-ils de retarder davantage de jeunes ou d'inciter des entreprises à venir ouvrir des usines à Aurillac ou à Beaune-les-Dames ?

Le pays a sans doute besoin d'une planification territoriale réinventée, de crédits réévalués, de missions parlementaires pour évaluer et proposer, de clarification

des dispositifs budgétaires, de « pays » et d'agglomérations solidaires, et aussi d'une dose d'écologie injectée dans sa politique d'aménagement ; mais il a surtout besoin d'emplois générateurs eux-mêmes de dynamiques et d'espoirs, de retombées et d'initiatives, de flux commerciaux et de valeur ajoutée, orientés si possible prioritairement vers les zones les plus excentrées ou les plus affectées par la désertification et les reconversions. Ce qui suppose des entreprises dynamiques et un État fort pour arbitrer y compris, parfois, contre l'impitoyable logique du marché. Sinon, la mise en garde du premier ministre – « L'écoterritoire territorial de la France, une politique urbaine désordonnée et sans repères, pourraient remettre en cause l'adhésion du pays au pacte républicain » – pourrait bien devenir une perspective malheureuse mais réelle. Là est tout le pari de Lionel Jospin et du « chef de file » Dominique Voynet.

Jean-Louis Andréani et François Grossichard

PRÉCISION

PAUL QUILès

Paul Quilès nous prie de préciser qu'après avoir été ministre de l'Intérieur le 14 avril 1992, il a présenté un mois plus tard un plan d'action pour la sécurité comportant la création d'un Conseil supérieur de l'activité de la police nationale, institué par décret le 16 février 1993, et qu'il n'y a pas eu d'« attentats », comme nous l'avons écrit dans *Le Monde* du

21 novembre, pour mettre en place ce conseil.

RECTIFICATIFS

L'URUGUAY ET LE MONDIAL

En finale de la Coupe du monde 1990, disputée à Montevideo, l'Uruguay a battu l'Argentine 4-2 et non 2-1, comme nous l'avons écrit dans l'article « Le jour de gloire de Lucien Laurent » (*Le Monde* du 5 décembre).

Ce dernier score est celui de la finale remportée à Rio de Janeiro par l'Uruguay sur le Brésil en 1950.

LES OIGNONS DE BERNE

Contrairement à ce qu'une erreur de transmission nous a fait écrire, dans la chronique « Voyage » consacrée à Berne (*Le Monde* du 11 décembre), les 150 000 visiteurs de la Foire à l'oignon y achètent en un jour 70 tonnes de ce légume, non pas chacun, mais en tout.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Egaux devant la loi

DEUX ans de privation de droits civiques, qui font quatre ans d'indignité par le jeu d'un article du code électoral, telle est la principale sanction infligée à Henri Emmanuelli au titre de ses anciennes fonctions de trésorier national du Parti socialiste, bénéficiaire, en tant que tel, de financements illégaux avant la loi de 1990 instituant un plafonnement, un contrôle et une prise en charge publique des dépenses des partis. Cet épilogue judiciaire de l'affaire Urba – du nom du bureau d'études mis en place au PS, au début des années 70, pour organiser la perception de commissions fictives sur les travaux engagés par des collectivités locales – heurte le parti de M. Emmanuelli, mais aussi nombre d'élus non socialistes.

A leurs yeux, la punition est injuste puisqu'elle frappe un homme, non pas pour un enrichissement personnel illicite, mais pour son action au service de son parti. Les partis concourant à l'expression du suffrage, selon la Constitution, les moyens auxquels ils devaient recourir pour financer leur activité seraient forcément légitimes, et ne pourraient être sanctionnés qu'à la condition d'inclure dans la sanction l'ensemble des partis qui avaient eu recours à ces procédés. Faut-il que cette dernière condition soit remplie, la condamnation de M. Emmanuelli serait la preuve d'un acharnement judiciaire dirigé spécialement contre un parti, voire contre un homme. En raisonnant ainsi, les socialistes et ceux qui, à gauche et à

droite, partagent leur sentiment commettent deux erreurs. La première, c'est de méconnaître l'exemplarité d'un jugement qui, précisément, sanctionne non pas des errements individuels, mais une violation collective de la loi. C'est bien, en effet, à travers M. Emmanuelli, le système de financement du PS qui est dénoncé. Le sens de cet arrêt, intervenu au terme des recours introduits par l'intéressé, est de manifester que les partis politiques – et leurs responsables – ne sont, pas plus que les autres personnes morales ou physiques, autorisées à enfreindre les lois. Et la peine infligée, qui prive l'intéressé du droit d'exercer un mandat électif pendant quatre ans, porte précisément sur ce qui est en cause, à savoir la représentation démocratique.

La deuxième erreur des défenseurs de M. Emmanuelli découle de la première : ils persistent à ne pas comprendre qu'aux yeux des citoyens, l'égalité devant la loi est aujourd'hui le gage principal de la démocratie. Nul n'est fondé à s'exempter de la loi commune, surtout pas ceux qui détiennent la responsabilité d'écrire cette loi et de l'appliquer. En envisageant de demander au président de la République d'user de son droit de grâce en faveur du président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, les socialistes, leur premier secrétaire François Hollande et leur patron Lionel Jospin s'engagent à rebours des sentiments républicains sur lesquels ils affirment, depuis six mois, fonder leur entreprise de moralisation et de modernisation de la vie publique.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Fables grossières du gouvernement soviétique

L'URSS est passée maître dans l'art du slogan. Le gouvernement soviétique s'entend merveilleusement à réveiller de temps à autre l'émulation socialiste et à accrocher chaque nouvelle campagne de propagande à un grand événement de la vie nationale.

Cette année on a exploité à fond le trentième anniversaire de la révolution bolchevique. A peine étaient calmés ces enthousiasmes que les ouvriers de Leningrad amorçaient une nouvelle campagne gigantesque sur le thème suivant : « Exécutons le plan stalinien d'après guerre en quatre ans ! » Leur appel patriotique paraissait dans tous les journaux du 19 novembre et était abondamment commenté à la radio.

On y lisait des affirmations extraordinaires : aux énormes succès déjà remportés en URSS depuis la fin de la guerre, ces ouvriers oppo-

André Pierre
(18 décembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-08-78

ASSURANCE Les négociations menées entre l'allemand Allianz et l'italien Generali pour éviter des surenchères trop coûteuses sur l'assureur français AGF ont abouti, mardi

16 décembre, à un accord verbal entre les deux groupes qui leur permet d'être officiellement satisfaits. ● LES AGF s'engagent à céder à Generali deux entités de leur nouvelle

filiale le groupe Athéna, à savoir GPA, qui vend de l'assurance, essentiellement par un réseau de salariés, et Proxima. ● EN CONTREPARTIE, la compagnie italienne cédera aux AGF

sa filiale néerlandaise d'assurance dommages Royal Nederlanden. ● LE GROUPE ITALIEN devrait également lancer une OPA sur la totalité des actions d'AMB, filiale allemande à

33 % des AGF et dont Allianz détient 5 %. ● GENERALI avait lancé une OPA inamicale en octobre sur les AGF à un prix de 300 francs par action et Allianz a surenchéri à 320 francs.

Generali va renoncer à son OPA sur les AGF au profit d'Allianz

La compagnie italienne est parvenue à un accord à l'amiable avec sa rivale allemande sur le partage des filiales du groupe français. Generali va récupérer une partie des activités d'Athéna et de l'allemand AMB

DEUX MOIS après le lancement de son raid de 55 milliards de francs sur les AGF, l'assureur italien Generali devrait, dans les prochains jours, retirer son offre publique d'achat. Les négociations menées avec l'allemand Allianz, auteur d'une contre-offre, pour éviter des surenchères fratricides ont abouti, mardi 16 décembre, à un accord verbal qui permet à chacun des protagonistes d'être officiellement satisfaits. Il sauve la face d'Antoine Bernheim, le patron du groupe italien, dont les actionnaires commencent à douter de l'opportunité de cette opération. Il permet à Allianz de vendre la compagnie allemande AMB qu'il devait de toutes façons céder compte tenu de la position dominante qu'elle lui aurait procuré en Allemagne après le rachat de la compagnie française. Il ne modifie pas le volume d'activités des AGF, bientôt complété par celui d'Athé-

na, filiale de Worms et C°. Enfin, Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, qui souhaitait, mardi 16 décembre, dans son discours de clôture des Entretiens de l'assurance, que les mouvements de concentration dans le secteur des assurances soient conduits « de façon ordonnée et équitable » pourra faire valoir qu'il y a contribué. L'offre de Generali était la première opération hostile menée par un étranger en France. Bercy s'est montré particulièrement pointilleux dans l'examen du dossier. Le temps pris par Bercy a permis dans un premier temps aux AGF de trouver un chevalier blanc. Dans un deuxième temps, d'éviter que l'Europe de l'assurance ne fasse à « des prix défilants » (Le Monde du 14-15 décembre). Si quelques points juridiques doivent encore être réglés, l'accord qui doit officiellement être annoncé vendredi 19 décembre est de fait

booclé. C'est au cours du week-end que les négociations ont pris un tour décisif entre Allianz et Generali. Les milieux financiers milanais n'ont pas été absents des discussions. Allianz détient en effet la deuxième compagnie d'assurance italienne, la RAS. C'est, semble-t-il, la prise en compte du poids de la compagnie allemande en Italie qui a permis de faire baisser la tension qui régnait sur le dossier.

DOUBLE CESSION

Lundi 15 décembre, Heonig Schulte Noelle, le patron d'Allianz, s'est rendu à Paris pour préciser les grandes lignes de l'accord. La réunion, de quarante-cinq petites minutes seulement, a eu lieu à la banque d'affaires Lazard, conseil de Generali. M. Schulte Noelle a ensuite exposé le dossier à Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France et président de la commission bancaire : l'en-

semble AGF-Athéna est propriétaire d'établissements bancaires.

Dès jeudi 18 décembre, un conseil d'administration de Worms et C° devait entériner la prise de contrôle de 100 % de la société d'assurance Athéna par les AGF. Un conseil d'administration des AGF doit avoir lieu vendredi 19 au matin. Les AGF s'engagent à céder à Generali deux entités de ce groupe : GPA et Proxima, qui représentent ensemble environ un tiers du chiffre d'affaires d'Athéna, soit un peu moins de 6 milliards de francs. La compagnie italienne cédera en revanche aux AGF sa filiale néerlandaise d'assurance dommages Royal Nederlanden, dont le volume des primes s'élève à quelque 4,5 milliards de francs. La compagnie de la rue de Richelieu conserve ainsi le même périmètre d'activités en terme de primes.

Par ailleurs, la compagnie italienne devrait lancer une OPA sur

la totalité des actions d'AMB, filiale à 33 % des AGF et dont Allianz détient 5 %. Le prix convenu est de 2100 marks l'action, soit 20 % supérieur au cours actuel de Bourse. Cette transaction dégagera une plus-value de 6,5 milliards de francs pour les AGF.

Le pôle d'assurance-crédit de la compagnie de la rue de Richelieu n'est pas concerné par cet accord. Les AGF détiennent notamment 57 % du capital de la Compagnie française du commerce extérieur (Coface) qui gère entre autres les procédures publiques à l'exportation. M. Strauss-Kahn avait exprimé le souci que, pour ces raisons, la Coface ne soit pas contrôlée par un étranger, ce qui sera le cas si l'OPA d'Allianz sur les AGF réussit. Aussi un schéma, actuellement à l'étude à Bercy, favoriserait la montée en puissance du premier réassureur français, la Scor, dans le capital de la Coface.

L'assurance française devrait dans les prochains jours retrouver un peu de sérénité. Depuis deux mois Allianz et Generali se livraient à une guerre de tranchées sans merci. Convaincu d'avoir été trahi par Antoine Bernheim-Galliani lors de la vente d'Athéna qu'il convoitait, Antoine Bernheim s'était lancé à l'assaut des AGF. Il avait obtenu l'appui inconditionnel de Claude Bébér, le patron

d'AXA qui, pendant toute cette période, a été très actif auprès des pouvoirs publics comme auprès des chevaliers blancs sollicités par les AGF pour contrer Generali. L'arrivée dans la bataille - avec la bénédiction des AGF - de la compagnie allemande avait transformé la stratégie légitime de croissance externe des compagnies d'assurance dans la perspective de l'euro en une querelle d'hommes.

Raute d'avoir favorisé l'émergence d'un second pôle d'assurance français par le rapprochement entre les AGF et la compagnie publique GAN, le gouvernement a précipité la perte d'indépendance de la deuxième compagnie française. Les accords conclus entre AGF et Allianz limitent, pour deux ans au moins, la participation de la compagnie allemande à 51 % du capital des AGF. Cette dernière va, de surcroît, intégrer aux AGF Allianz France qui réalise 8,9 milliards de francs de primes.

« Il faut que nous arrivions à constituer des pôles forts sans nous retrancher derrière des lignes Maginot artificielles », déclarait encore, mardi 16 décembre, Dominique Strauss-Kahn. La privatisation prochaine du GAN lui permettra de mettre en pratique ce principe.

Babette Stern

Actionnaires de la Compagnie Bancaire et de Cetelem

Offres Publiques d'Echange Simplifiées avec Soutie sur les actions Compagnie Bancaire et Cetelem

COMPAGNIE BANCAIRE

cetelem

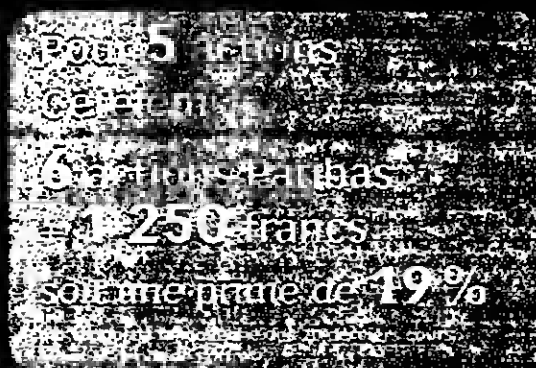
Réalisez votre plus-value et investissez dans Paribas, dont le bénéfice sera au 6^{ème} rang des entreprises françaises en 1997

* Sur la base du consensus de crédit Paribas actualisé (source : IFRS)

Pour 2 actions Compagnie Bancaire
3 actions Paribas
+ 500 francs
soit une prime de 19 %

par rapport à la moyenne des 20 derniers cotés avant le dépôt de l'offre

du 4 décembre au 24 décembre 1997 inclus



Associez-vous aujourd'hui au développement d'une banque leader sur ses métiers, spécialisée dans les secteurs bancaires de croissance, dotée de 53 milliards de francs de fonds propres* et avec des résultats en forte progression. Souscrire à l'OPÉ proposée par Paribas, c'est augmenter fortement le rendement en dividende de votre investissement, c'est réaliser immédiatement une plus-value importante, c'est entrer dans une banque aux capacités de croissance renforcées qui s'est engagée, vis-à-vis de ses actionnaires, à atteindre une rentabilité sur fonds propres de 15 % en l'an 2000.

* Au 31 décembre 1997, avant distribution du dividende.

Pour toute information, adressez-vous à votre banque ou votre intermédiaire financier.

PARIBAS

Une note d'information (vous CGB n° 47-492 et n° 97-491) est disponible gratuitement sur simple demande auprès des intermédiaires financiers et au siège de Paribas, 3, rue d'Antin, 75002 Paris. Internet: <http://www.paribas.com>

N° Vert 0 800 06 17 88

Le partage du groupe Athena

Allianz-AGF cédera GPA et Proxima à Generali et conservera les autres entités. ● GPA (3 610 salariés) réalise un chiffre d'affaires en dommage de 1,1 milliard de francs et en vie de 4,7 milliards. Les produits sont distribués par un réseau de salariés. ● PFA (1 956 salariés) se divise entre un pôle non vie, PFA Tiard, avec un chiffre d'affaires de 5,3 milliards de francs, et un pôle vie, PFA Vie, de 2,6 milliards. Les produits sont distribués par des agents généraux, des courtiers, et des réseaux salariés spécialisés.

● La Lilloise (262 salariés) réalise un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs en dommage. Ses produits sont distribués par des courtiers. ● Proxima (82 salariés) est spécialisée dans les produits de prévoyance et de retraite d'entreprises, distribués via des courtiers, et réalise un chiffre d'affaires de 453 millions de francs. ● W Finance (245 salariés), spécialiste en gestion de patrimoine, s'appuie sur un réseau de conseillers financiers et gère 7 milliards de francs d'actifs.

Daniel Lebègue prendra la tête de la Caisse des dépôts

LE CONSEIL des ministres du mercredi 17 décembre devait nommer Daniel Lebègue, cinquante-quatre ans, vice-président de la BNP, au poste de directeur général

PORTRAIT

Un réformateur pragmatique, intègre et politiquement neutre

de la Caisse des dépôts et consignations (Le Monde daté 14-15 décembre). Succéder à Philippe Lagayette et prendre la tête d'un établissement aussi prestigieux et puissant que la Caisse des dépôts s'apparente à une résurrection pour cet ancien directeur du Trésor dont la carrière s'était faite plus discrète depuis que Michel Pébereau lui avait été préféré en 1993 pour la présidence de la BNP.

Après la privatisation de la banque en 1994, M. Lebègue avait été progressivement marginalisé avant d'obtenir le titre honorifique de vice-président. Il prend aujourd'hui une revanche et bénéficie de son image, même si la formule serviteur de l'Etat. Il faut y ajouter une intégrité reconnue par tous et une capacité à faire preuve d'une grande neutralité politique. Nommé directeur du Trésor par Jacques Delors le 2 août 1984, passé ensuite au service de Pierre Bérégovoy jusqu'en mars 1986, il a encore occupé cette fonction sous l'autorité d'Edouard Balladur jusqu'en août 1987. Ce dernier a souligné à plu-

sieurs reprises sa loyauté avant de lui permettre de pantoufler à la direction générale de la BNP, avec moins de succès.

Jusqu'à cet épisode le parcours de M. Lebègue, énarque et administrateur civil, avait été sans faute. Une carrière d'autant plus méritoire qu'il a toujours eu le handicap, pour s'imposer à des postes importants dans l'administration des finances, de ne pas faire partie de la vaste des inspecteurs des finances. Après avoir été remplacé à la direction du Trésor par un inspecteur des finances, Jean-Claude Trichet, après avoir vu l'ancien président de la BNP René Thomas, lui aussi inspecteur des finances, lui préférer comme successeur l'un de ses pairs, Michel Pébereau, Daniel Lebègue succède cette fois à un autre inspecteur des finances en la personne de Philippe Lagayette.

Cousinier économique de Pierre Mauroy dès 1981, il s'était construit alors une réputation de réformateur pragmatique pour avoir participé activement à la fois au tournant de la rigueur de 1983 et à celui de la libéralisation en France des marchés financiers. Si M. Lebègue juge aujourd'hui « exaltante » la perspective de prendre la direction de la Caisse des dépôts, il va lui falloir retrouver le sens des réformes pour permettre à cette institution sans équivalent de conserver son influence et ses capacités d'intervention au service de l'Etat dans un environnement qui changera totalement d'échelle avec le lancement de l'euro.

Eric Leric

مركزاً من لاهل

Le procès Schneider met en accusation les banques allemandes

Le promoteur immobilier partiellement disculpé

FRANCFORT

Le procès contre le promoteur immobilier allemand Jürgen Schneider, à l'origine d'une faillite spectaculaire en Allemagne en 1994, se transforme de plus en plus en un procès contre les banques allemandes. Depuis près de quatre ans, ce feuilleton économique entretient le suspense, inspirant les écrivains, les comiques et même l'industrie du cinéma. Le procès devant la cour de Francfort touche à sa fin. Selon de nombreux observateurs, il prendrait une tournure étonnante : bien que M. Schneider ait laissé derrière lui une ardoise de plus de 5 milliards de deutschemarks (environ 16,5 milliards de francs), il a de bonnes chances de fêter Noël en famille.

Vendredi 12 décembre le procureur de la République, Dieter Haake, avait réclamé contre M. Jürgen Schneider une peine de prison de sept ans et neuf mois. Mardi 16 décembre, la défense a mis en avant la complexité des banques, en premier chef le principal créancier, la Deutsche

participer d'autres établissements au financement des projets de M. Schneider. « C'est le lac du voisin qui était appelé à approvisionner la pompe », a déclaré maître Salditt pour résumer le comportement de la Deutsche Bank. En parfaite connaissance de la fragilité financière des entreprises de M. Schneider, les banquiers auraient fermé les yeux. « Au cours de l'été 1992, il s'agissait uniquement de rendre la mariée présentable afin de lui trouver un bon parti », a affirmé maître Salditt.

A peine deux ans plus tard, l'empire de M. Schneider s'écroulait à grands fracas. Jürgen Schneider et sa femme s'enfuyaient au début du mois d'avril 1994, laissant derrière eux une dette de plus de 5 milliards de deutschemarks. Pendant plus d'un an, le couple a été recherché dans le monde entier alors qu'il s'était retiré dans un appartement en Floride. Début 1996, les États-Unis extraditaient le promoteur immobilier malchanceux qui avait roulé si visiblement les banques. Son projet le plus ambitieux, la galerie marchande Zeilgalerie à Francfort, aura été financé par la seule Deutsche Bank à hauteur de 430 millions de deutschemarks. M. Schneider a fait croire aux banques qu'il pourrait louer 20 000 m² alors que le bâtiment ne contenait qu'une surface utilisable de 9 000 m². Les baux attestant des loyers de 57,7 millions de deutschemarks étaient entièrement truqués.

« COMPLICITÉ »
Au procureur, Dieter Haake, revenait la tâche ingrate de justifier le comportement des banques. « Je n'ai aucunement l'intention de défendre les erreurs des banques », déclarait-il d'emblée lors de sa plaidoirie. Compte tenu de leurs négligences - la défense parlant de « complicité » - l'accusation s'est contentée de réclamer la moitié de la peine maximale pour les différents délits commis, soit sept ans et neuf mois, alors que la défense propose une peine de cinq ans et neuf mois. Pour l'accusation, M. Schneider aurait escroqué sciemment les banques afin de leur extorquer le plus de fonds possibles. « Je dois rayer les banques à chaque fois que l'accusation se présente », précisait une petite note de M. Schneider citée par le procureur.

En dépit de ses responsabilités, M. Schneider a de bonnes chances de fêter Noël en famille. Et même s'il passe le réveillon en prison, il devrait ne pas y rester beaucoup plus longtemps en raison des particularités de la jurisprudence dans le land de la Hesse. Le tribunal qui rendra son verdict le 23 décembre risque fort de suivre la défense quand elle demande de prendre en compte les dix mois passés en prison aux États-Unis et les quinze mois en Allemagne. De plus, en Hesse, quand un prisonnier a subi un tiers de sa peine et qu'il n'y a pas de risque de fuite, il peut passer ses journées en toute liberté à condition de se présenter le soir dans sa cellule. Il ne manquera que le confort à M. Schneider : alors qu'il somnait de sa gloire, il résidait dans un château, dans la banlieue chic de Francfort, son épouse doit se contenter actuellement d'un petit F2 de 40 m².

En raison de ces perspectives plutôt rassurantes, l'ancien promoteur immobilier, âgé aujourd'hui de soixante-trois ans, fait déjà des projets pour l'avenir. « Je voudrais bien m'engager en faveur des monuments classés », déclarait M. Schneider au juge Heinrich Gehrke. De toutes façons, il ne vivra pas dans la pauvreté, affirme, soupçonneux, le procureur toujours à la recherche des 14,5 millions de deutschemarks disparus des comptes de M. Schneider.

Jean Edelbourg

Les marchés accueillent favorablement la relance économique au Japon

Le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a annoncé une réduction massive des impôts des ménages

Les marchés financiers japonais ont réagi très positivement à l'allégement surprise de la pression fiscale décidé par le gouvernement. La

Bourse de Tokyo a terminé la séance en hausse de 3,48 % et le yen s'est vivement apprécié face au dollar. Le président des États-Unis, Bill Clinton,

a personnellement téléphoné à M. Hashimoto pour le féliciter des mesures de relance économique adoptées par Tokyo.

Le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto a dévoilé, mercredi 17 décembre, à l'occasion d'une conférence de presse télévisée, les grandes lignes du plan destiné à relancer l'économie japonaise.

A la surprise générale, il est axé sur une réduction massive des impôts des ménages, qui s'élèvera à 2 000 milliards de yens (90 milliards de francs) ; la perte de recettes budgétaires correspondante sera compensée par l'émission d'obligations d'État supplémentaires.

Le président des États-Unis Bill Clinton a tenu à téléphoner personnellement, mercredi, à M. Hashimoto pour le féliciter des mesures de relance économique annoncées. M. Clinton a souligné que « la réduction d'impôts est bonne non seulement pour le Japon, mais pour tous les pays d'Asie ».

Les investisseurs ont pour leur part accueilli très favorablement cet allégement fiscal. La Bourse de Tokyo a terminé la séance en hausse de 3,48 %. La monnaie japonaise, de son côté, s'est nettement reprise face au billet vert. Elle est montée, en quelques minutes, de 131,55 à

126 yens pour 1 dollar, soit sa progression la plus forte depuis deux ans. La Banque du Japon a renforcé le mouvement en intervenant sur le

Le marché des changes. Le marché obligataire nippon, en revanche, a plongé, les opérateurs craignant une augmentation des déficits budgétaires. Le rendement de l'emprunt d'État est passé - les taux se tendent quand le cours des titres baisse - de 1,63 % à 1,70 %.

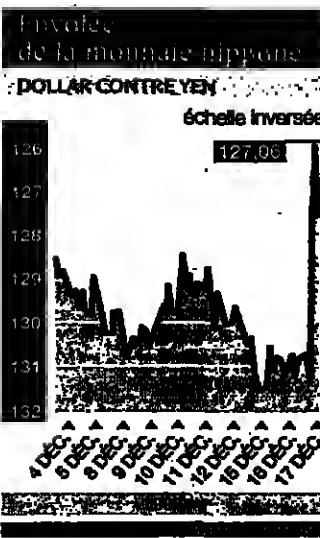
L'allégement de la pression fiscale sur les ménages sera l'élément central du programme de stimulation économique élaboré par le Parti libéral démocrate (PLD), dont les détails devraient être communiqués au cours des prochains jours. Celui-ci comprendrait aussi une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, ramené de 37,5 % à 34,5 %, ainsi qu'une diminution de la fiscalité sur les revenus boursiers et fonciers. Le plan inclurait enfin l'émission d'un emprunt d'État de 10 000 milliards de yens (460 milliards de francs) qui servira à garantir les dépôts des clients des institutions financières en défaut de paiement.

L'annonce d'une réduction d'impôts marque une rupture dans la stratégie économique du gouvernement japonais. Depuis plus d'un an,

les pouvoirs publics nippons s'étaient engagés dans une politique de réduction des déficits : au mois d'avril, le taux de la TVA avait ainsi été relevé de deux points pour être porté de 3 % à 5 %.

Mais le brusque ralentissement de l'économie japonaise, lié notamment aux conséquences de la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est, oblige aujourd'hui les dirigeants nippons à renoncer à l'assainissement de leurs finances publiques. Le produit intérieur brut japonais s'est contracté de 1,4 % au cours du premier semestre, faisant planer la menace d'une récession. Si le programme de relance tous azimuts décidé par Tokyo est favorable, à court terme, pour les marchés financiers nippons, les experts redoutent toutefois les conséquences à moyen et à long terme d'une détérioration de la situation budgétaire dans l'archipel. La dette publique du Japon, qui s'élève à plus de 90 % du produit intérieur brut, atteint déjà un niveau critique.

Pierre-Antoine Delhommeaux



La devise japonaise a fortement progressé contre l'euro et le dollar. Une réduction massive des impôts.

126 yens pour 1 dollar, soit sa progression la plus forte depuis deux ans. La Banque du Japon a renforcé le mouvement en intervenant sur le

Actionnaires de Paribas

■ Être l'un des leaders mondiaux et la référence européenne dans chacun de ses métiers. ■ Asseoir le développement en investissant dans des secteurs de croissance. ■ Assurer une rentabilité des fonds propres de 15 % en l'an 2000.

La stratégie de Paribas repose sur une tradition entrepreneuriale fondée sur l'innovation, la capacité d'anticipation, l'expérience internationale, la qualité et la compétence de ses équipes. Pour tous les actionnaires de Paribas, ces deux Offres Publiques d'Echange sur la Compagnie Bancaire et Cetelem sont une étape majeure dans le développement de leur banque.

La finalité est claire : augmenter la valeur de leur investissement.

PARIBAS

Paribas Actionnaires, 3, rue d'Antin, 75002 Paris - N° Vert : 0800 05 17 88 - Internet : <http://www.paribas.com>

Bank, qui avait octroyé à M. Schneider des prêts pour un montant total de plus de 1,4 milliard de deutschemarks. Aux dires de la défense, elle aurait largement contribué à la plus grande débâcle financière de l'Allemagne d'après-guerre en transgressant bon nombre de règles de prudence imposées par la législation allemande.

Les banques ne se seraient pas engagées à l'aveugle et auraient renoncé à un examen approfondi des crédits demandés en toute connaissance de cause, a plaidé un des trois défenseurs de M. Schneider, maître Franz Salditt. Bien que certains membres du directoire aient émis des doutes sérieux sur la solvabilité de leur client, la Deutsche Bank aurait continué de financer les projets de M. Schneider car, affirme maître Salditt, un refus aurait eu, dans les milieux financiers allemands, « l'effet d'un divorce dans la maison Windsor ».

Ainsi, la Deutsche Bank aurait encore accordé à M. Schneider des crédits en 1992 alors qu'il apparaissait au cours du procès qu'elle était « sensibilisée » depuis 1990. Elle aurait continué tout de même à financer l'empire de M. Schneider pour ne pas mettre en danger ses engagements qui dépassaient déjà à l'époque un milliard de deutschemarks.

Afin de sauver la mise, la Deutsche Bank aurait essayé de faire

Grâce à leur fusion, Guinness et GrandMet tiennent 20 % du marché mondial des alcools

Le nouvel ensemble prend le nom de Diageo. LVMH en sera le premier partenaire et actionnaire

La fusion des groupes britanniques Guinness et GrandMet va donner naissance à un mastodonte mondial des spiritueux. Diageo. Ce

groupe de 130 milliards de francs de chiffre d'affaires domine de façon écrasante le marché des alcools de grain (whisky, gin, vodka). Il devra ce-

pendant affronter une concurrence agressive sur des « niches » porteuses, et composer avec son encombrant partenaire, le français LVMH.

Les 20 marques de spiritueux les plus vendues en 1996

MARQUE	TYPE	GROUPE	VOLUME
BACARDI	Rhum	Bacardi-Martini	19,3
SMIRNOFF	Vodka	Diageo	15,0
RICARD	Pastis	Pernod-Ricard	7,5
JOHNNIE WALKER RED	Whisky	Diageo	7,4
J & B RARE	Whisky	Diageo	6,0
GORDON'S	Gin	Diageo	5,3
JIM BEAM	Bourbon	Amer. Brands	5,3
ABSOLUT	Vodka	V & S AB	5,3
JACK DANIEL'S B.	US Whisky	Brown-Forman	5,1
BALLANTINE'S	Whisky	Allied Domecq	4,9
PRESIDENTE	Brandy	Allied Domecq	4,8
JOSE CUervo	Tequila	Tequila Cuervo	4,7
SEAGRAM'S GIN	Gin	Seagram	4,1
DE KUYPER	Liqueur	De Kuyper BV	4,0
BAILEYS	Liqueur	Diageo	4,0
GRANT'S	Whisky	William Gr. & S.	3,9
CHIVAS REGAL	Whisky	Seagram	3,7
JOHNNIE WALKER BLACK	Whisky	Diageo	3,4
7 CROWN	US Whisky	Seagram	3,2
DEWAR'S	Whisky	Diageo	3,1

des cessions. Dans les six mois suivant sa constitution, Diageo devra ainsi avoir vendu Dewar's, la marque de scotch whisky la plus vendue outre-Atlantique, avec les capacités de production et les forces de vente qui s'y rattachent. Cette cession amputera le nouveau groupe de quelque 7 milliards de francs de chiffre d'affaires, mais pourrait lui en rapporter autant en cash, selon les évaluations des analystes. Les dirigeants de Pernod-Ricard, Seagram et Allied-Domecq n'ont pas caché, dans la presse, leur éventuel intérêt pour les marques à vendre. Face à ce nouveau mastodonte, les acteurs du secteur se mettent en ordre de bataille. Le canadien Seagram a annoncé le 12 décembre une vaste réorganisation de sa division vins et spiritueux (41 milliards de francs de chiffre d'affaires). Il va concentrer ses efforts sur un noyau dur de marques mondiales ou appelées à le devenir, comme Chivas (scotch whisky), Four Roses (bourbon), Martell (cognac) ou Mumm (champagne). Certains analystes prévoient une vague de concentrations dans le secteur.

A y regarder de plus près, Diageo, « global » au sens géographique et anglo-saxon du terme, ne l'est pas complètement en offre de produits. S'il domine le domaine des alcools de grain (whisky, vodka, gin), il devra affronter des concurrents bleus plus petits que lui, mais solidement installés. Ainsi de Bacardi dans le rhum, première marque mondiale de spiritueux toutes catégories confondues, de Ricard dans l'anisette, d'Allied Domecq, géant du brandy, de Jose Cuervo, roi de la tequila (avec lequel Diageo a signé des accords).

ARNOLD EN EMBUSCADE
Les petites marques espèrent tirer leur épingle du jeu en occupant des niches. « Nous sommes le royaume face à l'éléphant », ironise Olivier Chantaud, directeur commercial mondial de Cointreau. Le temps que leur fusion se soit organisée, si nous sommes créatifs et réactifs, nous pouvons prendre du terrain ». Même son de cloche chez Pernod-Ricard : « Le marché des spiritueux est de plus en plus segmenté. Notre force, ce sont les niches : nous sommes numéro un sur

le whisky irlandais avec Jameson et nous détenons Havana Club, le seul rhum cubain de taille internationale ».

Diageo devra aussi composer avec LVMH, concerné à double titre par la constitution de Diageo. D'une part, Moët-Hennessy, la branche de vins et spiritueux de LVMH, sera le premier partenaire commercial de Diageo, au travers des dix sociétés communes (joint-ventures) de distribution héritées de l'alliance avec Guinness (actionnaire à 34 % de Moët-Hennessy). M. Arnault a obtenu que LVMH garde le contrôle opérationnel de huit de ces dix « JV », et notamment celles opérant sur ses deux marchés les plus importants, la France et le Japon, où « nous voulons absolument avoir les marques de GrandMet dans notre portefeuille », se félicite Pierre Letzelter, le directeur général de Moët-Hennessy.

D'autre part, le groupe français sera le premier actionnaire de Diageo, avec 11,2 % du capital. Une position obtenue à l'issue de la guérilla juridique menée tout au long de l'été par M. Arnault, d'abord tenu à l'écart du deal par GrandMet et Guinness, dont LVMH était pourtant le principal actionnaire. Après avoir ramassé 11 % du capital de GrandMet en Bourse et menacé de faire capoter la fusion, le patron français a amené ses homologues britanniques, Anthony Greener et George Bull, à signer un amistice. Un coup de force au terme duquel LVMH a touché 2,5 milliards de francs de sous et une place d'administrateur au sein du conseil de Diageo. Très critique lorsqu'il était au conseil de Guinness, M. Arnault entend bien continuer à jouer la mouche du coche. « Alors, quand est-ce que nous vendons la bière ? », a-t-il lancé à un Anthony Greener grinçant, sous l'oeil amusé de George Bull (bleuet en retraite), lors du dîner de réconciliation organisé à Londres le 25 novembre.

Pascal Galtier

EDF investit 2,7 milliards de francs en Autriche

Elle prend 25 % d'une compagnie régionale

EDF s'apprête à réaliser sa plus importante acquisition à l'étranger en prenant 25 % du capital de la compagnie régionale autrichienne Energie Steiermark pour un montant de 5,6 milliards de schillings (2,7 milliards de francs). Mardi 16 décembre, le gouvernement de Styrie, région de la partie centrale et sud-est de l'Autriche, au nord de la Slovaquie, a annoncé sa préférence pour l'entrée de l'électricien français dans cette entreprise. La province gardera 75 % des parts, et une introduction en Bourse serait envisagée pour 1999.

Deux autres dossiers étaient en concurrence avec celui de l'électricien français, l'un regroupant l'allemand Bayernwerk et le pétrolier autrichien OMV, l'autre associant uniquement des firmes autrichiennes autour de Verbund. Cet accord doit encore recevoir l'aval de l'Assemblée régionale en janvier. « Cette décision est la meilleure dans l'intérêt de la Styrie et des consommateurs d'énergie », a affirmé l'un des ministres, Herbert Pauer, au nom du gouvernement

Dominique Gallois

Eramet approuve l'accord sur le nickel calédonien

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION d'Eramet a donné son accord, mardi 16 décembre, à la proposition du gouvernement d'échanger le gisement minier de Koniambo, propriété de sa filiale SLN, contre celui de Poum, appartenant au groupe minier calédonien SMSR. Cet échange doit permettre la construction d'une usine de traitement de nickel dans la province Nord par le canadien Falconbridge et la SMSR, revendiquée par les indépendantistes depuis deux ans. L'accord Eramet lève un des derniers obstacles à la question minière en Nouvelle-Calédonie. La question de la date de construction de l'usine reste toutefois à régler. Falconbridge, chargé de la réalisation du site, souhaitait, début novembre, ne commencer l'exploitation qu'en 2006, un délai jugé beaucoup trop long par le gouvernement. Depuis l'accord, le groupe canadien n'a fait aucune autre proposition. Entre-temps, son actionnaire majoritaire, le groupe Noranda, qui détient 48 % de Falconbridge, a annoncé son intention d'en prendre le contrôle total afin de le fusionner avec ses propres activités. La direction actuelle de Falconbridge n'est donc pas assurée de garder les commandes, ni de maintenir ses projets.

DÉPÊCHES

■ FRANCE TÉLÉCOM : Michel Bon, le président de France Télécom, souhaite une nouvelle vente d'actions de l'entreprise à ses salariés en 1998, au moment des prises de participations croisées avec l'opérateur allemand Deutsche Telekom. M. Bon a fait cette proposition, mardi 16 décembre, lors d'une intervention devant 1 500 « décideurs » de l'entreprise, à qui il présentait ses objectifs pour 1998, selon des cadres ayant assisté à cette intervention. Lors de la mise en Bourse de France Télécom, en octobre, 2,4 % du capital a été vendu au personnel. Mais la demande a porté sur 37 millions d'actions, alors que l'offre était de 25 millions de titres. Le gouvernement a décidé de servir les demandes intégralement jusqu'à 200 actions, à 40 % entre 200 et 2 500 actions et à 5 % au-dessus de 2 500 actions. Cet écrêtement a provoqué l'irritation de certains cadres.

■ AIR FRANCE : les syndicats de la compagnie publique se disent réservés après la présentation du projet d'actionnariat salarié et de mise en Bourse par le président, Jean-Cyril Spinetta, mardi 16 décembre en comité central d'entreprise. La CGT s'est déclarée opposée à « toute privatisation ouverte ou rampante d'Air France », tandis que le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a affirmé qu'il « dira non à toute baisse de salaire, de 15 %, 10 % ou 5 % » proposée en échange d'actions d'Air France.

■ TÉLÉPHONE : la Commission européenne a adopté, mardi 16 décembre, un projet de directive prévoyant d'imposer aux opérateurs téléphoniques détenteurs de réseaux câblés de télévision de séparer juridiquement ces deux activités.

■ DAIMLER-BENZ : le groupe allemand a annoncé, mardi 16 décembre, la vente de sa filiale TEMIC (semiconducteurs) au groupe américain Vishay.

■ RJR NABISCO : le conglomérat américain a annoncé, mardi 16 décembre, son intention de supprimer près de 3 000 emplois dans sa division tabac, soit 11 % de son effectif total, dont 2 600 hors États-Unis.

■ POLAROID : le numéro un mondial de la photographie instantanée va supprimer 1 500 emplois dans le monde, a-t-il indiqué mardi 16 décembre.

■ NINA RICCI : le groupe espagnol Puig, déjà propriétaire de Paco Rabanne, va racheter Nina Ricci à ses actionnaires, le groupe pharmaceutique Sanofi et la famille Fuchs, confirme un communiqué du mardi 16 décembre. La vente sera effective au 8 janvier 1998.

■ CONSORTIUM DE RÉALISATION : le sénateur Yann Galliard (apparenté RPR, Aube) a déclaré, à propos de la réforme présentée par le ministre de l'économie : « Je m'interroge sur la logique de gestion qui doit remplacer la logique de liquidation des actifs, car les coûts de portage sont très élevés. Je crains que le CDR ne devienne une sorte de holding permanente ».

■ CRÉDIT MUTUEL : suite à une plainte de l'Association française des banques, la Commission européenne a ouvert mardi 16 décembre une procédure au titre d'aide d'État concernant le Livret bleu du Crédit Mutuel - l'équivalent du Livret A - en raison des conditions financières et de l'exclusivité dont il bénéficie.

■ GOLDMAN SACHS : la banque d'investissement américaine affiche un résultat en hausse de 15 % à 3 milliards de dollars (18 milliards de francs) pour son exercice clos le 28 novembre, malgré un résultat en recul de 29 % au quatrième trimestre en raison de la crise asiatique.

■ US BANCORP : la quinzième banque de détail américaine, basée à Minneapolis, a acheté la banque d'investissement Piper Jaffray pour 4,3 milliards de francs.

Boeing supprime 12 000 emplois pour rassurer Wall Street

EN PLEINE EXPANSION du marché aéronautique, Boeing a choisi d'annoncer, mardi 16 décembre, la suppression de 12 000 emplois au cours des douze prochains mois, soit 10 % des effectifs de sa branche d'aéronautique civile. « Certes, il y aura des licenciements à certains endroits. Il y aura aussi des transferts » au sein de la compagnie, a expliqué Phil Condit, le PDG de Boeing.

Ces suppressions de postes constituent une surprise : jusqu'à cette annonce, tout laissait penser qu'au contraire les effectifs de Boeing étaient insuffisants. Le constructeur de Seattle se débat toujours avec des problèmes de production, accumule les retards de livraison et envisage encore d'augmenter ses cadences en 1998. Boeing, qui avait licencié à tour de bras en « bas de cycle », a procédé à 17 000 embauches en 1997. Il a également offert 7 500 dollars (45 000 francs) à ses anciens salariés retraités pour qu'ils acceptent de remplir quelques mois. Il a publié des offres d'emplois dans la presse locale de Toulouse et de Hambourg, principaux centres de production d'Airbus, pour tenter de débaucher les ingénieurs de son rival européen. Le constructeur vient même de demander à une partie de ses salariés de renon-

cer aux congés de Noël. Et le taux d'heures supplémentaires s'établit encore à 17 %.

Mais cette surchauffe industrielle a été mal gérée. Les retards de livraison, l'arrêt pendant vingt jours, en novembre, de la production des Boeing 747 et le report du montage de la nouvelle génération des Boeing 737 ont déjà contraint le constructeur à passer une provision de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs). Cette mesure a fait plonger son résultat dans le rouge au troisième trimestre, avec une perte de plus de 4 milliards de francs.

L'ACTION BONDIT

Les analystes estiment que l'addition devrait encore s'alourdir de 1,5 milliard de dollars d'ici à la fin de l'année fiscale, notamment pour permettre à Boeing de digérer le rachat de McDonnell Douglas et notamment l'arrêt de la production d'avions civils de son ancien rival américain. De ce côté-ci de l'Atlantique, Airbus se targue d'avoir augmenté sa production de 50 % cette année, avec 15 avions par mois, sans avoir enregistré aucun retard de livraison.

Avec l'annonce de la réduction de ses effectifs, la direction de Boeing a voulu convaincre les investisseurs, qui malmenaient le titre à

Wall Street depuis quelques semaines, qu'elle voulait reprendre le contrôle de la situation. « Nous avons été aussi inefficaces que nous pouvions l'être », reconnaît Harry Stooeceph, directeur général de Boeing. « En devenant plus efficace, nous devrions être en mesure de licencier des employés », ajoute M. Stooeceph qui compte notamment sur « l'infatigabilité des liens avec les fournisseurs ». Message apparemment reçu et apprécié par les investisseurs, l'action ayant fait un bond de 3,45 % à New York mardi.

Les assurances de Boeing peuvent toutefois laisser sceptique. L'année qu'il s'achève sera une nouvelle fois faste pour l'avionneur en termes de prises de commandes. Fin novembre, les commandes s'élevaient à 524 appareils et Boeing peut raisonnablement espérer battre le résultat impressionnant de l'année 1996 (539 appareils). Ce gonflement du carnet de commandes va obliger le constructeur à augmenter son rythme de production en 1998 pour atteindre 43 appareils par mois. Certaines lignes de produits, comme les nouveaux 737, devront doubler leur production en quelques mois.

Christophe Jakubyszyn

Intel cherche à imposer ses composants dans toutes les familles d'ordinateurs

LE FABRICANT américain de semi-conducteurs Intel a annoncé mardi 16 décembre un accord avec le constructeur informatique américain Sun, qui devrait le conduire à élargir le champ d'utilisation de ses microprocesseurs aux ordinateurs très haut de gamme. Aux termes de cet accord, Sun adaptera son système d'exploitation Solaris à la future génération de microprocesseurs d'Intel, Merced, qui verra le jour en 1999.

Le système d'exploitation gère l'ensemble des fonctions d'un ordinateur. Solaris est un produit spécifique à Sun, développé selon le standard Unix. Il équipe les stations de travail d'ordinateurs sophistiqués utilisés par exemple pour la conception

de pièces mécaniques), ainsi que les serveurs (grands ordinateurs recelant les informations clés d'une entreprise). Merced est développé conjointement par Intel et le constructeur informatique Hewlett Packard.

Intel est crédité d'une part de marché de 50 % dans les stations de travail et ses microprocesseurs seraient présents dans 97 % des serveurs de moins de 10 000 dollars et dans 75 % des matériels coûtant de 10 000 à 25 000 dollars. En revanche, le fabricant est quasi absent des machines de plus de 250 000 dollars.

Ce dernier marché, très rentable, reste l'apanage des constructeurs d'ordinateurs comme Sun, Hewlett Packard, ou IBM, qui utilisent des

processeurs qu'ils ont eux-mêmes développés. Le cabinet d'études IDC considère qu'avec Merced, Intel peut gagner 11 % du marché des serveurs de plus de 250 000 dollars d'ici à 2 001, et que son poids dans les stations de travail progresserait à 86 %.

L'accord avec Sun intervient alors qu'Intel modifie sa stratégie de vente en direction des ordinateurs personnels (PC) plus classiques. Jusqu'à présent, toute nouvelle génération de processeurs était d'abord vendue au prix fort en direction des PC haut de gamme, puis les prix baissaient, permettant la diffusion dans des machines moins coûteuses.

Désormais, Intel veut, avec une seule famille de microprocesseurs composée de différents

« membres », viser simultanément tous les créneaux à la fois (PC d'entrée de gamme, de haut de gamme, portables). Cette famille sera, à partir de 1998, centrée sur le seul Pentium 2, vendu depuis mai.

L'un des enjeux est de ne pas rater le marché des PC à moins de 1 000 dollars. Aux États-Unis, ces machines devraient représenter un tiers des ventes de PC cette année, selon IDC, qui évoque une part de 50 % en 2 001. Sur ce créneau, les sociétés américaines AMD et Cyrix, dont les processeurs sont moins coûteux que ceux d'Intel, s'arrogent cette année 20 % du marché, toujours selon IDC.

Philippe Le Cœur

COMMUNICATION

LE MONDE/JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997

La qualité de diffusion des bouquets numériques est contestée

Un laboratoire indépendant épingle CanalSatellite et TPS pour la mauvaise qualité des images de certaines de leurs chaînes, alors que la haute définition est l'un des principaux arguments de vente de la technologie numérique

CONCURRENCE entre opérateurs, baisse des prix, attrait pour de nouvelles chaînes et une intense promotion ont concouru au succès des bouquets numériques. Cet engouement repose aussi, pour une bonne part, sur la qualité des images et du son proposée par la télévision numérique. Pour preuve, les slogans des trois bouquets : TPS se veut « la plus belle invention depuis la télévision », CanalSatellite propose « le meilleur du numérique », tandis qu'avec AB Sat, « on aime la télé ».

Ces professions de foi pouvaient laisser croire que numérique et haute définition étaient synonymes. Or, depuis avril, le Lab Sat, un laboratoire indépendant, empêche les opérateurs français de numériser tranquillement. Cet instrument de surveillance de la qualité de diffusion des bouquets numériques a été créé par le mensuel *Satellite TV Magazine*. Doté de près de 1 million de francs de matériels de mesures aux normes du Digital Videobroadcasting group (DVB), regroupement européen des industriels et opérateurs de la télévision numérique, le Lab Sat dresse chaque mois dans les colonnes du magazine le bilan de qualité des chaînes proposées. Et CanalSatellite, TPS ou AB Sat ont appris à redouter cet implacable palmarès, fait de cartons rouges ou verts.

La télévision numérique souffre encore de nombreux défauts visuels et sonores : images gelées ou saccadées, artefacts (carrés parasites isolés ou en blocs sur l'écran), mosaïque, mouvements saccadés, défaut de synchronisation, mauvais rendu des couleurs. Des imperfections plus ou moins fréquentes et visibles selon les bouquets et les chaînes. Pourtant, les opérateurs des bouquets défendent bec et ongles leur technologie. « Il n'y a pas photo entre la télévision numérique par satellite et la télévision hertzienne », clame Guy Huquet, directeur technique de CanalSatellite, un bouquet régulièrement épinglé par le Lab Sat.

Le discours est identique chez TPS : « Le numérique apporte une énorme évolution de la qualité par

rapport au hertzien », précise Gilles Mangars, directeur général adjoint chargé de la technique et de l'infomatique. « *Paris* », rétorque Christophe Camille, patron du Lab Sat. Selon lui : « Une bonne réception analogique Pal ou Secam - standards actuels de la télévision hertzienne - est actuellement d'une qualité supérieure à une réception numérique. Ses critiques et ses jugements contre les opérateurs défontants s'appuient sur les recommandations du DVB, dont Canal Plus est un membre fondateur, comme certains des partenaires de TPS.

Dans son guide 1997, le DVB préconise un débit de 9 Mbit/s « pour respecter la recommandation de l'Union internationale des télécommunications (UIT), afin d'obtenir une qualité professionnelle » en télévision numérique. Selon lui, « pour obtenir une image de qualité équivalente aux Pal, Secam et NTSC il est souhaitable d'utiliser un débit compris en 2,5 et 6 Mbit/s ». Depuis le début, CanalSatellite semble être la bête noire du Lab Sat, pour qui

les débits employés par le bouquet s'étagent de 2,5 Mbit/s à 4,5 Mbit/s. Or, selon l'édition du printemps 1997 de la Revue technique de l'union des diffuseurs européens (ETBU) « un débit d'au moins 8 à 9 Mbit/s doit être envisagé pour les programmes sportifs afin de garantir une bonne qualité d'image pour toute la gamme des sports proposés par les diffuseurs ».

NORMES OU RECOMMANDATIONS ?

Mois après mois, le laboratoire cloue au pilori certaines chaînes diffusées par CanalSatellite : Canal Jimmy, Eurosport, TMC, Planète, Disney Channel et les versions numériques de Canal Plus. « La plupart du temps, il n'y a aucune dégradation dans la transmission numérique », s'insurge Guy Huquet. Selon lui, il n'y a pas de

En un an, TPS a réuni 320 000 abonnés

Télévision par satellite (TPS) a annoncé, mardi 16 décembre, avoir rassemblé 320 000 abonnés. A l'origine, TPS, lancé le 17 décembre 1996, avait programmé de réunir 175 000 souscripteurs en un an. Le bouquet présidé par Patrick Le Lay, PDG de TF1, a presque doublé cette prévision pour son premier anniversaire. En rythme annuel de recrutement, entre janvier et décembre, TPS aurait conquis 54 % de parts de marché contre 46 % à son concurrent CanalSatellite, qui table sur plus de 650 000 abonnés fin 1997. TPS est contrôlé par TF1 (25 %), France Télévision Entreprises (France Télécom et France Télévision 25 %), M6 (20 %), CLT-UFA (20 %) et Suez-Lyonnais des eaux (10 %).

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : la direction de Libération et les syndicats sont parvenus à un accord. Le quotidien était à nouveau dans les kiosques, mercredi 17 décembre, après deux jours de non-parution, les 11 et 16 décembre, en raison d'une grève sur les salaires (Le Monde des 12 et 17 décembre). Selon le compromis entre les syndicats SUD et CGT et la direction, le budget des augmentations de salaires passe de 4 à 5 millions de francs, dont 500 000 francs, sont conditionnés par les résultats de l'entreprise.

■ **PUBLICITÉ** : le Comité national contre le tabagisme (CNCT) a choisi de montrer cinq films ultra-réalistes utilisés par les États nord-américains pour lutter contre le tabagisme. Conçus pour l'Ontario (Canada), le Massachusetts et la Californie (États-Unis), ils montrent en trente secondes les ravages causés par le tabac dans la réalité la plus crue. Cette campagne sera diffusée sur TF1 jusqu'au 31 décembre.

■ **TELEVISION** : RTL 9 devrait licencier vingt-quatre salariés à la fin décembre dans le cadre d'un plan de restructuration. Plusieurs émissions de plateau pourraient être supprimées par la chaîne contrôlée par la CLT-UFA. Onze autres salariés du bureau local de RTL 9 à Metz pourraient être reclassés au Luxembourg au sein de la CLT-UFA.

■ **PRIX** : les journalistes du bureau de l'Agence France-Presse à Alger, Bouker Belkadi, Alain Bommennel et Amer Ouall, ont reçu, lundi 15 décembre, à titre collectif, le prix Pierre-Lazareff 1997 pour trois reportages sur les violences en Algérie.

■ **Le prix de l'Inatèque de France**, destiné à « encourager le développement d'un savoir critique sur la radio et la télévision », a été remis, jeudi 4 décembre, à Jean-Michel Utard, de l'université Strasbourg-III, pour sa thèse sur *Arte, information télévisée et construction d'un point de vue transnational*.

Guy Duthell

Ouverture de négociations à Radio-France

AU LENDEMAIN de la grève de France 3, Michel Boyon, PDG de Radio-France, prend quelques précautions afin d'éviter que le mouvement qui a paralysé la chaîne des régions durant onze jours se répète dans son établissement. Lors du comité central d'entreprise, qui s'est réuni mardi 16 décembre, il a annoncé l'ouverture, à partir du vendredi 19 décembre, d'une négociation sur les salaires, la durée du travail et l'emploi.

Ces propositions n'ont pas empêché les syndicats d'émettre un avis négatif sur le budget 1998, qui s'élève à 2,7 milliards de francs, et de suspendre la séance. Dans un texte voté à l'unanimité, les élus du CE estiment que « les 37 millions de francs d'économies imposées à Radio-France pour 1998, qui font suite aux économies déjà réalisées en 1997, ne permettent plus à Radio-France de remplir sa mission de service public dans des conditions acceptables pour les auditeurs et par les personnels ». A propos des 26 millions de francs provisionnés pour Le Mouvement, la radio jeune du service public, les syndicats estiment que, « dans ces conditions, la vie du Mouvement, notam-

ment, risque de peser sur la vie de la société ». La décision concernant la poursuite ou l'arrêt de cette expérience, lancée au printemps, devrait être prise à la mi-janvier, lorsque les études menées par le service juridique et technique de l'information (STJI) et par un cabinet spécialisé auront été remises à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.

TRENTE-CINQ HEURES

« Cette absence de souplesse ne permettra pas non plus de financer les conséquences des négociations sociales en cours et à venir, annoncées par le président », ont, par ailleurs, estimé les syndicats. Après avoir précisé que la direction de Radio-France a suivi très attentivement le déroulement de la grève de France 3, Michel Boyon a annoncé qu'il comptait consacrer aux mesures d'évolution salariale un budget comparable à celui de France 3, en proportion du nombre des collaborateurs. La discussion sur ce point devrait débiter par un examen de l'application du plan Servat, élaboré après la grève de l'automne 1994 et qui prévoyait une revalorisation des

salaires des journalistes sur trois ans.

En matière de temps de travail, la direction de France 3 a déjà planché avec certaines directions de l'entreprise, sur l'expérimentation des trente-cinq heures dans certains services. M. Boyon a précisé que son objectif est d'arriver à un accord-cadre dans le courant du second semestre 1998.

Sur l'emploi, M. Boyon a promis la création de douze postes supplémentaires, en plus de ceux du Mouvement, ainsi qu'une négociation qui pourrait permettre, dans le cadre d'un calendrier précis, la titularisation des cachetiers.

A la veille d'un mois de janvier qui s'annonce difficile en raison de la décision sur le Mouvement et des demandes des personnels attisés par la grève de France 3, M. Boyon tente de prendre les devants et d'échapper au dépôt d'un préavis de grève. De cette manière, il prend aussi date avec son ministère de tutelle, qui ne pourra pas lui reprocher d'être resté inerte s'il vient réclamer des moyens supplémentaires.

Françoise Chivot

Canal Plus pourrait diffuser des films le vendredi dès 21 h 30

PREMIERS effets concrets de la dérégulation audiovisuelle, Canal Plus demande un réaménagement de ses heures de diffusion de films le vendredi soir. Alors que les chaînes payantes diffusent par câble et par satellite Cinéstar 1, Cinéstar 2, Cinéstar 3, Cinéstar 4 et Cinéstar 5 (ces deux dernières étant filiales de Canal Plus) programmant déjà des longs métrages le vendredi à partir de 20 heures 30, Canal Plus a négocié un accord avec le Bureau de liaisons des industries cinématographiques (BLIC) pour proposer ce jour-là à ses abonnés un film non plus à partir de 23 heures, mais dès 21 h 30.

Jusqu'à présent le cahier des charges de la chaîne cryptée stipulait qu'elle ne pouvait diffuser de longs métrages avant une heure avancée le vendredi, afin de préserver la fréquentation des

salles de cinéma. Selon le BLIC, « il s'agit d'un petit sacrifice que la profession cinématographique peut effectuer dans la mesure où la fréquentation en salle se porte assez bien. Toutefois, ce film programmé plus tôt ne devra pas être une locomotive pour les salles. Il ne saurait s'agir de longs métrages ayant réalisé plus d'un million d'entrées en salles ».

Si le BLIC a donné son accord, en refusant toutefois d'ouvrir des négociations de ce type avec les chaînes hertziennes en clair, le CSA devra encore avaliser cette opération. Les neuf sages ont, par ailleurs, entériné, mardi 16 décembre, une modification du cahier des charges de

France 2 et France 3, pour que les deux chaînes publiques diffusent, à l'instar de TF1 et M6, des émissions de promotion du cinéma dans des émissions spécifiques (bandes-annonces des nouveaux films) sortis en salles chaque semaine. Le CSA doit donner son avis sur le cahier des charges des deux chaînes, qui intègre la signalétique anti-violence, les obligations de productions signées avec l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) et les obligations cinématographiques, soit la diffusion de 192 films, soit les mercredis et les vendredis soir.

Nicole Vulser

Publicis doit suspendre à nouveau son OPA

LE GROUPE FRANÇAIS DE PUBLICITÉ PUBLICIS n'aura en que quelques heures pour présenter son offre publique d'achat (OPA) aux actionnaires de True North et déposer son dossier auprès des autorités boursières américaines (SEC). Le groupe américain basé à Chicago (Illinois) vient pour la seconde fois d'obtenir la suspension de l'OPA hostile menée par le français grâce à un jugement en référé rendu mardi 16 décembre par un tribunal du Delaware.

L'OPA de Publicis est bloquée au moins jusqu'au 22 décembre. Parallèlement, l'essentiel de la bataille se passant désormais devant les tribunaux, un autre jugement est attendu, jeudi 18 décembre. Un tribunal de Chicago se prononcera, à la demande de Publicis, sur le caractère illégal ou non de la fusion en cours entre Bozell et True North que Publicis souhaite bloquer. Le juge pourrait obliger True North à repousser la date de l'assemblée générale - fixée au 30 décembre - censée entériner sa fusion avec Bozell.

La participation

En vente en librairie ou par correspondance à la documentation française
124, rue Henri Badoux - 93308 Aubervilliers cedex
Tél. : 01 48 39 56 00 - Fax : 01 48 39 56 01
Seul de part 20 F TTC

La participation vise, par le partage des résultats économiques de l'entreprise, à mieux associer les salariés à son fonctionnement tout en favorisant la constitution d'une épargne collective et le développement des investissements. Ces ouvrages apportent des informations indispensables à l'ensemble des acteurs du monde de l'entreprise.

Ministère de l'emploi et de la solidarité

Pour recevoir le catalogue des publications, s'adresser à la DAGEMO - BECI
39 - 43, quai André Citroën - 75739 Paris - Cedex 15
E-Mail : www.travail.gouv.fr

INSTITUT FRANCO-MAGHREBIN PARIS.
Cours de Vacances Noël
Prép. Bac I, ES, S.
Remise à niveau, Français Arabe.
BACS Français, Maghrébin.
Tél / Info RDV :
01.48.89.71.84.
HADJI EDDINE

هكذا من راصل

■ LA BOURSE de Séoul a gagné 3,52 %, à la veille de l'élection présidentielle. L'espoir d'une amélioration sous le nouveau gouvernement a redonné confiance au marché.

■ L'OR a ouvert en hausse mercredi 17 décembre à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 286,20-286,50 dollars, contre 283,30-283,80 dollars mardi en clôture.

■ LES VALEURS japonaises ont fini en hausse de 3,48 % mercredi, après l'annonce d'une baisse surprise des impôts au Japon. Le Nikkei a gagné 555,85 points, à 16 541,06 points.

■ LE DOLLAR plongeait à Tokyo après l'annonce du plan de relance de l'économie par le premier ministre japonais. En début d'après-midi, le dollar valait 126,92 yens.

■ PARIS a fortement progressé, mardi 16 décembre. L'indice CAC 40 a gagné 2,6 % à 2 912,18 points. Le volume d'échanges a totalisé 13,2 milliards de francs.

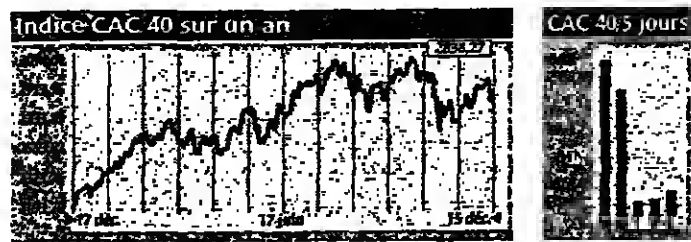
LES PLACES BORSIÈRES

Repli à la Bourse de Paris

LA BAISSA DU DOLLAR qui est intervenue après l'annonce du plan de redressement de l'économie japonaise a stoppé net la progression de la Bourse de Paris. En hausse de 0,13 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait au cours de la journée un repli de 0,40 %, à 2 900,60 points. La veille, le marché parisien avait terminé en forte hausse de 2,60 % dans le sillage de l'appréciation du billet après la publication de bonnes statistiques américaines concernant l'inflation. Le dollar est revenu à 5,9150 francs contre 5,9770 francs mardi soir à Paris.

La banque d'investissement Merrill Lynch a estimé que la crise en Asie allait faire baisser d'au moins 0,5 % le rythme de croissance aux Etats-Unis l'année prochaine et que celui-ci atteindrait 2,5 % contre 4 % cette année. Selon Merrill Lynch, la banque centrale américaine (Fed) devrait également baisser ses taux l'année prochaine, pour faire face aux risques de déflation.

Le marché continue à réagir aux



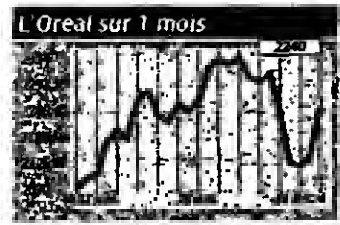
nouvelles financières annoncées par les sociétés. Sodeho Alliance reculait de 5,2 % après l'annonce d'une baisse de plus de 21 % de son résultat annuel. Plusieurs analystes

restent favorables à la société, la société de Bourse Cheuvreux de Vieux, en revanche, vient de déclasser ce titre, indiquant un gestionnaire.

L'Oréal, valeur du jour

BONNE SÉANCE, pour L'Oréal, mardi 16 décembre, à la Bourse de Paris. L'action du groupe de cosmétiques s'est appréciée de 4,77 %, à 2 240 francs. Le titre a, selon les observateurs, bénéficié d'une recommandation à l'achat de la banque d'investissement JP Morgan. La banque prévoit une croissance de 13,5 % du bénéfice annuel par action du groupe entre 1997 et 2000. JP Morgan ajoute que la récente faiblesse du cours de l'action offre aux investisseurs un point d'entrée favorable.

table dans ce que la banque considère comme l'un des « meilleurs parcours de croissance dans l'industrie des cosmétiques ».



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	12/12	21/12
Ernst & Young	280,90	+15,11
SAATCHI & SAATCHI	451,80	+13,57
Reckitt	254	+7,83
Galeries Lafayette	280	+5,42
OPR	471	+13,42
Colson	493	+13,45
Metaleurop	54,90	+13,42
Chenest	302,10	+13,41
CS Sigmas (SEF)	179,50	+13,41
Cap Gemini	477	+13,41

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	12/12	21/12
Société Générale	285	-1,55
C.C.F.	417	-1,55
CGP	1875	-1,55
Fininvest	107,30	-1,55
Franspays Bel	420	-1,55
Comptoir A	395	-1,55
Sagem SA	279	-1,55
Rhone-Poulenc A	253,50	-1,55
Bouygues	646	-1,55
Banque Paribas	527	-1,55

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
SEANCE, 12h30	12/12	21/12
ACF-Asiatic France	221,20	+11,20
Paribas	357,85	+11,20
Danone	168,25	+11,20
C.C.F.	416,17	+11,20
BP Aquitaine	251,03	+11,20
Société Générale	140,09	+11,20
LVMH Moët Hennessy	110,19	+11,20
Asa	228,52	+11,20
Rhone-Poulenc A	394,58	+11,20
Eaux (Cie des)	118,93	+11,20

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	12/12	21/12
Securinvest	100	+2,46
Sabot SA	85	+2,46
Paro Keltia	113	+2,46
Mad-LiverProfit	33	+2,46
Clyde (Ly)	42,75	+2,46

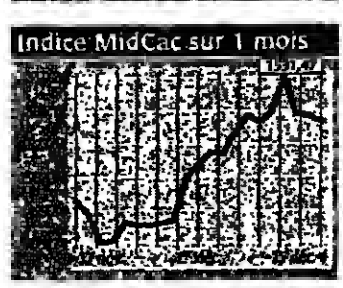
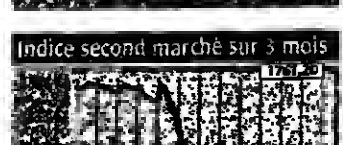
Cours au 12/12	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	12/12	21/12
Le Wagon Rouge	54,10	-1,55
Soko (Ly)	7	-1,55
CompEuro-Tel-Cel	292	-1,55
S.T. Dupont	38	-1,55
Flammarion SA	185	-1,55

INDICES SBF 120-250 MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1950,45	+0,10
Ind. gén. SBF 250	1850,36	+0,04
Ind. Second Marché	1161,20	+0,13
Ind. Mid-Cac	151,47	+0,16

NEW YORK LONDRES MILAN FRANCFORT

DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30
-----------	--------	--------	--------



Nouvelle et forte hausse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé sur une nette hausse mercredi 17 décembre, en réaction à l'annonce d'une baisse surprise d'impôts au Japon. L'indice Nikkei a gagné 3,48 %, à 16 541,06 points. Cette hausse de l'indice japonais est la sixième plus importante de l'année. Le Premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a annoncé dans la matinée une réduction d'impôts exceptionnelle de 2 000 milliards de yens (90 milliards de francs) sur l'année fiscale en cours pour relancer l'économie nationale. L'annonce de la réduction d'impôts a suscité des achats qui ont fait gagner jusqu'à 5 % au Nikkei, mais bon nombre d'investisseurs ont préféré opter pour la prudence, convaincus que cette mesure ponctuelle ne serait pas suffisante pour empêcher l'économie japonaise de sombrer

dans la récession. La veille, à Wall Street, les valeurs américaines, stimulées par le rebond des titres de technologie, avaient terminé en hausse en gagnant 0,68 %, à 7 996,31 points après un plus-haut de 8 020. En Europe, la Bourse de Londres a terminé en hausse de 1,56 % à 5 203,4 points et celle de Francfort s'est appréciée de 0,59 % à 4 083,97 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 12/12	Cours au 12/12	Var. %
Paris CAC 40	2 900,60	-0,11
New-York NYSE	7 996,31	+0,68
Tokyo Nikkei	16 541,06	+3,48
Londres FT100	5 203,4	+1,56
Francfort DAX 30	4 083,97	+0,59
Bruxelles C20	2 974,90	+0,30
Bruxelles C25	2 442,50	+0,34
Madrid IBEX 35	6 21,74	+0,36
Stuttgart DAX 30	2 534,05	+0,36
Londres FT100	5 203,4	+1,56
Hong Kong Hang Seng	10 851,15	+1,72
Singapore Straits	1 600,34	+1,72

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
Alcoa	69,68	+0,37
Allied Signal	36,87	+0,37
American Express	89,68	+0,37
AT & T	56,93	+0,37
Bearing Co	50,43	+0,37
Caterpillar Inc.	48,81	+0,37
Chevron Corp.	75,75	+0,37
Coca-Cola Co	63,68	+0,37
Du Pont Nemours & Co	62,12	+0,37
Eastman Kodak Co	54,26	+0,37
Essex Corp.	63,56	+0,37
Gen. Motors Corp.	64,68	+0,37
Gen. Electric Co	75,43	+0,37
Goodyear Ty & Rubber	65,43	+0,37
Hewlett-Packard	63,37	+0,37
IBM	109,56	+0,37
Intl Paper	73,56	+0,37
J.P. Morgan Co	119,37	+0,37
Johnson & Johnson	65,31	+0,37
McDonalds Corp.	45,64	+0,37
Merck & Co Inc.	106,68	+0,37
Nimmoz Mng. & Mfg	89,87	+0,37
Philips Mfg	45,25	+0,37
Procter & Gamble Co	83,37	+0,37
Sears Roebuck & Co	44,18	+0,37
Travelers	54,87	+0,37
Union Carb.	46,82	+0,37
Uni Tech Int	73,37	+0,37
Wal-Mart Stores	40,81	+0,37

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
Alfred Lyons	5,34	+2,4
Barclays Bank	15,79	+1,39
B.A.T. Industries	5,47	+4,4
British Aerospace	17,50	+1,44
British Airways	5,47	+5,3
British Petroleum	5,14	+1,4
British Telecom	4,77	+4,73
B.T.R.	1,80	+1,80
Cadbury Schweppert	6,28	+6,20
Eurotunnel	0,60	+0,60
Essex	7,49	+7,49
Finco Wellcome	14,22	+14,17
Glanville Group Plc	8,71	+8,55
Grand Metropolitan	5,85	+5,82
Gulmest	5,85	+5,85
Harmon Plc	0,87	+0,87
Imperial Chemical	9,48	+9,25
Legal & Gen. Corp	5,21	+5,11
Lloyds TSB	7,52	+7,38
Martins & Spencer	6,08	+6,04
National Westminster	9,54	+9,25
Peninsular Oriental	6,53	+6,54
Reubens	6,45	+6,44
Satchell and Satchell	1,10	+1,10
Shell Transport	4,46	+4,33
Tate and Lyle	4,86	+4,89
Zeneca	19,89	+19,85

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Cours au 12/12	Var. %	Var. %
Albany Holding N	425,70	+0,6
Beif AG	61,90	+0,6
Bayer AG	61,75	+0,12
Bay HypoWechselt	81,70	+0,12
Bayer Vertriebsbank	111,80	+0,12
Bayer AG	1320	+0,12
Commerzbank	64,75	+0,12
Daimler-Benz AG	122,60	+0,12
Deutsche Bank AG	123,30	+0,12
Deutsche Telekom	75,30	+0,12
Dresdner Bank AG FR	81,40	+0,12
Henkel VZ	109,20	+0,12
Hoechst AG	64,05	+0,12
Karstadt AG	610	+0,12
Linde AG	1025	+0,12
Mann AG	516	+0,12
Mannesmann AG	841	+0,12
Metro	78,20	+0,12
Muench Ruc N	632	+0,12
Preussag AG	497	+0,12
Rwe	40,60	+0,12
Sap VZ	540,50	+0,12
Schering AG	171,30	+0,12
Siemens AG	102,40	+0,12
Thyssen	390,50	+0,12
Veolia AG	113,70	+0,12
Viel	933	+0,12
Volkswagen VZ	751	+0,12

New York. Dow Jones sur 3 mois

LES TAUX

Baisse initiale du Matif

LE MARCHÉ obligataire français était orienté à la baisse, mercredi 17 décembre. Dès les premières transactions, le contrat notional du Matif perdait 16 centimes à 101. La veille, le notional avait terminé sur un repli de 6 centimes. Sur le marché obligataire américain, le rendement moyen sur l'obligation du Trésor à 30 ans est resté stable à 5,965 %, contre 5,97 % la veille.

Les marchés attendaient les détails du plan de relance

Notionnel 5,5 % première échéance, 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux au 12/12	Taux au 12/12	Taux au 12/12	Indice des prix
France	3,31	5,27	5,82
Allemagne	3,30	5,27	5,83
Grande-Bretagne	7,12	6,28	NC
Italie	5,06	5,25	6,25
Japon	0,64	1,86	NC
Etats-Unis	5,56	5,79	5,93

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 12/12	Taux au 12/12	Indice
Fonds d'Etat à 3 ans	4,22	4,21
Fonds d'Etat à 5 ans	5	4,96
Fonds d'Etat à 10 ans	5,47	5,42
Fonds d'Etat à 15 ans	5,61	5,77
Fonds d'Etat à 20 ans	6,39	6,35
Obligations françaises	5,76	5,79
Fonds d'Etat à TME	1,95	1,96
Fonds d'Etat à TRE	2,18	2,15
Obligat. franc. à TME	2,30	2,28
Obligat. franc. à TRE	2,07	2,07

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Actif	Actif	Actif	Actif
12/12	12/12	12/12	12/12
1 mois	3,36	3,36	3,36
3 mois	3,36	3,36	3,36
6 mois	3,36	3,36	3,36
1 an	3,36	3,36	3,36

MATIF

Échéances 12/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 5,5 %	38479	101,36	101,36	101,36	101,36
Mars 98	92914	101,36	101,36	101,36	101,36
juin 98	2	101,36	101,36	101,36	101,36

PIBOR 3 MOIS

Échéances 12/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec. 97	4552	95,35	95,35	95,35	95,35
Mars 98	24573	95,35	95,35	95,35	95,35
juin 98	3054	95,35	95,35	95,35	95,35
Sept. 98	3057	95,35	95,35	95,35	95,35

ECU LONG TERME

Échéances 12/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec. 97	412	100,86	100,86	100,86	100,86
Mars 98	834	100,86	100,86	100,86	100,86

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

Échéances 12/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec. 97	9073	2861,50	2861,50	2861,50	2861,50
Janvier 98	1031	2861,50	2861,50	2861,50	2861,50
Février 98	1	2861,50	2861,50	2861,50	2861,50
Mars 98	1167	2861,50	2861,50	2861,50	2861,50

LES MONNAIES

Recul du dollar

LE DOLLAR se repliait nettement face au franc et au deutschemark, mercredi 17 décembre. Au cours des premières transactions interbancaires, la devise américaine s'échangeait à 5,9330 francs et à 1,7713 deutschemark contre 5,9770 francs et 1,7847 deutschemark mardi soir.

La tendance était identique à Tokyo où le billet vert baissait nettement après l'annonce du plan de relance de l'économie par le Premier ministre Ryutaro Hashimoto,

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours 12/12	% 12/12	Actif	Actif
Allemagne (100 dm)	334,9500	-0,89	322	346
Belgique (100 F)	6,6280	-0,15	6,6400	6,6400
Canada (100 C)	5,9420	-0,44	5,9400	5,9400
Corée (100 W)	16,2315	-0,08	15,8300	16,2900
France (100 F)	297,2200	-0,02	—	—
Grèce (100 dr)	3,4170	-0,04	3,1500	3,6900
Irlande (100 Ir)	87,9100	-0,05	82	82
Israël (100 S)	8,2600	-0,42	8,2600	9,1000
Italie (100 L)	9,7240	-0,29	9,3300	10,1800
Grèce (100 dr)	2,1235	-0,16	1,8000	2,3000
Suède (100 S)	76,5800	-0,36	70	80
Suisse (100 F)	414,5700	-0,02	400	424
Norvège (100 N)	81,4400	-0,47	76,5000	85,5000
Autriche (100 S)	47,6800	-0,01	45,6500	48,7500
Espagne (100 pes.)	3,9385	-0,08	3,6500	4,2500
Portugal (100 esc.)	3,2750	—	2,9000	3,6000
Canada (100 C)	4,1851	-0,26	3,6900	4,4900
Corée (100 W)	4,5109	-0,31	4,3600	

SCIENCES Des physiciens de l'université d'Innsbruck viennent de réussir une opération de téléportation, terme qui semblait jusque-là réservé aux amateurs de science-fiction.

● **COMME** le révèle la revue scientifique *Nature* du 11 décembre, ces spécialistes de mécanique quantique ont recréé à distance un photon aux propriétés bien spécifiques. ● **CETTE** EX-

PÉRENCE, dont le scénario théorique avait été rédigé en 1993 par une équipe de chercheurs dirigés par l'Américain Charles Bennett, est un pas de plus dans une discipline en

pleine expansion, la physique quantique, qui pourrait bientôt révolutionner le monde de l'informatique et des télécommunications. ● **LA** MISE AU POINT d'un ordinateur de cette na-

ture, fort difficile au demeurant, permettrait par exemple de décoder sans problème toutes les clés cryptographiques qui protègent entre autres le commerce électronique sur Internet.

Des chercheurs autrichiens ont réussi à téléporter des particules

La mécanique quantique permet de surprenantes opérations. Certaines d'entre elles font aujourd'hui l'objet d'intenses recherches pour développer une nouvelle forme d'informatique qui ne refuse pas la téléportation

« **CAPITAINE Kirk** à l'entrepris. **Téléportation.** » L'espace scintille et le héros de la série « Star Trek », qui arpente le sol d'une planète lointaine, disparaît et se retrouve presque instantanément dans la salle de commandes de son vaisseau spatial. Quand il s'agit de rêver, les auteurs de science-fiction ne sont pas en peine d'imagination, la physique doit-elle en souffrir. Pourtant, leurs scénarios ne sont pas aussi absurdes qu'il y paraît. Au point que les spécialistes de la mécanique quantique se plaisent à utiliser les propriétés « bizarres et paradoxales » de cette discipline pour créer des expériences de « téléportation quantique ».

Pas question pour eux de téléporter le moindre représentant d'une hypothétique Star Fleet, un animal si petit soit-il, ou même un atome. Les adeptes de Star Trek devront attendre. Cette téléportation qui préserve l'original n'est pas pour demain. Mais celle, plus destructrice et pas instantanée, qui conduit à faire des répliques de particules est bien de notre temps. Voici quatre ans, un groupe de six chercheurs conduits par Charles Bennett d'IBM a en effet proposé un scénario subtil mettant en jeu des grains de lumière, des photons, permettant de reproduire à distance l'objet original que l'on voulait téléporter. Las, cet original est détruit au cours de l'opération, ce qui fait que l'on n'obtient qu'une copie à la fin de l'expérience.

Loin de réaliser la téléportation de matière, ce scénario, hier encore théorique, permet de téléporter de l'information et ouvre ainsi un champ nouveau de recherches à une discipline en pleine expansion : l'informatique quantique, qui, demain, pourrait bien avoir son mot à dire dans le monde de l'informatique, de la cryptographie et des télécommunications. Une nouvelle pierre de cet édifice en cours de construction est la démonstration par une équipe de chercheurs autrichiens de l'université d'Innsbruck dirigés par Anton Zeilinger que l'expérience

proposée en 1993 par le groupe de Charles Bennett est possible. Anton Zeilinger a pu, comme le révèle la revue scientifique *Nature* du 11 décembre, extraire de l'information contenue dans un photon C et, par le truchement d'un photon B, la téléporter vers un photon A qui, ce faisant, a pu se « grimer » en un photon C et en adopter le comportement. De l'information a ainsi été transférée d'un point à un autre par téléportation quantique, mais le prix à payer a été la destruction pure et simple de l'original. Cette expérience dont le contenu détaillé échappe au commun des mortels et dont Einstein ne croyait pas qu'elle fût possible, reste un pur produit de recherche fondamentale.

VANTARDISE ?

« Avec sa belle expérience, précise Philippe Grangier, directeur de recherches à l'Institut d'optique théorique appliquée (CNRS), l'équipe d'Innsbruck a validé le principe du scénario proposé par Bennett. Ce résultat très significatif n'est cependant pas encore tout à fait l'expérience idéale rêvée par Bennett et qui, n'en pas douter, s'annonce beaucoup plus difficile à réaliser. » Malgré cela, poursuit Philippe Grangier, on peut déjà imaginer des systèmes « à double téléportation » qui permettraient à deux personnes d'échanger des messages confidentiels par l'intermédiaire d'un tiers qui ne connaîtrait pas le contenu des messages mais autoriserait leur échange.

On nage en pleine fiction, et les choses nous échappent un peu. A cela près cependant que cette fameuse mécanique quantique a rudement secoué le petit monde de la cryptographie en 1994 quand Peter Shor des Bells Labs s'est déclaré capable de casser les codes de cryptage en vigueur aujourd'hui. Vantardise ? Certains ont pu le croire tant la difficulté à la faire est réelle. Actuellement, la sécurité des transactions est assurée par le système de cryptographie RSA (pour Rivest, Shamir et Adleman, ses inventeurs). Il s'appuie

sur une constatation très simple : il est beaucoup plus facile de multiplier une série de nombres premiers que de les retrouver à partir de leur produit (opération mathématique appelée factorisation).

MISSION IMPOSSIBLE ?

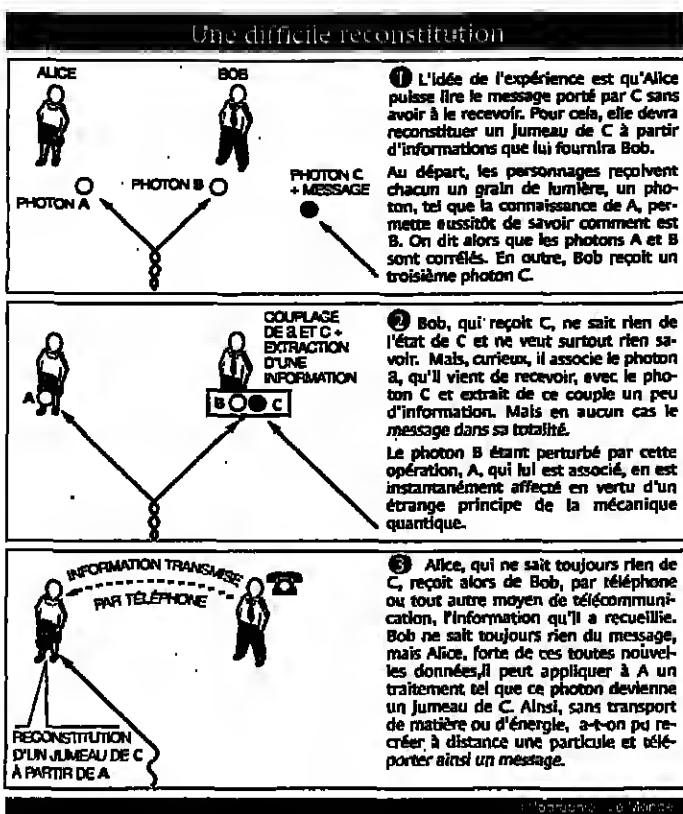
Ainsi, il suffit d'un crayon et d'une feuille de papier pour multiplier 3 251 par 5 939. En revanche, retrouver ces deux nombres entiers à partir de leur produit, 19 307 689, est une opération hasardeuse, même avec une bonne calculatrice. Le RSA fonctionne selon ce principe, mais avec des clés comptant 150 à 300 chiffres. Lorsque l'on sait qu'il faut des ordinateurs géants et plusieurs mois pour factoriser un nombre à 129 chiffres - le record actuel -, on comprend que le RSA soit un système de cryptage sûr. D'autant que le temps passé par un ordinateur pour factoriser un nombre croît de manière exponentielle avec sa taille.

Mission impossible ? Pas pour Peter Shor, qui a démontré de façon magistrale qu'avec un ordinateur quantique fonctionnant

avec la mécanique du même nom, il était théoriquement capable de factoriser sans peine. L'affaire a fait grand bruit. Mais le petit monde de l'informatique s'est calmé, car de telles machines, capables de s'affranchir des contraintes du langage binaire (0 ou 1) de nos ordinateurs et de prendre en compte toute valeur comprise entre ces deux chiffres, ne sont pas près de voir le jour. Voir. Aux dernières nouvelles, des chercheurs auraient réussi à faire une opération de hase du genre 2 x 2. On est encore loin du but.

Mais des équipes britanniques, suisses, américaines et françaises ont déjà préparé leur riposte en développant une cryptographie elle aussi quantique dont les codes, portés par des photons, seraient inviolables. Pourquoi ? Pour la raison simple, nous apprend cette étrange physique, que le fait même pour un pirate de vouloir mesurer leurs caractéristiques suffit à les faire changer de nature. Avis aux hackers du prochain millénaire.

Jean-François Augereau et Pierre Barthélémy



Comment créer un jumeau à distance

LA TÉLÉPORTATION n'est plus l'apanage des auteurs de science-fiction. Il y a quatre ans, une équipe de six chercheurs dirigée par l'Américain Charles Bennett, d'IBM, a proposé un astucieux scénario théorique permettant à des particules de réaliser cette prouesse. Anton Zeilinger et ses collègues de l'université d'Innsbruck viennent de démontrer sa validité.

L'affaire n'est pas simple. Pour comprendre l'idée de Bennett et consorts, imaginez l'envoi d'un message secret dont le porteur serait un grain de lumière, un photon nommé C. Imaginez encore que deux autres particules, une paire de photons, que l'on appellera A et B, se dirigent vers leurs deux destinataires, situés à des milliers de kilomètres l'un de l'autre. Ces deux photons judicieusement choisis ont la propriété d'être corrélés, ce qui, en termes de mécanique quantique, signifie que, quelle que soit la distance qui les sépare, le fait de mesurer les caractéristiques

de l'un - la polarisation, par exemple - permet aussitôt de déterminer celles de l'autre. L'existence de telles paires de photons prévues par la mécanique quantique avait été magnifiquement confirmée voici quinze ans par Alain Aspect, Philippe Grangier, Jean Dalibard et Gérard Roger, de l'Institut d'optique théorique appliquée de Saclay (Le Monde du 15 décembre 1982).

Supposons alors qu'un observateur reçoive à la fois B et C et que, par toute une série de manipulations, il parvienne à extraire de ce couple détruit par l'opération une certaine information, incomplète, sur le message de C. Le photon B ayant été perturbé par le photon C, même à distance, A en est instantanément affecté du fait de leur corrélation. Cet observateur peut alors, par voie téléphonique, transmettre le résultat de sa mesure au destinataire du message, celui qui reçoit A. Ce faisant, ce dernier ne dispose toujours pas du message complet de C. Mais il est alors

en mesure de lier cette information au photon A, qui, via un minimum de cuisine quantique, peut se transformer en un jumeau de C.

On ne saurait être plus compliqué tant il aurait été facile à l'expéditeur de dialoguer directement avec son destinataire sans avoir à passer par un troisième et peut-être douteux personnage. Cependant, du point de vue de la physique, et bien qu'il ait fallu recourir au téléphone - d'où l'absence d'instantanéité de l'opération chère aux fans de Star Trek -, cette expérience permet bien la téléportation d'une particule, ou, comme le disent les physiciens, d'un état quantique. Certes, dans cette « manip », il n'y a ni transport à distance de matière ni transport d'énergie, mais recreation exacte d'un objet spécifique qui aurait pu se trouver à l'autre bout de la Galaxie.

J.-F.A. et P.B.

Un parlementaire recommande la transparence dans la gestion des déchets nucléaires militaires

MURUROA et Fangataufa, les atolls français du Pacifique qui ont été le théâtre, entre 1966 et 1996, de 181 essais nucléaires, doivent être considérés définitivement comme des « sites de stockage de déchets nucléaires qui devront être gérés avec toutes les précautions qui s'imposent ». Cette recommandation figure parmi les conclusions du rapport de Christian Bataille, député (PS) du Nord, consacré à la gestion des déchets nucléaires militaires de haute activité et adopté, mercredi 10 décembre, par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST).

M. Bataille estime que les essais atmosphériques (41, effectués avant 1975) réalisés par la France dans le Pacifique ont été « particulièrement polluants » et que les travailleurs et les populations avoisinantes devaient faire l'objet « d'études épidémiologiques poussées et réalisées dans des conditions claires ». Les essais souterrains, stoppés en 1992 par François Mitterrand, puis repris en 1995 - pour six tirs - à la demande de Jacques Chirac, sont aujourd'hui définitivement abandonnés. Le démantèlement des installations du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) devrait être achevé dans le cours de l'année 1998.

Après une visite sur le site, M. Bataille considère qu'« il n'y a pas pour le moment de risque de dissémination de la radioactivité enfermée dans le socle des atolls ». Pourtant, le député juge qu'« on ne peut préjuger de l'avenir » et que le principe de précaution implique que les atolls restent inhabités et surveillés « bien

au-delà des dix années actuellement prévues ». Il est « nécessaire » de lever le secret défense qui entoure l'atoll afin d'apprécier les conséquences « environnementales et éventuellement sanitaires » de ces essais nucléaires. M. Bataille compte aussi sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui devrait être rendu en 1998, pour s'assurer de la qualité des informations qui lui ont été fournies par les autorités militaires.

Concernant la gestion des déchets nucléaires militaires présents en métropole, M. Bataille considère que « les problèmes posés sont sérieux, mais pas insurmontables ». Ces déchets sont majoritairement contaminés par des émetteurs alpha, beaucoup moins pénétrants que les rayonnements gamma que l'on ren-

contre dans le nucléaire civil. En outre, les volumes de déchets issus du secteur militaire sont infiniment plus faibles que ceux issus de la filière électro-nucléaire. Mais ils comprennent fréquemment du plutonium, particulièrement toxique.

Aussi le député s'est-il intéressé au centre du Commissariat à l'énergie atomique de Valduc (Côte-d'Or), chargé de la production et de la maintenance des armements nucléaires. Ce site a accueilli depuis 1975, au rythme de 50 m³ par an, quelque 1 250 m³ de déchets contenant du tritium, pour une capacité totale de 1 760 m³. M. Bataille souligne que Valduc n'a pas le statut de centre de stockage et qu'il faudra bien, « un jour ou l'autre », trouver une destination définitive pour ces déchets.

Une délégation interministérielle pour l'aval du cycle nucléaire

Considérant que déchets militaires et civils devront terminer leur vie dans des installations similaires, Christian Bataille propose d'harmoniser leur gestion. Il souhaite à cet effet la création « auprès du premier ministre » d'une délégation interministérielle placée sous l'autorité conjointe des ministères de l'Industrie, de l'Environnement, de la Santé et de la Défense. La dispersion actuelle entre diverses administrations de ce dossier « qui conditionne l'avenir de notre politique énergétique » lui paraît peu satisfaisante. « Le ping-pong entre les ministères (de l'Industrie et de l'Environnement) aboutit à une non-décision », par exemple, sur la question des laboratoires souterrains d'étude du stockage des déchets, assure-t-il. Ces attermolements freinent la mise en œuvre de la loi de 1991 sur la gestion des déchets nucléaires, dont il est à l'origine. Une délégation légère, qui pourrait s'appuyer sur les services compétents (DSIN, IPSN, OPRJ), lui semblerait préférable. Peut-on voir dans cette proposition l'ébauche d'un ministère de l'énergie français ? « La question peut être posée », assure le député.

Le rapporteur se demande aussi si le site de Marcoule (Gard), où a été produit et isolé le plutonium destiné à la force de frappe, ne s'est pas transformé lui aussi en un centre de stockage de déchets radioactifs. Ceux-ci sont entreposés dans de simples fûts « dont quelques-uns sont en mauvais état ou dans des fosses situées à l'extérieur », ce qui ne correspond aucunement « à nos conceptions actuelles de la sûreté (...) des installations nucléaires ». Selon Christian Bataille, le programme d'assainissement du site, déjà entamé, « ne doit en aucun cas être ralenti, quelles que soient les difficultés financières du Commissariat à l'énergie atomique ou les controverses sur la répartition des charges financières entre la défense, le CEA et la Cogema ».

Plus largement, le rapporteur souhaite une redéfinition de la notion de « secret défense », invoquée parfois abusivement par les militaires - même si l'inventaire de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs comprend depuis 1996 un chapitre sur les sites nucléaires de l'armée.

Le parlementaire propose que, concernant les déchets, la transparence soit la règle, à charge pour les autorités de démontrer que la divulgation de données chiffrées « risquerait de nuire gravement aux impératifs de la défense nationale ». Il cite en exemple les États-Unis, qui ont déclassifié nombre de documents concernant leurs sites militaires les plus secrets, sans qu'apparemment, leur sécurité soit, mise en péril.

Hervé Morin

GEORG JENSEN

Montre très élégante, en métal brossé. Création Nana Ditzel en 1997. En plus d'être une montre, elle se transforme en montre de table.

239, Rue Saint-Honoré
75001 Paris
Tél. 01 42 60 07 89

هكذا من راحل

Il n'y a pas de coupable à la mort d'Ayrton Senna

Le tribunal d'Imola (Italie) a prononcé l'acquittement de tous les inculpés. Il faudra attendre trois mois pour savoir si les magistrats ont retenu ou non l'hypothèse de la rupture de la colonne de direction

La justice italienne a rendu, mardi 16 décembre, le verdict du procès ouvert il y a dix mois devant le tribunal d'Imola (Nord) sur les circonstances de la mort du pilote brésilien de formule 1 Ayrton Senna, survenue le 1^{er} mai 1994, lors du

Grand Prix de San Marin, couru sur le circuit d'Imola. Les six prévenus - Frank Williams, patron de l'écurie du champion, son directeur technique, Patrick Head, l'ingénieur concepteur de l'automobile accidentée, Adrian Newey, les deux

responsables italiens du circuit, Federico Bendinelli et Giorgio Poggi et le délégué belge de la Fédération internationale automobile (FIA), Roland Bruynseraede - ont été acquittés. Il faudra encore quatre-vingt-dix jours pour connaître les

attitudes du jugement et savoir si les magistrats ont retenu ou pas l'hypothèse du bû de la colonne de direction. Sinon, la mort du triple champion du monde de F1 restera à jamais un mystère.

ROME

Après trente-deux audiences et dix mois de procès, le tribunal d'Imola a décidé, mardi 16 décembre, de relaxer les six personnes inculpées d'homicide involontaire et présumées responsables de la mort du pilote brésilien de formule 1 Ayrton Senna, survenue le 1^{er} mai 1994 sur le circuit italien d'Imola. Il faudra encore attendre trois mois pour connaître les attitudes du jugement. Les magistrats disposent en effet de quatre-vingt-dix jours pour motiver leur décision. Pour le moment, le président s'est contenté d'indiquer que la responsabilité des faits reprochés n'était pas établie et que tous les inculpés devaient donc être absous.

Le patron de l'écurie Williams, Frank Williams, qui avait déjà été mis hors de cause lors des réquisitions, le 7 novembre, par le procureur Maurizio Passarini, a été acquitté. Ce dernier avait en revanche réclamé une année d'emprisonnement avec sursis contre le

directeur technique Patrick Head et Adrian Newey, concepteur de la Williams-Renault au volant de laquelle le triple champion du monde (1988, 1990 et 1991) a quitté la piste dans la fameuse courbe de Tamborello, pour heurter le mur de clôture du circuit lors du Grand Prix de San Marin. Ils ont été acquittés.

Les trois autres inculpés, Federico Bendinelli, administrateur délégué de la Sagis (société gérant le circuit), Giorgio Poggi, directeur de piste et de la Belgique Roland Bruynseraede, représentant de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et responsable de l'homologation du circuit ont également été relaxés. Aucune peine n'avait été réclamée contre eux. En revanche, le représentant du ministère public a manifesté l'intention de demander un supplément d'enquête à l'encontre de plusieurs responsables de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA) pour obtenir des explications sur le mystérieux arrêt de la caméra fixée sur la voiture

quelques secondes avant l'impact. A moins qu'un appel soit interjeté contre la décision, le dossier de la mort d'Ayrton Senna sera clos. C'est en tout cas ce que souhaite l'écurie Williams, pour laquelle il s'agit de « l'unique conclusion juste. Nous espérons qu'il ne sera pas nécessaire de remettre cette affaire en selle. Maintenant nous nous préparons à la saison 1998 avec sérénité et enthousiasme ».

ACCEPTER LES RISQUES DU MÉTIER. Ayrton Senna est mort et nous ne saurions sans doute jamais pourquoi. Tout simplement parce que cela fait partie des risques du métier et qu'il faut les accepter comme tels. Voilà, en substance, le commentaire de Jean Todt, directeur sportif de Ferrari qui, jusqu'à présent, s'était abstenu de s'exprimer sur le déroulement du procès. « C'est un jugement de conscience qu'il faut accepter et respecter, d'autant qu'il n'est pas facile de se faire une opinion sur une course automobile où l'on sait qu'il y a des dangers et des risques ».

Telle est la conclusion de ce long épisode judiciaire où les controverses n'ont pas manqué. La justice avait mis tous les atouts techniques et les précédents de visualisation scientifique de son côté pour tenter de déterminer les raisons pour lesquelles le champion brésilien avait soudainement quitté la piste. Cela n'a pas suffi. Sa mort reste un mystère dont les causes ne seront jamais éclaircies.

Ce qui est certain c'est que l'accident n'est dû à une faute de pilotage, comme l'ont dit les meilleurs spécialistes, et notamment l'écossais Jackie Stewart, lui aussi triple champion du monde, pour lequel « un pilote comme Senna ne peut pas commettre d'erreur dans une portion de circuit comme celle-ci ». « Seul un problème mécanique peut faire sortir de piste dans cette courbe », a assuré Michele Alboreto à la barre. L'ancien pilote de Ferrari a été formel : « Senna n'a pas perdu la vie par sa faute. Je suis convaincu que c'est un incident technique qui a provoqué l'accident ». Et de s'interroger sur les

raisons pour lesquelles le volant se serait déplacé de quelques centimètres.

Cette oscillation, considérée comme normale pour Williams, alors qu'elle ne peut excéder quelques millimètres pour Michele Alboreto. Y aurait-il donc eu rupture de la colonne de direction comme l'a soutenu l'accusation ? A-t-elle été provoquée par l'état de la piste (effet trempin) ou par la modification de l'axe dont une partie avait été remplacée par une tige de métal d'une section réduite afin de laisser plus d'espace à Ayrton Senna ? A-t-elle eu lieu avant l'accident ou sous l'effet du choc ? Les attendus du jugement diront de quelle manière il a été répondu à ces questions capitales.

« A défaut de la responsabilité pénale, s'il n'est pas établi qu'il y a eu rupture de la colonne, ma déposition sera encore plus grande », a déclaré le procureur Maurizio Passarini. Ce qui laisse supposer qu'il pourrait faire appel de la sentence.

Michel Bôle-Richard

Equipe de France de football cherche supporters

C'EST L'HISTOIRE de la poule et de l'out. Que faut-il d'abord, une équipe enjouée pour rendre un spectateur heureux ou un spectateur heureux pour rendre une équipe enjouée ? Claude Simonet refuse de trancher. Le président de la Fédération française de football (FFF) se contente de regretter « le malentendu entre les Bleus et leur public ». A Paris, Lens ou Saint-Etienne, la sélection nationale s'est fait huer malgré ses victoires. A Marseille, lors du tirage au sort de la Coupe du monde, l'apparition d'Alain Jaquet, le patron, a provoqué la bronca du Stade-Vélodrome. M. Simonet y voit surtout « du dépit amoureux » et rêve de « tribunes colorées et bruyantes », comme en exemple les tribunes des Pays-Bas ou du Brésil.

Pour tenter de réconcilier le pays et son équipe de football, la FFF a donc lancé officiellement, mardi 16 décembre, à Paris, un « club des supporters de l'équipe de France ». Moyennant une cotisation de

120 francs (98 francs pour les licenciés, les membres d'autres clubs de supporters et les clients des deux commanditaires de l'opération), l'adhérent se verra offrir, outre une écharpe, la possibilité de bénéficier d'un délai de pré-réserve pour les matches de l'équipe de France. Pour la Coupe du monde, la fédération a promis que le club profitera du contingent de billets réservés à la FFF, mais en quantité vraisemblablement limitée.

M. Simonet a également annoncé que des « études étaient en cours » pour trouver un hymne à l'équipe de France qui pourrait entonner les troupes. La rhodézienne entraineur, alors en concurrence avec la chanson officielle de la Coupe du monde, interprétée par Youssou N'Dour et Azelle Red. Après le débat consacré entre les mascottes Jules (équipe de France) et Footix (comité d'organisation), voilà qui pourrait ajouter un soupçon de confusion à la politique de marketing. Le Club des supporters attend entre 5 000 à 10 000 adhé-

rents. Il est parrainé par Francis Huster, comédien, Dominique Rocheteau, ancien international, et Thierry Roland, commentateur de télévision. Il entre en concurrence avec une autre association, basée à Nancy, qui regroupe les amis des Bleus hors des canaux officiels. La structure inaugurée mardi se veut durable, même si les précédentes tentatives de la FFF ont avorté.

UN PUBLIC PLUS « ENJOYEANT ET IMPATIENT ». Suffira-t-elle à relancer un enthousiasme populaire quelque peu épuisé ? Dominique Rocheteau se souvient sans doute comment il fit chavirer le Parc des Princes en marquant le premier but de la France contre la Bulgarie, lors du match décisif des éliminatoires de la Coupe du monde, le 16 novembre 1977. Jamais le stade parisien ne vibra ainsi à l'annonce de son équipe. Les philosophes grecs appellent cela la catharsis. Après douze années de disette footballistique, le public français sa-

vait se contenter de bonheurs simples. Les années Platini et la montée en puissance des clubs l'ont rendu plus « exigeant et impatient », comme le constate le président de la FFF.

Le style de jeu pratiqué lors de l'Euro 96 l'a laissé dubitatif. Les récentes rencontres amicales l'ont franchement déçu. Aimé Jacquet ne peut actuellement pas compter sur le « soutien inconditionnel » qu'il a réclamé dans un message enregistré, diffusé mardi.

Mais l'homme a suffisamment d'expérience pour savoir que le public varie. Un bon match en juin prochain, un seul, suffirait à rallumer la flamme.

Benoît Hopquin

* Pour toute information sur le Club des supporters de l'équipe de France : BP 530 77005 Melun Cedex, 3615 FOOT ou 08-36-68-19-19.

La reprise hâtive de l'Association sportive de Saint-Etienne

SAINT-ÉTIENNE

La reprise de l'Association sportive de Saint-Etienne (ASSE) a été précipitée par la situation financière de la Société d'économie mixte sportive (SEMS) qui gère le club professionnel de football. « On n'a pas vendu véritablement le club », estime, dépit, le président actuel du club, Jean-Marie Caillaud, appelé à succéder, en octobre 1997, à Philippe Köhli, démissionnaire. M. Caillaud aurait préféré pouvoir disposer de quelques mois supplémentaires pour trouver un investisseur plus argenté, capable d'injecter plusieurs dizaines de millions de francs. Mais le conseil général de la Loire et la ville de Saint-Etienne, actionnaires principaux de la SEMS, ont décidé autrement afin d'éviter un dépôt de bilan peu glorieux.

Le commissaire aux comptes de la SEMS avait déclenché en novembre une procédure d'alerte auprès du tribunal de commerce de Saint-Etienne, au vu des pertes prévisionnelles évaluées à 15 millions de francs pour un budget de 40 millions en 1997-1998. Ce déficit résulte d'une surévaluation des recettes de sponsoring prévues à 16 millions, de la baisse des recettes de la boutique des Verts et

d'une moindre fréquentation du stade. Genfroy-Guibard : 5 000 spectateurs en moyenne au lieu des 8 000 budgets.

Face à cette situation, les collectivités locales ont donc décidé d'accélérer la procédure de reprise du club, d'écarter le projet présenté par Christian Constantin, président du Football Club de Saint-Etienne (FCSE), et de faire confiance à Alain Bompard et son équipe. PDG de la société parisienne Communication et programme, M. Bompard s'est présenté, lundi 8 décembre, devant un jury réuni par M. Michel Guénin - avocat d'affaires chargé du dossier de reprise de l'ASSE - en compagnie de Philippe Köhli, ancien président du club, et de Gérard Soler, ancien joueur professionnel du FCSE, qui présentait comme le futur directeur sportif de l'ASSE, et de Julio Santo-Domingo, homme d'affaires d'origine colombienne vivant à Genève.

Après l'audition de M. Bompard, un montage financier a été établi. Les collectivités, propriétaires de 66 % des titres de la SEMS, en céderont 27 % pour le franc symbolique à l'Association sportive de Saint-Etienne, qui détiendra 33 % des actions de la future société anonyme à objet sportif (SAOS).

Les 39 % restants seront « affectés aux repreneurs qui, par le complément de leur propre apport, pourront atteindre les 51 % légaux », selon les termes d'un communiqué de la ville de Saint-Etienne, Alain Bompard en acquiesçant personnellement 11 %. Un premier chèque de l'ordre de 3 millions de francs devrait être signé prochainement par les repreneurs afin d'assurer les échéances de décembre.

UN REVIREMENT QUI A SURPRISE. Sponsor historique du club, le groupe de distribution stéphanois Casino devrait verser 5 millions de francs supplémentaires pour couvrir une partie des pertes prévisionnelles, le contrat commercial signé fin novembre par l'ASSE, devant générer 7 à 8 millions de recettes dans les six prochains mois. Ces sommes devraient permettre de boucler la saison, sans combler véritablement le déficit structurel d'un club qui a transféré certains de ces joueurs pour récupérer 14 millions de francs afin d'équilibrer ses comptes au 30 juin 1997.

Ce plan de reprise a été présenté le 12 décembre à la direction nationale du contrôle de gestion (DNCG), qui, prudente, devrait interdire, à titre conservatoire, au club de recruter à titre onéreux. De son côté, Noël Le Graet, président de la Ligue nationale de football, s'est déclaré « surpris » par le revirement des collectivités qui affirmait, mardi 9 décembre, qu'« il n'y avait pas urgence » et qu'« il fallait étudier tous les éléments du dossier » avant de statuer. L'annonce de ce nouveau changement d'attitude n'a pas constitué l'électrochoc attendu depuis le début de la saison par l'encadrement sportif du club. Samedi 13 décembre, les Verts ont pris une leçon de football à Lorient, battus sur le score sans appel de 4-0.

Vincent Charbonnier

La navigation au près secoue les voiliers de la Whitbread

PIERRE MAS, le barreur et chef de quart français d'Innovation-Kvaerner, le voilier norvégien en tête du classement provisoire de la Whitbread, le présentait avant de reprendre la mer : « L'étape de sprint qui nous mènera de Fremantle à Sydney ne sera pas de tout repos ». En effet, 300 milles

après la sortie du port, les huit autres bateaux ont vu Innovation-Kvaerner ralentir et mettre le cap vers la côte sud-ouest de l'Australie. S'imaginaient-ils qu'ils disposaient de bonnes informations météorologiques, certains ont été tentés de le suivre. Ils n'ont vu dans le ciel qu'un hélicoptère livrant du matériel de réparation pour le mât du bateau endommagé par les chocs de coque sur la mer.

Le dépannage n'a pas été aisé. Le règlement prévoit la possibilité pour un concurrent s'avançant jusqu'à un mille des côtes de recevoir de l'aide. Mais, dans sa quête de vitesse, Innovation-Kvaerner a fait échouer une intervention en restant trop loin de la terre. L'hélicoptère, à sec de carburant, est revenu plus tard, occasionnant 25 minutes d'arrêt complet au bateau. Si le mal est réparé, le bateau norvégien s'est rapidement retrouvé en queue de flottille. Le navigateur néerlandais d'Innovation-Kvaerner, Marcel van Triest, tente le tout pour le tout avec des options peu conformes à ses habitudes.

Afin de ménager le mât bosselé - élément moteur du bateau - qui souffrirait trop dans une navigation au près, et de conserver le bénéfice des deux étapes précédentes très finement gérées, il fait route vers le sud. Il espère y trouver un

fort vent de sud-ouest amenant un front froid. La lanterne rouge de la course, Brunel-Sunerg, ne risquait pas grand-chose à lui emboîter le pas. « Les prévisions météorologiques sont bonnes et Innovation-Kvaerner semble avoir toujours de bonnes intuitions », écrit, dans son courrier électronique, l'équipage du oiseau néerlandais, dont le skipper, Hans Bouschotte, a été remplacé à Fremantle après ses piètres performances par Roy Heimer, star néerlandaise du dériveur nymptique.

Si ces deux embarcations téméraires sont prêtes à retourner braver le grand Sud pour raccourcir leur route, les autres sont restées plus au nord. « Nous laissons beaucoup », écrit Paul Cayard (EF-Langue), qui échange régulièrement la première position avec Toshiko ou Swedish-Hotch. Les nouvelles perspectives fatiguent énormément les membres de l'équipage ou repas. L'inconfort qu'occasionne la navigation au près sur n'importe quel bateau atteint son comble sur les WOR 60, spécialement conçus pour la Whitbread et ses vents généralement portants.

« Une traversée en chameau serait sûrement beaucoup plus confortable », commente Lynath Beckley, la navigatrice d'EF-Education. Le message de Kelvin Harrar (Toshiba) dit tout du vacarme causé par les incessantes chevauchées. « Bong, Crash, Shudder, Whom, Siam, Shake, Smash, Swoosh, Gush, Drip-drip-drip », écrit-il, et imaginez ça à peu près toutes les quinze secondes. Seule consolation : tous les sacs de couchage sont secs. Pour l'instant, les premiers concurrents sont attendus à Sydney aux environs du lundi 22 décembre.

Patricia Jolly

Le coq gaulois a du plomb dans l'aile

Henri Srandour, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), a présenté, mercredi 17 décembre, à la Maison du sport, à Paris, le nouvel emblème de l'équipe de France olympique, qui abandonnera le coq gaulois à partir des JO de Sydney, en 2000. Le nouveau logo, constitué du mot « FRANCE » reposant sur les cinq anneaux olympiques, eux-mêmes placés au-dessus de la dénomination « Comité national olympique et sportif français », a été agréé par le Comité international olympique le mois dernier.

Les quelque 110 athlètes retenus pour les Jeux olympiques d'hiver de Nagano, en février 1998, arborent une dernière fois l'ancien insigne, le nouvel emblème n'ayant été agréé à temps pour la confection des équipements prévus pour le Japon. Le coq gaulois restera toutefois l'emblème des fédérations et de leurs équipes nationales dans leur sport respectif pour toutes les compétitions internationales.

DÉPÊCHES

■ AUTOMOBILISME : Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, a réaffirmé, mardi 16 décembre, devant l'Assemblée nationale, sa détermination à parvenir à l'inscription du Grand Prix de France de formule 1 au calendrier du championnat du monde 1998. Néanmoins, M^{me} Buffet s'est interrogée sur les motivations réelles de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) : « On menace la Belgique parce qu'elle a posé une loi sur le tabac, le Portugal sur les travaux... Je finis par m'interroger. Est-ce que la Fédération internationale ne veut pas enlever la formule 1 de toute l'Europe pour aller dans des pays où il n'y a pas de lois qui protègent la santé publique ou qui réglementent la liberté d'information ? »

■ FOOTBALL : Le Brésil et l'Australie se sont qualifiés, mardi 16 décembre, pour les demi-finales de la Coupe des confédérations de football à l'issue de la 3^e et dernière journée du groupe A, disputée à Riyad. L'Australie a été battue par l'Arabie saoudite (1-0), victorieuse pour la première fois dans ce tournoi grâce à un but de Al-Khalawi (40^e) et le Brésil a dominé le Mexique (3-2) grâce à trois buts de Romario (41^e, sur penalty), Denilson (59^e) et Junior Baion (66^e), auxquels Cuauhtémoc Blanco (52^e) et Ramon Ramirez (90^e) ont répondu.

■ LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL (FIFA) a annoncé, lundi 15 décembre, qu'elle avait signé avec ISI Worldwide un nouvel accord de marketing jusqu'en 2006. Cet accord, qui couvre entre autres les Coupes du monde 2002 et 2006, devrait rapporter quelque 3,6 milliards de francs à la FIFA depuis 1982.

■ Le Parc des Princes accueillera, le 6 mai 1998, la finale de la Coupe de l'UEFA qui, pour la première fois, se jouera en un seul match. Le stade Louis-II à Monaco, arbitra, lui, la finale de la super-Coupe, qui opposera, le 28 août 1998, le vainqueur de la Ligue des champions à celui de la Coupe des coupes.

■ OMNISPORTS : Le Sénat a adopté, lundi 15 décembre, à l'unanimité, avec l'accord du gouvernement, un amendement au projet de loi de finances rectificative pour 1997 exonérant d'impôt sur le revenu les primes à la performance qui pourraient être attribuées par l'Etat aux médaillés français des Jeux olympiques d'hiver de 1998 à Nagano (Japao, du 7 au 22 février).

■ PATINAGE ARTISTIQUE : la Fédération française de sports de glace (FFSG), qui devait commémorer, mardi 16 décembre, la sélection pour les championnats d'Europe de patinage artistique de Milan (du 11 au 18 janvier, Italie), s'est donné un nouveau délai de réflexion. C'est encore le cas de Candeloro qui est à l'origine de ce report. Les responsables techniques n'ont toujours pas tranché sur le point de savoir s'il doit participer aux championnats d'Europe ou se préparer uniquement pour les Jeux olympiques de Nagano en faisant l'impasse sur le rendez-vous européen. « Nous avons encore des avis à prendre auprès des techniciens et des élus », a expliqué Didier Gallaghet, directeur des équipes de France.

■ SKI : L'Autrichien Andreas Goldberg, triple vainqueur de la Coupe du monde de saut à ski, peut de nouveau participer à des épreuves pour son pays, après plusieurs semaines de polémi-ques sur sa nationalité (Le Monde du 9 décembre). La Fédération autrichienne de ski a indiqué, mardi 16 décembre, que le championnait avait récupéré sa licence et qu'il serait au départ des épreuves d'Engelberg (Suisse). Andreas Goldberg avait été suspendu en juin, puis exclu de l'équipe nationale, après avoir déclaré qu'il avait consommé de la cocaïne. Il avait affirmé, fin novembre, avoir obtenu un passeport de la Yougoslavie lui permettant de défendre les couleurs de ce pays en Coupe du monde.

■ ATHLÉTISME : le Danois d'origine kényane Wilson Kipketer, double champion du monde du 800 m et détenteur du record du monde de la distance, a été désigné lauréat du Grand Prix de l'Académie des sports pour l'année 1997, lundi 15 décembre à Paris, succédant au palmarès à l'athlète française Marie-José Pérec.

Marrons des Maures

Dans le Var, le liège ne paie plus, mais le vieux pays de Maurin expédie désormais jusqu'en Chine ses produits à base de châtaignes

PRÉCÉDÉ des Maurettes, comme les Alpes annoncent les Alpes, le massif des Maures, géologiquement antiquissime, insère ses 1 000 km² de rochers schisteux (culminant à 800 m) au milieu de la Provence caennaise. A peine a-t-on quitté la Côte hyperurbanisée, entre Hyères et Saint-Tropez, pour s'enfoncer dans les Maures, qu'on est frappé, en toute saison, par le vide, le silence, le naturel, les bois intacts de chênes pérennes ou de pins maritimes.

Contrairement à la légende pittoresque brodant sur la présence militaire musulmane, ici, au Moyen Âge, qui aurait donné son nom au « groupe de montagnes ayant servi de boulevard aux Maures pendant le cours des IX^e et X^e siècles » (Elisée Reclus), la contrée devrait en fait son nom à un vocable oublié du cru, *mauro*, désignant une forêt profonde. Nos Maurins ou Maurens descendraient donc d'anciens bûcherons et non pas de guerriers mahométans, d'ailleurs plutôt appelés à l'époque, en Provence, Sarrazins et plus tard Barbaresques.

Les Arabes n'en ont pas moins marqué l'histoire régionale puisque, un peu avant l'an mil, ils occupèrent durant un siècle des forêts fortifiées comme La Garde-Freinet, et que jusqu'au XVIII^e siècle leurs rûs mi-corsaires, mi-pirates vinrent écumier le littoral, y laissant l'af-

freux souvenir des enlèvements d'enfants, mais aussi la derbouka, qui devint le tambourin des musiciens méridionaux et l'art de tailler les bouchons dans l'écorce du chêne-liège, qui fit longtemps la fortune de la contrée. Concurrencées par le plastique ou par le liège bon marché d'Espagne, les nombreuses petites manufactures varoises de bouchons ont dû fermer.

Dans la capitale des Maures, Collobrières (1 600 âmes), cachée au creux d'une « mer verte » de 11 000 hectares à 99 % non arborée, la prospérité actuelle ne doit rien aux recettes sarrazines et tout au vulgaire châtaignier dont on tire le luxueux marron glacé. Ce caviar du dessert est entouré d'un respect quasi religieux, surtout dans le Midi, où il n'apparaît guère que sur les tables de Noël et de la Saint-Sylvestre. « Quand même arrive avec sa boîte de marrons, le soir du réveillon, on dirait qu'elle porte le Saint-Sacrement », raconte un enfant nicois. Le marron glacé remonterait au Grand Siècle, sa fabrication ayant été revue en 1882 par le confiseur ardennais Clément Faugier.

LES MAINS DES FEMMES

Installée dans une bouchonnerie collobrienne déchuée, la Confiserie azuréenne n'a qu'un demi-siècle, mais elle est l'une des trois principales de France, les deux autres étant en Vivarais. Elle tire sa matière première des forêts de châtaigniers voisins dont les fruits, d'abord nommés « noix d'Héraklion » ou « glands de Sardaigne », servirent longtemps, rôtis ou bouillis, à sustenter gens et bêtes du terroir. « Glacée », la commune castanea se mue en fabuleux marron à 400 francs le kilo,

composé d'une quarantaine d'unités.

« Né dans le sucre », Alain Lientaud se souvient du temps pas si ancien où le confiseur des châtaignes, à « Callo », durait quinze jours et se faisait dans un tian de terre cuite vernissée. A l'Azuréenne, il nous montre à présent la toujours délicate gestation de la coiffeuse friandise, qui « ne dure plus qu'une semaine » mais reste pour une part majeure « confiée aux mains fines des femmes ». Les fruits les plus charnus, décortiqués, sont manuellement débarrassés de leurs nervures puis enveloppés deux par deux dans un tulle avant d'être purgés à la vapeur de leur tannin, blanchis dans du sucre de canne blanc, brûlant et parfumé à la vanille Bourbon pure; enfin « glacés et mardardés » au four très chaud, après saupoudrage de sucre glace. « Au total, une quinzaine d'opérations mais jamais rien de chimique, aucun adjuvant ni conservateur ! Aussi nos marrons doivent-ils être consommés moins d'un mois après leur fabrication. Nous ne les préparons qu'une fois les commandes confirmées », conclut M. Lientaud.

Quinze tonnes de marrons sortent chaque année des salles à l'allure de labo de l'Azuréenne, quinze tonnes moelleuses, réparties en des milliers de « marronniers » en bois blanc, expédiés dans toute l'Europe occidentale mais aussi vers le Japon et depuis peu la Chine. Le maire socialiste de Collobrières, Guy Albisser, lui-même ex-confiseur, vient de recevoir une délégation de négociants chinois qui ont demandé que les marrons qu'on va leur envoyer à Pékin ou Canton soient « un peu moins sucrés que ceux correspondant au goût fran-

çais ». Ces messieurs d'Asie ne veulent en tout cas que le premier choix, « désignant les marrons brisés, 10 % de la production collobrienne, et qui ont subi exactement la même préparation soignée que les marrons entiers, sont aussi goûteux et vendus moitié prix... ».

Collobrières, qui fut jadis fort bien exploitée son liège mais aussi ses mines d'argent, de calcite rose et de collobriénite, sait maintenant tirer profit de sa veine châtaignière, parvenant même à attirer chez elle, grâce à ses glaces au marron, sa daube de sanglier ou ses frites autotomales, les Castagnades. Il n'est pas jusqu'à Maurin des Maures qui n'ait été appelé à la rescousse.

Frère provençal du Raboliot solognot de Maurice Genevoix, Maurin a été inventé au début du siècle par le romancier toulonnais Jean Alcard à partir de figures locales. « Prince des bracomiers, duc des maîtres, empereur des pendarmes, roi des Maures » ou encore « César du pur idéal, qui fit ce que jamais Napoléon ne réussit : déclarer une guerre pour un combat vraiment humain », Maurin des Maures est revenu à son berceau, comme thème de dictée dans les écoles, profil de son et lumière ou en-tête d'auberge.

Son domaine est maintenant deux fois plus boisé que lorsque des gardes champêtres à moustaches gaules l'y traquaient. Et partout les châtaigniers gagnent, en particulier sur les pins qu'il y a trente ans, représentaient un tiers des forêts de par ici et pas plus de 10 % en 1997. Clients chinois ou non, les marrons des Maures ont probablement un bel avenir devant eux.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



PARTIR

■ LABRANG. En dépit des difficultés quotidiennes, la tradition continue dans ce monastère tibétain de la région de l'Amdo et du Kham, les deux provinces annexées par la Chine. En témoignage ce festival, entre le troisième et le dix-septième jour de la première lune suivant le Nouvel An. Sous un ciel très pur, les moines déroulent un immense *bangka* (peinture bouddhiste) sur le flanc de la montagne tandis que le rituel s'intensifie. Danses masquées, théâtre et sentiment très fort d'être, à 36 voyages, perdu au milieu de quelque 10 000 pèlerins qui ont revêtu pour la circonstance des vêtements somptueux. Une expérience à vivre du 5 au 14 février 1998 (11 800 F), dont trois jours à Labrang. Pour se préparer, lire deux ouvrages récents : *Lhasa, lieu du divin, la capitale des dalai-lamas au XVII^e siècle*, sous la direction de Françoise Pommarot (Oliviane) et *L'Infini pouvoir de guérison de l'esprit*, de Tulku Thondup (le Courrier du Livre).

★ Oriens, 29, rue des Boulangers, 75005 Paris. Tél. : 01-40-51-10-40.

■ MÉTRO INSOLITE. Une des célèbres anciennes rames vert et rouge du métro de Paris sortira de sa retraite au cours de la nuit du samedi 10 au dimanche 11 janvier 1998 pour une promenade insolite. Ce train spécial partira vers 5 heures de l'atelier de la porte de la Villette pour y revenir vers 5 h 30 après avoir sillonné les tunnels et les viaducs de la capitale, passant d'une ligne à l'autre par les raccordements de service que les voyageurs n'empruntent jamais. Le parcours, commenté, comportera plusieurs arrêts-photos. Participation aux frais : 290 F par personne.

★ Inscriptions, avant le 30 décembre, auprès du Copef, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 01-45-81-11-06.

vaste domaine des Hautes-Alpes. Parmi les établissements 3 étoiles possédant une piscine, La Caravelle à Courchevel 1850, proche sur les pistes, équipée d'un centre sportif (450 mètres carrés, dont squash, hammam, sauna, jacuzzi), affiche la semaine à 5 440 F avec forfait « Trois Vallées » et demi-pension. Prix moyen pour le nombre d'étoiles mais confort exceptionnel. Idem au Morgane à Chamonix et à l'Alpen Roc à La Clusaz, trois enseignes Best Western.

Dévaler les pistes par grand ciel bleu, sur une couche de quelques centimètres, conviendrait l'amateur de sports d'hiver qui n'y a pas de meilleures conditions qu'en ces jours qui suivent l'Épiphanie. Il reste à choisir l'équipement adéquat permettant de résister à des températures souvent bien inférieures au zéro.

Florence Evvin

Carnet de route

● **ITINÉRAIRES** : Chartreuse de la Verne, menhirs du Lambert, arboretum de Gratteloup, Notre-Dame-du-Figulier, col de Babau, vallée de Sauvabonne, forêt du Dom, vignes de Pierrefeu, cap Nègre, pointe de la Tripe, etc. Du littoral aux sommets, la meilleure manière de découvrir les Maures est d'emprunter au hasard routes en lacets et sentiers forestiers. Renseignements à l'Office du tourisme de Collobrières. Tél. : 04-94-49-03-00.

● **LECTURES** : la nouvelle librairie Massena, au cœur de Nice (55, rue Clotilde, tél. : 04-93-80-90-16), possède un bon rayon régionaliste. On peut s'y procurer *Mourin des Maures* d'Alcard, dans l'édition de Phébus (134F), ou bien *Gens de Provence*, en compagnie de Mistral, Glono, Thyde Monier, etc. (145F).

● **SPECIALITÉS** : à Collobrières, au restaurant La Farigoulette (canard aux cépes, poulet à l'ail, daube de sanglier), menu à partir de 85 F. Tél. : 04-94-48-05-42. Les produits à base de châtaignes, dont le marron glacé (de 200 F à 400 F le kilo selon variété), sont vendus par la Confiserie Azuréenne. Tél. : 04-94-48-07-20.

Ski à prix légers en janvier

Après les fêtes de fin d'année et avant la foule de février, les prix pratiqués sur les sommets français sont réduits de moitié, voire des deux tiers, par rapport à la haute saison, selon que l'on privilégie le studio loué ou la chambre d'hôtel. Aubaine dont on profite jusqu'à la dernière heure car il est rare qu'en janvier les stations affichent complet. Sans météo défavorable, on peut passer en cette saison sur une excellente qualité de neige : poudre froide et sèche, donc facile à skier, qui enchante le champion comme le néophyte. Passé l'an nouveau, les montagnards parlent de « semaines blanches » ou de « week-end matin dans la poudre ». Les propositions les plus attractives sont les formules « tout compris » qui associent l'hébergement (hôtel ou appartement en location) à l'abonnement aux remontées mécaniques. Des stations accordent, en prime, des remises sur le matériel loué, voire sur les cours de ski. Quant

aux débutants (ski ou surf) qui séjournent, du 10 au 18 janvier, dans l'une des 118 stations associées à l'opération Montagnes en fête, ils sont conviés à une initiation gratuite de deux demi-journées (matériel, remontées, leçons : à condition qu'ils passent au moins une nuit sur place). En prime, les débutants bénéficient de réductions sur les billets SNCF et les locations de voiture. Avis. Information auprès de l'Association Ski France représentant les cinq massifs français (3615 En Montagne). Chez les stars de haute altitude, ces formules « tout compris » avec accès illimité aux pistes demeurent raisonnables : 1 250 F par personne, par semaine, pour un deux-pièces, à partager à quatre, aux Arcs, aux Mézures, à Courchevel, à Tignes ou à La Plagne. Guerre plus à Flaine. Les Deux-Alpes, l'Alpe d'Huez, Val d'Isère ou Avoriaz. Voilà l'occasion de s'établir à moindre frais sur l'un de ces domaines qui possèdent des centaines de kilomètres de pistes - le coût du pass (inclus) autour de 1 000 F. Vitrine parisienne des vallées les mieux

équipées de l'Hexagone, la Maison de Savoie répertorie les forfaits dans la brochure *Preniez des sports d'hiver* (6615 Maison de Savoie, information et réservation avec en sus, 30 % de réduction sur les tarifs SNCF : places limitées). Les budgets « Séjours tout compris » s'appliquent hors vacances scolaires. En janvier, un hôtel 2 étoiles facture la semaine en demi-pension 2 000 à 2 700 F. Notamment à Morzine avec le pass « Portes du soleil », à Samoens et Morillon avec accès au « Grand Massif », ou encore à Chamonix. Pour un même budget, on skie à Serre-Chevalier dans les mézures, avec le forfait « Grand Serre » couvrant le plus

Publicités

Directours.

NOUVEL AN à NEW YORK 2 750 F

vol régulier aller retour (+ taxes d'aéroport)

départ 27/12 retour 03/01 à Paris.

Autre dispo. 30/12 au 3/01.

Hôtels sur demande à partir de 620 F la chambre pour 2, 3 ou 4 pers.

Dans la lettre des disponibilités

Brochures gratuites sur demande au 01-45-62-62-62. Province : 08-01-43-75-43

Toutes les promotions au 3615 Directours

11,25 F/mi et www.directours.fr

37 avenue des Champs-Élysées, PARIS 8^e

Membre GNAV - Garantie APS

SKI DE FOND

Haut-Jura, 3h Paris TGV

Tyvis et Lhano vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIII^e. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits mas. et rég., chambre avec salle de bain - WC. Tarifs selon période : sem. pers. 2 700 F à 3 200 F tout compris (pension complète - vin au repas - chauffage et matériel de ski).

Tél. : 03.81.38.12.51 - LE CRÉT

L'AGNEAU 25650 LA LONGEVILLE

ICELANDAIR

97-78

REVILLON DE LA SAINT SYLVESTRE EN ISLANDE

SEJOUR

5 jours/4 nuits

Prix à partir de

4920 F

Vol A/R - Transfers

Base chambre double

Petit déj. - Dîner du Réveillon

Tél. 01 44 51 60 51

3615 ICEAIR (249 F/mi.)

3615 TRAVELTOUR

2231 mi - Tél. 03 36 69 66 99

REVILLONNEZ AUTREMENT.

VILNIUS en Lituanie 4 390 F

du 29/12 au 02/01, vol + transferts

- hôtel 4* en pension complète

- visites et souper 500 litres à l'Opéra

Noël à PRALOUPE du 27/12 à 2 630 F

8 jours - nuit hôtel 3* en demi-pension

SICILE du 27/12 au 03/01 3 750 F

vol + transferts - 4 jours/3 nuits hôtel 3* pension complète - excursions - soirée réveillon inclus

99, rue La Fayette - PARIS 10^e

HAUTES-ALPES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Parc Régional, 5 km de St-VÉRY

Neige - Soleil - Tous Skis

Raquettes - Chiens de Traîneaux

HÔTEL LE CHAMOIS **

Logis de France

1/2 pension 280 F à 300 F

Tél. : 04-92-45-83-71 - Fax : 04-92-45-88-59

OxPine tourisme

SPECIAL SAINT-SYLVESTRE

SAINT-PETERSBOURG 2 990 FF

27/12-01/01 2 640 FF

31/12-04/01 1 690 FF

ISTANBUL 09/12-03/01

CENTAINES D'OFFRES DÉGRÉFÉES

3615 OLT (22 F/mi.)

01-47-47-26-37

au Sahara

et partout où il y a de grands espaces

NOMADE

Brochure : 01 46 33 71 71

36-15 Nomadex

HAUTE-SAVOIE

SOMMAND PRAZ-DE-LYS

1 500 M. Pied des Pires - Fond, Alps

HOTEL DU LAC 2 *

PISCINE - SAUNA - SPA

Pension complète 240 F à 370 F

PROMO 5 jours minimum tout comp.

(Matériel - Forfait ski - Pension)

BAISSE SAISON 1 800 F / NOËL 2 200 F

Semaine et Week-End groupe

Tél. : 04-50-34-20-88

SUISSE

DE NOËL A PAQUES

SKI ET SOLEIL EN SUISSE

loin de la cohue des villes

Tél. 00 41 27 783 11 22

Fax 00 41 27 783 10 89

Un HÔTEL-CLUB*** où vous êtes reçu par des amis. Ambiance amicale et sportive. Animation choisie. SKI ALPIN et FOND. Invasions, RAQUETTES, 7 pers. complète dès 2 295 FF. Réductions et gratifications enfants. Mini-Club enfants gratuit.

HOTEL-CLUB SUNWAYS*** (60 places)

1938 CHAMPEX Valais Suisse

Réservez votre hôtel à Londres à prix discount (5 à 1 jours avant votre départ)

3615 Dormez Bien

223 F la nuit LIG 07 960 210

Forfaits spéciaux avec le train EUROSTAR

Spécial Nouvel An

Du 31/12 au 04/01/1998

Prix par personne à partir de :

ROME (1) : 2 495 F

VENISE (1) : 3 595 F

SORRENTE (2) : 2 815 F

Prix minimum par personne comprenant :

* Vol spécial au départ de Paris

(1) 4 nuits en hôtel*** base chambre double petit-déjeuner, et transferts.

(2) 4 nuits en hôtel*** base chambre double demi-pension (hors boissons) - Réveillon en supplément Transferts de l'aéroport à l'hôtel A/R.

En sus : taxes aériennes

cit

Minitel 3645 CIT EVASION

Tél. 01 55 77 47 46

3615 VAC 2000

LE SOLEIL EN DEGRIFE

3000 vols, séjours & week-ends

JUSQU'À 40% DE RÉDUCTION !

LE SKI À PRIX CANON

2000 séjours dans 50 stations

PROFESSIONNELS DU TOURISME

initiez nos lecteurs aux voyages :

RUBRIQUE "EVASION"

01-42-17-39-40

01-42-17-39-40

re le ROI de
ne fournir
par l'AS de
troisième fois
la Dame de
couverte.
at ne pense
tètement un
manquera

RI
confère Jo-
nités. Ainsi
homme
qu'il avait
ot dans des

Quest, emmaî-
le 7 de pique,
le 10 et re-
Chieu a-t-il
DENTU LE
COEURS ?

Note sur les enchères
José Le Dentu aurait pu ouvrir de « 4
Cœurs » mais, vulnérable, il préféra « 3
Cœurs ». Est dit « 4 Piques », mainte-
nant il fallait trouver autre chose que « 5
Cœurs » pour éviter d'entendre « 5
Cœurs » en fait. Le Dentu a pensé trou-
ver la solution en disant « 4 SA » pour
faire croire qu'il pensait au chœur ! Et
Claude Brochot, avec ses trois AS, a at-
tenti à « 6 Cœurs ».

Philippe Brugnon

CINÉMA Le neuvième film de Benoît Jacquot, *Le Septième Ciel*, raconte l'indiscrétion, ce qui ne s'exprime pas mais se vit : l'intimité du plaisir. Le plaisir, Mathilde-Sandrine Kiberlain le rencontre lorsqu'elle se laisse

subjuguer par un hypnotiseur qui l'envoie en l'air, au grand dam de son mari-Vincent Lindon, bouleversant ainsi l'équilibre instable du

bonheur au sein de leur couple. ● LE CINÉASTE, pour réussir ce difficile pari de placer au centre du scénario la jouissance, a longuement travaillé avec ses acteurs, les laissant peu à

peu « s'engouffrer dans l'abîme du personnage ». ● CETTE ŒUVRE est le premier élément d'un ensemble de six films intitulé « Toutes les femmes sont folles », imaginé par

Chantal Poupaud. Le thème fédérateur de cette série : une héroïne se retrouve « face à une thérapeute après s'être trouvée aux prises avec son corps ».

Souriante enquête sur un indicible secret

Le Septième Ciel. Au centre du neuvième film de Benoît Jacquot, le plaisir, partagé avec le public sinon entre les amants. Au centre du plaisir, une actrice : la jeune et belle Sandrine Kiberlain. Le réalisateur filme pour elle, avec elle, la respecte et la change tout à la fois

Film français de Benoît Jacquot. Avec Sandrine Kiberlain, Vincent Lindon, François Berléand, Francine Bergé (1 h 31)

Hé ! bo ! c'est quoi, ce trafic ? Un infernal pataquès, avec Sandrine Kiberlain en Mathilde à côté de ses bottines, piquant des voitures de pompiers dans les grands magasins. Quand elle ne tourne pas de l'œil dans les soirées où elle accompagne son mari Nico, très cool, très physique, très Lindon - mais néanmoins un peu agacé par les lubies de son épouse. Et puis un docteur Mabuse de train fantôme, et qui hante les mêmes lieux que Mathilde - ou est-ce tout dans sa tête ? - avant de la subjuguer et de l'envoyer en l'air, destination annoncée par le titre. Ce n'est qu'un début, le film de Jacquot continue, et il importe d'emblée d'en dire que, aussi complexes et « profonds » (comme on dit) que soient les thèmes qu'il explore, il est porté par une onde de comédie de l'eau la plus vive.

Que la soudaine découverte du plaisir par Mathilde perturbe la part de son très sûr de lui d'époux, et la maman (formidable Francine Bergé dans un second rôle impossible de reluire, puisque c'est exactement de cela qu'il s'agit. Dans le même élan, filmer est indicible, la jouissance - féminine, évidemment -, et la mise en scène comme condition à la fois d'existence du plaisir et de possibilité de le montrer. Dans ce dispositif, la connivence entre hypnose et cinéma se voit comme le nez de Sigmund au milieu de la figure de style, mais on aurait tort de s'arrêter à si massive métaphore. La mise en scène est partout : c'est la disposition des pièces dans l'appartement conjugal, ces sont les « apparitions-disparitions » des personnages au sein d'une fantasmagorie revendiquée, c'est le jeu sur le récit obsessionnel (*Le Merveilleux Voyage*

devenant celle de Nico. En principe. En principe seulement : depuis *La Désenchantée* (avec Judith Godrèche, en 1991), puis par deux fois avec Virginie Ledoyen (*La Fille seule* et *Morionne*, 1995), Benoît Jacquot est devenu un formidable filmeur d'acteur, mais surtout d'actrice. Jeunes, belles, elles le sont déjà quand il les choisit, mais il les respecte et les change à la fois, que c'en est merveille. Il filme pour elles, avec elles, « femmes sujets » et pas du tout femmes objets, le film leur donne tout et leur doit presque tout.

On sait depuis longtemps que la manière dont un cinéaste filme ses actrices est un critère de talent. Alors Vincent Lindon est certes impeccable, et Berléand est grand en ectoplasme hypnotiseur et matois. Mais Sandrine Kiberlain ! Sortie du flou lorsque l'écran s'allume, elle occupe le film entièrement, qu'elle soit ou non à l'image. Voguant de la faiblesse à la sûreté d'elle-même, de la dépendance à la séduction conquérante, du sérieux au jeu (et retour), elle offre un détonnant mélange de grâce et de quotidienneté.

JOUISSANCE

Elle fait briller ce film qui la fait reluire, puisque c'est exactement de cela qu'il s'agit. Dans le même élan, filmer est indicible, la jouissance - féminine, évidemment -, et la mise en scène comme condition à la fois d'existence du plaisir et de possibilité de le montrer. Dans ce dispositif, la connivence entre hypnose et cinéma se voit comme le nez de Sigmund au milieu de la figure de style, mais on aurait tort de s'arrêter à si massive métaphore. La mise en scène est partout : c'est la disposition des pièces dans l'appartement conjugal, ces sont les « apparitions-disparitions » des personnages au sein d'une fantasmagorie revendiquée, c'est le jeu sur le récit obsessionnel (*Le Merveilleux Voyage*



Benoît Jacquot, décembre 1997.

de Nils Holgersson, conte cinématographique s'il en est). Jusqu'à ce plan d'anthologie, quasiment une définition du cinéma, lorsque, durant une séance de transe, l'objectif parcourt un corps de femme littéralement habité par un récept.

INQUÊTE

Cette incarnation d'une histoire rend possible le film, rend possibles sa liberté et sa richesse. Jacquot y peut dès lors mêler comme en se jouant les tonalités, du comique au drame, du fantastique à la chronique ; il peut y faire vivre ensemble des interrogations sur la psychanalyse et les autres traitements psychiques, comme sur le couple ou la famille contemporaine.

Il peut construire sa narration en laissant à chacun la possibilité de suivre le fil qui lui convient, comme de décider si c'est à une terrible histoire de retour à l'ordre ou à une belle histoire d'amour passant outre aux névroses de chacun que l'on vient d'assister. Ou s'il se pourrait que ce soit la même chose. Le jeu est entièrement ouvert. Dans le plaisir et l'inquiétude qu'exhalent les grandes œuvres, même (surtout ?) si elles cultivent, comme ici, les apparences de la modestie.

J.-M. F.

* La sortie du film est accompagnée de la publication du scénario cosigné par Benoît Jacquot et Jérôme Beaujour, et d'un entretien du cinéaste avec Dominique Godrèche. Petite Bibliothèque des Cahiers du cinéma, 80 pages, 39 F.

Benoît Jacquot, cinéaste

« La mise en scène, c'est l'art de filmer les acteurs à l'œuvre »

« Quelle a été l'idée de départ du film ?

— La proposition de Chantal Poupaud (*lire ci-dessus*) a croisé mon envie d'un film tentant d'aller au plus intime d'une relation entre un homme et une femme. Je voulais rendre cette intimité spectaculaire (d'où le choix du format scope ou d'acteurs connus), mais sans recourir aux deux situations extrêmes qu'on trouve habituellement : le début ou la fin d'un amour. Il m'a paru intéressant de choisir des personnages qui s'aient depuis un certain temps, qui vivent ensemble et chez qui on sent le vou très fort de rester ensemble, mais entre qui « ça ne colle pas ».

— Cette intimité du plaisir, qui est au centre du film, n'est-ce pas justement ce qui, en principe, ne se raconte pas ?

— Précisément. C'est pourquoi on a souvent comparé la jouissance et la mort : là où le langage s'arrête. Le pari consistait à en faire l'enjeu d'un scénario, d'un récit. Ce récit s'est construit comme un diptyque non symétrique entre la femme et l'homme. Si on ressent souvent un ton de comédie dans le film, il provient de ce déséquilibre, et du fait que le corps masculin est fragilisé.

— Cette déstabilisation passe aussi par l'intervention d'un hypnotiseur, qui agit sur le psychisme de la femme. Vous avez souvent évoqué les phénomènes psychiques dans vos mises en scène, sans parler du film que vous avez consacré à Jacques Lacan.

— Je ne voudrais pas que cela engendre de malentendus ; bien que je me sois évidemment documenté sur ces questions, notamment sur l'hypnose, pour *Le Septième Ciel*, je ne m'intéresse à ces questions ni comme spécialiste ni comme patient, mais uniquement comme ci-

néaste. L'hypnotiseur est un personnage fréquent au cinéma, parce que sa pratique entre en résonance avec celle du cinéma lui-même, dans ce qu'il peut avoir de meilleur comme de pire, puisqu'il permet aussi de prendre le pouvoir sur les esprits.

— La mise en scène n'est-elle pas, elle aussi, une forme de prise de pouvoir qui peut devenir dictatoriale ?

— Elle peut l'être. Autrefois, j'avais tendance à me comporter ainsi, je n'avais pas de doute sur ce qu'il fallait faire sur le plateau. J'ai appris à laisser s'installer des zones d'ombre, à donner de la souplesse, en faisant davantage de place à l'intervention des comédiens. Le scénario du *Septième Ciel* a été écrit pour Sandrine Kiberlain et Vincent Lindon après qu'ils eurent donné leur accord sur un court synopsis. Je l'ai longuement retravaillé avec eux pour qu'ils se l'approprient, et nous nous sommes vus tous les jours durant trois mois avant de commencer à tourner.

— Vos premiers films, de *L'Assassin musicien* (1976) aux *Mendiants* (1988) en passant par *Les Enfants du placard*, *Les Ailes de la colombe* et *Corps et bien*, n'établissaient pas la même relation entre personnages et spectateurs.

— C'est vrai, j'ai du mal à revendiquer les films de cette époque, c'était avant que je découvre les acteurs. Je n'ai compris qu'après que la mise en scène est l'art de filmer les acteurs à l'œuvre : si on n'affronte pas l'énigme du moment où les acteurs s'engouffrent dans l'abîme des personnages, il n'arrive rien à l'écran, on filme les gens comme des chaises.

— A quoi attribuez-vous votre métamorphose ?

— A la découverte du théâtre. J'ai commencé à faire du cinéma contre le théâtre, en croyant

marcher ainsi sur les traces de Robert Bresson. Je n'avais pas compris que ce qu'il condamnait, ce n'est pas le théâtre, mais le « théâtral », la pose, la déclamation. Je l'ai découvert en réalisant des films de commande pour la télévision sur le théâtre - *Elvire-Jaquet*, *La Bête de la jungle*, de James, monté par Arias, *Dans la solitude des champs de coton*, de Koltès, monté par Chéreau, *Lo Place Royale*, de Corneille, monté par Brigitte Jacques.

— On *Le Voyage au bout de la nuit*, mis en scène et interprété par Fabrice Luchini, avec qui vous venez de tourner à nouveau.

— Je viens de réaliser un petit film autour de son spectacle, où on le voit sur scène et, hors scène, parlant de ce qu'il fait. Ensuite je m'apprête à retrouver Isabelle Huppert, dix-huit ans après *Les Ailes de la colombe*, pour réaliser une adaptation d'un roman de Mishima, *L'École de la chair*. Puis j'envisage de retrouver Vincent Lindon, Fabrice Luchini, Isabelle Huppert et Virginie Ledoyen, dans un projet intitulé *Pas de scandale*, d'après un roman encore inédit de Jérôme Beaujour, mon coscénariste sur mes deux derniers films.

— En attendant, nous n'avons toujours pas vu la version « film » de votre *Marianne* adaptée de Marivaux, avec Virginie Ledoyen.

— La production a fait faillite entre la diffusion de la version « télévision » de trois heures, en décembre 1995, et la sortie de cette version courte, d'une heure trente. Il y a eu des problèmes de droits qui ont bloqué le film, mais tout est maintenant arrangé. Le film sera distribué au printemps prochain.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

« Toutes les femmes sont folles », première

ŒUVRE singulière et parfaitement autonome, *Le Septième Ciel* n'en est pas moins aussi le premier élément d'un ensemble dû à l'initiative de la productrice Chantal Poupaud. On lui devait déjà la série « Tous les garçons et les filles », réalisée pour Arte par dix cinéastes et dont certains épisodes (*Les Roseaux sauvages*, d'André Téchiné, *L'Eau froide*, d'Olivier Assayas, *Trop de bonheur*, de Cédric Kahn) étaient sortis en salle. Ce phénomène, mal vécu du côté de la chaîne culturelle, fait que la nou-

velle série imaginée par Chantal Poupaud est cette fois directement destinée au cinéma. « Le titre de l'ensemble, « Toutes les femmes sont folles », est emprunté à une phrase de Lacan. On comprend bien que c'est une formule ironique, n'est-ce pas ? » Mais oui, pas de problème. « L'idée de cette série m'est venue après que des ennuis de santé m'eurent contrainte d'entrer dans le circuit des consultations sans fin. J'ai fait connaissance avec les serial doctors, j'ai aussi réalisé que 85 % des patients sont des patientes : les

femmes ont beaucoup plus l'occasion de se livrer à la médecine, « sérieuse » ou pas. »

De ce thème, elle a coécrit la définition de la série comme une succession de regards croisés, d'hommes et de femmes cinéastes sur, à chaque fois, une héroïne qui se retrouve « face à une thérapeute après s'être trouvée aux prises avec son corps ». Deux projets se déroulent en relation avec un gynécologue, deux autres avec un praticien de la chirurgie esthétique, et deux (dont ce *Septième Ciel*) chez

les médecins « alternatifs ». Le prochain film à entrer en tournage devrait être signé par Catherine Breillat. Les films sont produits par Georges Benayoun, dans le cas du film de Jacquot, associé à Philippe Carcassonne, et en partenariat avec Canal Plus et la seule chaîne française acceptant de prendre quelque risque : Arte, mais pas la branche téléfilm, la branche cinéma. Il n'y a pas que les femmes qui soient folles.

J.-M. F.

THEATRE DE LA VILLE PARIS

Annie Ebrei chant BRETAGNE
Marcel Guilloux et Noluen Le Buhé chant
Olivier Urvois clarinette
Ricardo Del Fra contrebasse
Antonin Velson percussions

Jean-Paul Poletti CORSE
et le Chœur d'hommes de Sariène
polyphonies, chants sacrés et profanes d'hier et d'aujourd'hui

LOC. 01 42 74 22 77 • 2 PLACE DU CHATELET PARIS 4

musée de la musique
musée, concerts, centre d'information

cinéma au musée

Fievel et le nouveau monde (vf)
20 et 21 décembre < 15h

Le livre de la jungle (vostf)
23 et 24 décembre < 15h

Le magicien d'Oz (vostf)
26 et 27 décembre < 15h

Porte de Pantin
01 44 84 44 84

Italie, année zéro

Le Festival du cinéma italien d'Annecy n'a pas présenté de merveilles, malgré la projection d'une trentaine de films inédits en France

ANNECY
de notre envoyé spécial
On le répète depuis une quinzaine d'années : le cinéma italien est moribond. La disparition de ses grands maîtres, l'épuisement esthétique de cinéastes réputés (comme en ont témoigné les derniers films en date d'Ettore Scola ou de Francesco Rosi), l'absence de relève, le laminage télévisuel, l'émergence de monopoles financiers (les groupes Berlusconi et Cecchi Gori) et le manque de soutien de l'Etat constituent les étapes essentielles de cette longue agonie. Dans ce contexte, Nanni Moretti est devenu la figure systématiquement invoquée de la résistance solitaire, ressuscitée avec un espoir obstiné par les italo-cinéphiles, attentifs à la moindre lueur de reprise qu'ont pu récemment incarner, après Mario Marone, de rares bonnes surprises distribuées en France qui ont pour noms Mimmo Calabrese (*La Seconda Volta*), Gianni Zanasi (*Dans la mêlée*) ou Eduardo Winspeare (*Pizzicato*).

Plusieurs facteurs ont paru récemment se combiner pour laisser envisager une reprise. Ainsi la nomination de Walter Veltroni, cinéphile avéré, à la vice-présidence du conseil des ministres et au ministère de la culture. Une réforme à long terme du secteur est en cours, qui devrait favoriser une plus large implication de l'Etat et le développement d'une politique de coproduction européenne, préfigurée par la signature, en septembre, pendant la Mostra de Venise, d'un accord de cofinancement et d'aide à la diffusion entre la France et l'Italie. Au même moment, le cinéma connaît en Italie une embellie

côté production, avec cent films annoncés pour 1997. Par ailleurs, la fréquentation globale dans la péninsule a enregistré une légère augmentation (passant de 95 millions à 100 millions d'entrées en 1996). Toutefois, quelques grands succès commerciaux ont permis une spectaculaire remontée de la part de marché du cinéma national, passée de 18 % en 1994 à 40 % aujourd'hui (le reste étant peu ou prou dévolu à Hollywood), grâce à une veine comique toscane, dont le fleuron, *Il Ciclone*, de Leonardo Pieraccioni, a attiré 5 millions de spectateurs en 1996. *Fuochi d'Artificio*, le nouveau Pieraccioni, sorti au mois d'octobre et tiré à six cent vingt copies par la société de Vittorio Cecchi Gori - qui n'a pas pour habitude de laisser le choix au public italien - est d'ores et déjà assuré de battre ce record.

PAS D'ÉTINCELLE ARTISTIQUE
Il était donc tentant de vérifier, lors de la quinzième édition du Festival d'Annecy, qui s'est tenu du 9 au 13 décembre, si sous cette pyrotechnie commerciale couvait une étincelle artistique. D'autant que le festival, qui avait accueilli 20 000 fidèles en 1996, a inauguré cette année, sous la houlette de deux passionnés du cinéma italien, Pierre Todeschini et Jean A. Gili, une compétition de courts-métrages ainsi qu'une « vitrine » destinée aux professionnels afin d'encourager la distribution de films italiens en France. Hélas ! Il est encore trop tôt. Aucun bon nouveau n'est sorti de la honte en dépit du Noël qui approche. Si Jean Gili estime, peut-être à raison, « qu'on manque d'attention, en France, à l'égard du cinéma italien,

injustement réduit à Nanni Moretti », force est de reconnaître que toute l'attention du monde ne suffirait pas à sauver plus de deux des dix longs métrages sélectionnés (parmi soixante-dix films) cette année en compétition.

Il s'agit de *Tono da Morire*, de Roberto Torre, pastiche musical et déjanté de la Mafia palermitaine, repéré dans une des sections parallèles du dernier Festival de Venise (*Le Monde* du 2 septembre). Et *Cinque giorni di Tempesta*, quatrième long métrage de Francesco Calogero, ancré le jury à très loquacement décerné le Grand Prix. Ce beau film, construit à partir d'un récit d'initiation reliant les fées florentines à l'Australie, a séduit Jean-Jacques Varret, directeur des Films du Paradiso, récent distributeur de *Pizzicato*. Achètera-t-il le film pour autant ? Rien n'est moins sûr, au regard de l'état du marché du cinéma italien en France et des problèmes de viabilité économique posés, en l'absence d'une structure intermédiaire efficace, par la négociation directe auprès des producteurs. Ceux-ci réclament souvent des droits exorbitants, plus exactement, correspondant à un potentiel disparu du cinéma italien sur le marché français.

Qui voudrait au moins découvrir ces deux œuvres, ou le très académique *Il Bagno turco* d'Hanjam, de Ferzan Ozpetek, qui a moissonné les récompenses à Annecy, profitera donc, jusqu'au 23 décembre, de la reprise au cinéma Le Latina (20, rue du Temple, 75004 Paris) de seize films présentés cette année au Festival.

Jacques Mandelbaum

LES NOUVEAUX FILMS

MAMAN JE M'OCCUPE DES MÉCHANTS

Maman je m'occupe des méchants est le troisième volet de la série Home Alone produite par John Hughes. Maman j'ai raté l'avion et Maman j'ai encore raté l'avion furent les titres français des deux premiers épisodes. Le principe consiste à mettre un jeune garçon, livré à lui-même à la suite d'un concours de circonstances, aux prises avec d'abominables malfaiteurs qu'il réussit à neutraliser en utilisant divers trucs de farces et d'atrapes. Ce troisième volet est donc conforme au schéma initial : un petit garçon malade tient en échec quatre espions décidés à subtiliser un microprocesseur volé à la défense nationale et dissimulé dans un des ses jouets. L'acteur principal des deux premiers épisodes, atteint par la puberté, a été remplacé par un autre gamin. Maman je m'occupe des méchants est rajouté de façon surprenante dans la régression scatologique. De véritables seaux d'excréments sont déversés sur les malfaiteurs et les sièges de WC s'effondrent. Une souris grimpe le long du pantalon d'un bandit et ressort par la braguette. Une complice lui rétorque : « Si tu te changes plus souvent, tu n'aurais pas de rat dans

ton pantalon. » Patrons que les épisodes suivants continueront la surenchère. Jean-François Rauger Film américain de Rojo Gossnell. Avec Alex De Liza, Haviland Morris, Olek Krupa. (1 h 42)

THERAPIE RUSSE

Il y a un an début un jeune homme encapuchonné dans un survêtement jaune et cloqué dans son appartement. Sa femme vient de le quitter, la dépression le guette et, ne sachant pas rouler les joints, il met le grappin sur le premier ramoneur russe qui passe et qui finit par s'installer. On ne sortira plus de l'appartement où Eric Veniard a apparemment décidé de filmer, essentiellement en plans rapprochés, l'idée suivante : pour se guérir d'un chagrin d'amour, rien de plus sain qu'une projection mentale qui ressemble à un ex-société macho, vulgaire et sans le sou. C'est une idée qui l'honneur : il n'est hélas pas démontré qu'elle suffise à faire ce que l'on appelle du cinéma. Ce non-film sera précédé d'un court-métrage d'Alain Beigel - il y a des journées qui méritent qu'on leur casse la gueule - qui ne semble pas non plus faire la différence entre un sketch et un film. J.M. Film français d'Eric Veniard. Avec Miglen Mirtchev, Eric Veniard, Sidse

Babette Knudsen. (0 h 53)

SAUVEZ-WILLY 3 : LA POURSUITE

Lorsque Willy coule des jours tranquilles avec sa famille dans le Pacifique. Mais des baleiniers rôdent et cherchent à tuer des cétacés pour revendre leur viande au marché noir. Jesse et son ami Randolph mènent une mission scientifique chargée d'enquêter sur la disparition des orques. Ils vont tenter de mettre les baleiniers en échec. Destinée à un public jeune, *Sauvez Willy 3* remplit sa mission, et se révèle un film correct. Doté d'un scénario cohérent et d'une galerie de personnages solides, il pèche seulement d'une esthétique publicitaire qui donne l'impression que les paysages du film sortent d'un dépliant touristique. Samuel Blumengrfield Film américain de Sam Pillsbury. Avec Jason James Richter, August Schellenberg, Annie Corley, Vincent Berry. (1 h 25)

MÉPRISE MULTIPLE

Kevin Smith s'était déjà fait remarquer par un premier film, *Clerks*, tourné avec des bouts de ficelle, qui témoignait d'un certain talent pour les dialogues et d'une absence totale de mise en scène. *Méprise multiple*, son troisième film, révèle son incapacité à faire du cinéma, qu'il masque avec des dialogues inspirés de Quentin Tarantino et truffés de références aux comic-book. Holden et Banky sont les créateurs d'une bande dessinée. Holden tombe amoureux d'Alyssa, qui est homosexuelle mais décide quand même de se mettre avec lui. Lorsque Holden apprend le passé défilé d'Alyssa, il la quitte. Le scénario très mince de Kevin Smith, un vague marivaudage nourri de pop-corn et de boissons gazeuses, ressemble à celui d'un lycéen attardé qui n'aurait fréquenté qu'un magasin de disques, les conventions de comic-book, les matchs de hockey sur glace et les soirées bière-télévision. Un tel vide à du mal à masquer les faiblesses d'un film qui ressemble au mieux à du - médiocre - théâtre filmé. S. B. Film américain de Kevin Smith. Avec Ben Affleck, Jason Lee, Joey Lauren Adams. (1 h 55)

LE SEPTIÈME CIEL

Lire page 26

MURIEL

Lire page 28

JE NE VOIS PAS CE QU'ON ME TROUVE

Lire page 28



« Cinque giorni di Tempesta », Grand Prix au Festival d'Annecy.

Des Rencontres pour favoriser la coproduction transalpine

FLORENCE

correspondance

« Symétrique » au-delà des Alpes du Festival d'Annecy, les Rencontres France Cinéma de Florence, créées il y a douze ans par le critique Aldo Tassone, sont la dernière vitrine du cinéma français en Italie. La manifestation, dont la plus récente édition s'est tenue du 3 au 9 novembre, tente de maintenir un lien entre deux cinématographies qui semblent désormais s'ignorer : les films français n'ont attiré durant la saison 1996-97 que 1,6 % des spectateurs transalpins, tandis que la production italienne ne drainait que 0,1 % du public français. Vingt-six films français seulement ont eu accès aux salles italiennes dans le même temps, pour un nombre total de spectateurs inférieur à un million, dont plus de 200 000 ont été les insectes de *Microcosmos*, premier film hexagonal au box-office italien.

PROFONDE MUTATION

Ces chiffres alarmants traduisent une profonde mutation des équilibres européens survenue depuis une quinzaine d'années, avec notamment la chute des coproductions. « Nous fabriquons des avions, mais on ne les voit pas, on ne les aime pas », se lamentait déjà Federico Fellini (dont quatorze films ont été coproduits par la France) au début des années 80. Est-ce un hasard si cette époque, qui fut aussi celle du naufrage de Gaumont Italie, a vu s'effondrer le nombre de coproductions franco-italiennes ? Une coproduction, souligne Aldo Tassone, cela signifiait une

distribution automatique du film dans chacun des pays partenaires.

Deux mille films environ, depuis 1949, ont bénéficié de ce système de production : les *Don Camillo* bien sûr, mais aussi *Pierrot le Fou* et *Le Mépris*, ou encore *La Strada*, *M. Klein*... Cette forme de collaboration internationale a puissamment aidé un cinéaste de l'ampleur de Claude Chabrol (auquel France Cinéma rendait hommage cette année), recordman des coproductions franco-italiennes avec vingt-cinq titres - suivi de près par Dino Risi : vingt-trois films.

Rendre simplement visible le cinéma français en Italie, recréer les liens professionnels permettant sa diffusion, tel est le but d'une manifestation comme France Cinéma. Encore cette ambition nécessite-t-elle un suivi des films : « Des pourparlers avec des distributeurs en vue d'une sortie commerciale ont été engagés pour deux films bien accueillis par le public florentin : je ne sais pas ce qu'on me trouve de Christian Vincent (*Grand prix France Cinéma 1997*) et Vire la République d'Eric Rochant », affirme Aldo Tassone.

Ce rôle d'aiguillon est aussi destiné aux télévisions : « La rétrospective Chabrol, reprise à Gènes et à Turin, la présence du réalisateur et les articles qui lui ont été consacrés peuvent contribuer à relancer son œuvre, poursuit-il. Il y a quelques années, suite à l'hommage que nous lui avons rendu, nous avons obtenu pu inciter la RAI à lancer un cycle de films d'Ophüls, et cela a été une redécouverte totale. »

Christian-Marc Bosséno

Les Galeries Photo de la Fnac présentent
Boxing
Photographies de Larry Fink

Exposition à la Fnac Montparnasse
jusqu'au 24 janvier 1998.
Rencontre avec Larry Fink
le 15 janvier 1998 à 18h.

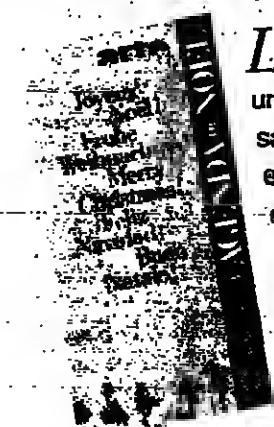
"BOXING" - ed. powerHouse Books.

Champs Gym, Philadelphie, Pennsylvanie.



fnac

Notez bien dans votre agenda :
demander "l'Agenda de Noël".



Votre Agenda de Noël vous attend en kiosque
avec "Le Monde" daté du samedi 20.



arte

Muriel fait le désespoir de ses parents. Je ne vois pas ce qu'on me trouve. Deux films qui semblent accréditer, mais en fait contredisent les clichés sur le jeune cinéma

Jacques Mandelbaum

C'est de nouveau le cas de se ne
voir pas ce qu'on me trouve, re-

Vnici un film d'époque qui ne tient qu'à un fil, pour autant que l'adolescence puisse être considérée comme une époque, durant la quelle chacun a, d'une manière ou de l'autre, suspendu un temps sa vie à un fil. En s'y rattachant avec un plâtré, comme Muriel, qui prend ses distances avec un foyer parental en miettes, notamment par l'aveu fermement incertain de son homosexualité. En dansant d'essus, comme Nora, vive, indéfectible et sensuelle. En y mordant à pleines dents, comme Fred, trop heureux d'être embarqué aux côtés des deux filles dans l'aventure.

trées en France

La fin de 1997 aura été marquée par les nouveaux grands succès britanniques, *Bean* (qui approche les trois millions en sept semaines) et *The Full Monty* (qui frôle les deux millions en huitième semaine). Mais l'*Union Jack* n'est pas devenu une garantie de succès : malgré les heureux précédents de *Petits meurtres entre amis* et *Trainspotting*, le nouveau film de la même bande, *Une vie moins ordinaire*, est un four complet.

* période du mercredi 10/12 au dimanche 14/12 inclus

101, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M. MAITRE
bureau. 21 heures, le 17. Tél. : 01-44-54-
53-06. 80 F et 120 F.

La Noce chez les petits-bourgeois :
Grand Paur et misère du *Mr Reich*
de Bertolt Brecht, mise en scène de Di-
dière Bezace, avec Anne Baudeux, Fabien

A trois mains
de Bruno Bayen, mise en scène de l'auteur.
Maison de la culture, 1, boulevard Lé-
nine, 93 Bobigny. Les mardi, mercredi,
vendredi, samedi, à 21 heures; le jeudi, à
19 heures; le dimanche, à 16 heures.
Tél.: 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
21 décembre:
Chêd'An.

La journée du 19 décembre à la Sorbonne

pour la Défense du
Droit d'Asile dans le
monde est annulée.

.....Vendredi 19 Décembre.....

Réveillons de Fête

Le Traiteur **LE NOTRE** met votre Table en Fête
pour 10 Personnes

Laurent
PETITGUILLAUME
8H30 - 11H00

RTL
www.rtl.fr

Vendredi 19 Décembre

هكذا من الامهل

KIOSQUE

LE MONDE / JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997

L'Islande et la pollution atmosphérique

Le quotidien « DV » dénonce la dérogation dont l'île a bénéficié à la conférence de Kyoto et s'inquiète des conséquences possibles sur le Gulf Stream



contraints ». Morgunblaðið, plus prosaïquement, fait ses comptes. L'Islande a déjà obtenu 10 % supplémentaires de gaz polluants et peut espérer grappiller quelques points de plus à Buenos Aires au nom de la spécificité des petites nations. Le smog de pollution risque d'être très important en raison de projets industriels très

ambitieux. Dagbladið a fait une liste de tous ceux qui sont en cours. Les émissions en CO₂ augmenteraient de 90 % si aucune mesure contraignante n'était prise. Les Islandais savent qu'ils ne souffriront jamais personnellement de cette pollution, car le vent a tôt fait de rejeter vers le large les gaz toxiques. C'est cette dispersion de la pollution, alors que tous les autres facteurs sont défavorables, qui attire en Islande les investisseurs. « Mais l'heure des responsabilités a sonné », estime Dagbladið.

Il est difficile sur une île aussi septentrionale d'agiter comme épouvantail la menace du réchauf-

fement de l'atmosphère car chacun ici s'accommoderait volontiers de 1 à 2 degrés supplémentaires. « Mais si le Gulf Stream, à la suite d'un désastre écologique, changeait de route, c'est de six à dix degrés que la température baisserait et la mort pourrait dévaster les eaux poissonneuses qui entourent l'Islande. Il est inutile d'attirer ainsi sur nous l'attention du monde. » Cette inquiétude est reprise par le journal Morgunblaðið, qui redoute que le tourisme et l'industrie alimentaire ne souffrent de cette contre-publicité.

Gérard Lemaire

EN VUE

Mardi soir, à la télévision japonaise, le petit rat « Pikachu », héros du dessin animé « Pokemon », lance, avec ses yeux, une « bombe vaccin » pour détruire un virus informatique. Une vive lumière rouge envahit l'écran. Après quoi, six-cent-dix-huit jeunes téléspectateurs - certains ont oot que trois ans - sont pris de vomissements, de convulsions, s'évanouissent. Les pompiers doivent intervenir pour organiser les secours d'urgence. Mercredi 17 décembre, cent-vingt enfants, atteints de troubles épileptiques, sont toujours en observation dans les hôpitaux du pays.

L'Association automobile de Grande-Bretagne met en garde contre les ruptures d'essieux les milliers de conducteurs qui traversent le « Channel » pour profiter des disparités fiscales et tarifaires ou vignes dans l'Union européenne sur les produits alcoolisés. « Dix véhicules sont accidentés chaque jour, les passagers sont tués, les roues arrière disparaissent sous le poids des cargaisons entassées dans le coffre », précise le porte-parole de l'association.

Le ciel de Rome étant pollué, des jésuites-astronomes du Saint-Siège se sont installés dans l'observatoire du mont Graham, en Arizona, pour mieux scruter « l'œuvre admirable de la Création divine dans son évolution et dans son immensité ». Chris Corbally, de la Compagnie de Jésus, directeur adjoint de l'observatoire, déclare sa foi dans l'avenir : « Si on découvre des civilisations sur les autres planètes et s'il est possible de communiquer avec elles, nous enverrons des missionnaires pour les sauver ».

Après avoir constaté que les autruches en captivité sont plus attirées par leur bledvère que par les partenaires de leur espèce, des éthologues israéliens, spécialistes de l'oiseau, viennent de découvrir qu'elles se reproduisent plus volontiers quand un humain assiste à leurs ébats, mais qu'à tout prendre elles préfèrent l'insémination artificielle pratiquée au moyen de poupées gonflables emphyémées.

Le seul rescapé japonais du naufrage du Titanic avait été mis au ban de la nation pour avoir trahi l'esprit des samouraïs en ne sacrifiant pas sa vie. Jusqu'à sa mort, en 1939, la presse a vilipendé Masabumi Hosono pour sa couardise ; dans les écoles on citait l'exemple de son infamie, le modèle de l'homme indigne, c'était lui. Sa petite-fille vient de publier le témoignage d'Hosono, caché au fond d'un tiroir. « Dans la chauxpote, j'étais aussi déprimé et misérable que les enfants qui pleuraient et les mères inquiètes sur le sort de leurs maris. Mais, je ne savais pas ce qui devait m'arriver par la suite au Japon », écrit le honni.

Christian Colombani

www.whirlgirl.com

Une bande dessinée décadente et futuriste se lance à la conquête des web-magazines et services en ligne



paraissent une à une, accompagnées de musique et de bruitages décalés. L'interactivité fait partie intégrante de chaque épisode, grâce à des concours, des canaux de discussion, et surtout à la rubrique « Improvisation », où les lecteurs peuvent ajouter des dialogues aux épisodes précédents. L'histoire évolue sans cesse, car le passé n'est jamais figé.

Tout comme son héroïne, David Williams, père de Whirl Girl et directeur de la société new-yorkaise

Visionary Media, a de vastes projets de conquête. Sa bande dessinée sert de support à une opération ambitieuse de « merchandising de produits virtuels » en direction des grands webmagazines, des services en ligne, des nouveaux canaux de télévision interactive et des fabricants de logiciels. « Notre stratégie consiste à vendre Whirl Girl et son univers (...) à toute une gamme d'éditeurs électroniques opérant sur Internet, de la même façon qu'une même bande dessinée classique peut être vendue en « syndication » à de nombreux journaux ».

Si tout se passe bien, Whirl Girl, année de ses lunettes de soleil panoramiques et de ses combinaisons spatiales ultra-décolletées, a donc le temps devant elle pour libérer l'humanité de la tyrannie de Zone-Werks, et pour installer sa silhouette sur toutes les interfaces graphiques, pages d'accueil et magazines en ligne qui paieront pour l'accueillir.

Debra Seagal-Ollivier et Yves Eudes

Abonnez-vous au Monde

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
3 MOIS - 536F 6 MOIS - 1038F 1 AN - 1890F
au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

* Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : 701 MQ 007
par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

M. Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

USA-CANADA

1 AN 2060F 2800F

6 mois 1123F 1500F

3 mois 572F 780F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-30 de 9h à 18h du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc - 93346 Chantilly Cedex.

L'épée de M. Seillière

par Alain Rollat

LA FORMULE était bonne. Sans doute l'avait-il longuement affûtée après en avoir ciselé chaque mot. Sans doute l'avait-il plusieurs fois répétée, comme l'acteur avant d'entrer en scène. C'était une sage précaution. Il ne faut surtout pas, les soirs de générale, loucher sa première réplique devant les caméras. Le nouveau jeune premier du Conseil national du patronat français, Ernest-Antoine Seillière, ne l'a pas loupée. La formule était même si adaptée à son rôle de tueur monétaire présumé sympathique qu'il la répète, deux fois, mardi soir, en direct sur France 2, et en différé sur TF1 : « Je n'ai jamais été autre chose qu'un tueur de chômage, tueur d'illusions, tueur de fausses idées. Pour le reste, le président du CNPF n'a qu'une petite épée de bois, il n'est vraiment pas dangereux ».

Tout y était : le phrasé, la ponctuation, la respiration, le ton, le sourire. Du travail de comédien

doué. Et cette « petite épée de bois », quelle trouvaille ! Pouva-t-il y avoir réplique plus désarmante ? Comment suspecter d'intentions assassines quelqu'un qui s'avance armé d'un jouet ? En deux phrases bien construites, le nouveau patron des patrons s'est donné l'image positive du gentil Doo Quichotte. C'était de la belle ouvrage médiatique.

Il eût d'ailleurs suffi d'un seul mot mal choisi pour que l'effet obtenu fût inverse. Supposons que M. Seillière, préférant le sabre à l'épée, ait dit : « Pour le reste, le président du CNPF n'a qu'un petit sabre de bois ». Eh bien ! alors, il était mort... Car ce sabre-là, par association d'idées et d'images, eût renvoyé à celui, célèbre, de Joseph Prudhomme, le personnage créé au théâtre par Henri Mornier (1799-1877) pour caricaturer le bourgeois français. Le rapprochement eût été d'autant plus inévitable que

M. Seillière revendique sans complexe ses origines bourgeoises en poussant l'élégance jusqu'à renouer à un titre de baron de noblesse trop récent à ses yeux (« probablement un siècle », il l'a confié à France 2) pour être sérieusement maintenu.

Notre chronique du jour y aurait gagné en piment. Nous n'aurions pas résisté au plaisir de citer quelques-unes des malices passées à la postérité grâce à ce personnage. Par exemple celle-ci : « Qu'est-ce que la bourgeoisie en ce moment ? Tout. Que doit-elle être ? Je l'ignore. » Faut-il de sabre, nous nous battrons à penser, au vu des images d'archives qui le montrent, en noir et blanc, dans l'ombre de Georges Pompidou et, en couleur, auprès de Jacques Chaban-Delemas, que ce talent prometteur est tout sauf un débutant. Comme disait M. Prudhomme : « C'est mon opinion, et je la partage ».

re en Bosnie

ne pas clarifier la position internationale

M. Arbour, le procureur général de la Cour internationale de justice, a déclaré mardi que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie.

Le procureur général de la Cour internationale de justice, M. Arbour, a déclaré mardi que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie. Il a souligné que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie. Il a souligné que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie.

Remy Oudin

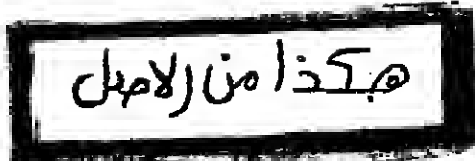
Le procureur général de la Cour internationale de justice, M. Arbour, a déclaré mardi que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie. Il a souligné que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie.

Chaire Tra

Le procureur général de la Cour internationale de justice, M. Arbour, a déclaré mardi que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie. Il a souligné que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie.

Bosnie

Le procureur général de la Cour internationale de justice, M. Arbour, a déclaré mardi que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie. Il a souligné que les témoignages des policiers français, recueillis dans le cadre d'enquêtes de l'Unicef, ne suffisent pas à établir la culpabilité des auteurs des crimes de guerre en Bosnie.



MERCREDI 17 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

18.25 **Le Pianiste** ■
De C. Gajon (1991, 95 min.). Festival
N. 100 min. Ciné Cinéma

18.50 **La Bandera** ■
De Julien Duvivier (France, 1935,
N. 100 min.). Ciné Cinéma

20.30 **The Secret of Convict Lake** ■
De Michael Gordon (États-Unis, 1951,
N. v.o., 85 min.). Ciné Cinéma

20.30 **Remdez-vous avec le destin** ■
De Glenn Gordon Caron (États-Unis,
1994, 105 min.). Ciné Cinéma

21.55 **Rhythm on the River** ■
De Victor Schertzinger (États-Unis,
1940, N. v.o., 95 min.). Ciné Cinéma

22.15 **Clair de femme** ■
De Constantin Costa-Gavras (France,
1973, 105 min.). Ciné Cinéma

22.35 **Le Choix** ■
De R. Davis (Fr., 1982, 100 min.). TMC

22.40 **Mister Johnson** ■
De Bruce Beresford (États-Unis, 1990,
105 min.). RTL 9

23.30 **Mon gosse de père** ■
De Jean de Limur (France, 1930, N.
85 min.). Ciné Cinéma

0.25 **Mathias Sandorf** ■
De G. Laroche (Fr., 1962, 105 min.). RTL 9

0.55 **Quand la femme s'en mêle** ■
D'Yves Allégret (France, 1957, N.
85 min.). Ciné Cinéma

2.20 **La Revanche de Freddy** ■
De Jack Sholder (États-Unis, 1985, v.o.,
85 min.). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs.**
Invités : Peter Lindbergh, Marie-Sophie Wilson, Jean-Louis Borio. Canal +

19.00 **De l'actualité à l'Histoire.**
La plume contre le pouvoir. Histoire

20.00 **Fait pas rêver.**
Invité : Bertrand Blier. TV 5

20.00 **20h Paris Première.** Paris Première

20.10 **Appel à témoins.** RTBF 1

20.45 **Les Mercredis de l'Histoire.**
Afrique rouge. Arte

20.45 **Capitaine Café.** France Supervision

20.50 **La Marche du siècle.**
Magie London, invités : Michel Déon, Denis Mac Shane, Jean-Marie Bergey, Olivier Gaudin. France 3

21.00 **Envoyé spécial.** Les années 90.
La bête sous la manche.
Le gouvernement polonais en exil. Histoire

21.00 **Paris modes.** Hommage à Versace. Paris Première

22.35 **Ca se discute.** Peut-on apprendre à lire et à écrire à tout âge ? France 2

22.35 **Savoir plus santé.** La folie des vitamines. TV 5

23.00 **Le Magazine de l'Histoire.** Invités : Hervé Drévillon, Pierre Assolant, Frédéric Ferrey. Histoire

23.20 **Un siècle d'écrivains.**
Roger Grenier. France 3

23.55 **Comédie.** Le théâtre européen. Arte

23.55 **Le Canal du savoir.** Vivre à Paris au Grand Siècle. Paris Première

0.40 **Le Cercle des métiers.** Soirée de Noël avec les jeunes chefs. France 2

DOCUMENTAIRES

19.40 **Instinct animal.** Planète

SPORTS EN DIRECT

20.00 **dance pour ses comorans.** Arte

20.00 **Le Grand Jeu.** URSSUSA : 1917-1991. (56). 1964-1980 : Désarmement et glaciation. Histoire

20.35 **Hongkong Hanou.** Retour des camps. Planète

20.55 **Femmes dans le monde.** L'Afrique accorde. Téma

21.30 **Des hommes dans la tourmente.** (32/32). Rimmel versus Montgomery. Planète

21.55 **Dario Fo, le jongleur.** Arte

22.00 **L'Histoire publiée.** (46). Les barbares : l'enlèvement. Histoire

22.50 **Panama, le canal du défi.** (15). Jean XXIII, le bon pape. Planète

0.15 **Le bon pape Jean.** TSR

DANSE

15.45 et 18.00 **Football.** Coupe des Confédérations. Émirats arabes unis - République tchèque. Uruguay - Afrique du Sud. Eurosport

2.05 **Basket-ball NBA.** Chicago Bulls - Los Angeles Lakers. Canal +

MUSIQUE

18.00 **Roméo et Juliette.** Ballet. France Supervision

21.00 **Didon et Enée.** Ballet. Muzik

19.55 **Midnight Classics.** Haendel. Muzik

21.35 **Concert de musique polonaise.** France Supervision

21.55 **Pat Shop Boys.** Discovery

23.05 **Blues Sessions.** Peter Nathanson. France Supervision

0.10 **Tereza Berganza.** Téma

THÉÂTRE

23.10 **Le Médécien volant.** Comédie de Molière. mise en scène de Dario Fo. Arte

TÉLÉFILMS

20.50 **L'Emprise des sens.** O De Harry Winer (1 et 2). M 6

20.55 **La Cité des alouettes.** De Luc Béraud. France 2

22.05 **Les Indes noires.** De Marcel Bluval. Festival

0.45 **Docteur Knock.** De Dominique Grief. Arte

SÉRIES

18.00 **Sliders, les mondes parallèles.** Le monde de Chronos. M 6

19.00 **Sandell.** V. 714. M 6

19.25 **Max Gluck.** Canal J

20.25 **Star Trek : la nouvelle génération.** Canal Jimmy

21.30 **Nick Mancuso.** La princesse et la souricière. Série Club

22.10 **Schimanski.** Série Club

22.20 **Une fille à scandales.** Canal Jimmy

22.45 **Spin City.** Canal Jimmy

23.00 **Nos meilleures années.** Le mariage de Weston. Téma

23.05 **Columbo.** Eaux troubles. TF 1

23.30 **Nash Bridges.** Les frères McMillan. TSR

23.40 **Bottom.** Break (v.o.). Canal Jimmy

0.15 **New York Police Blues.** Alice à dépatou (v.o.). Canal Jimmy

0.50 **New York District.** Justice à deux vitesses. France 3

NOTRE CHOIX

● 20.45 **Arte**
Les Mercredis de l'Histoire
Peodant trente ans, une partie de l'Afrique noire fut « rouge », sous l'influence de l'Union soviétique. Le socialisme tropical se développa dans l'enthousiasme des indépendances fraîchement acquises, avant de se fêtrer dans l'ombre des dictatures. L'Afrique rouge, de Michel Vuillemet et Ilios Yannakakis, raconte les grandes étapes, puis l'échec, de cette aventure stratégique. - J.-P. L.

● 20.50 **France 3**
La Marche du siècle
Le magazine de Jean-Marie Cava-
da propose un dossier, *Magie London*,
en partenariat avec *Le Monde*.
Après la rigueur des années Thatcher, la capitale britannique a désormais les yeux rivés sur l'an 2000. Pour parler de ce Londres fin de siècle qui attire à nouveau les financiers et les créateurs : l'écrivain Michel Déon, Denis Mac-Shane, député travailliste, Jean-Marie Bergman, directeur de la Chambre de commerce française de Grande-Bretagne, et un étudiant français installé à Londres.

● 21.45 **Arte**
Comédie à Dario Fo
Cette soirée consacrée au dramaturge et acteur italien qui a porté son théâtre sur les lieux de luttes politiques et syndicales, avec comme seule arme la puissance du burlesque, s'ouvre sur la cérémonie de remise du prix Nobel de littérature à Stockholm, le 10 décembre. Suit un long entretien recueilli par Pierre-André Boutang (*Le Monde* du 10 décembre), des morceaux choisis du « bouffon gauchiste » et sa version du *Médécien volant* de Molière, avec les acteurs de la Comédie-Française.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
19.05 **Walker, Texas Ranger.**
19.50 et 20.45 **Météo.**
20.00 **Journal.** Résultats des courses, météo des neiges.
20.50 **SVP Comédies.**
Eaux troubles.
0.50 **Minuit sport.**
Spécial Salon nautique.
1.20 **TF 1 multi.** Météo.
1.35 **Histoires naturelles.**

FRANCE 2

19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000.**
19.20 **C'est l'heure.**
19.50 et 20.45 **Tirage du Loto.**
19.55 **Au nom du sport.**
20.00 **Journal.** A cheval, Météo.
20.55 **La Cité des Alouettes.**
Téléfilm de Luc Béraud.
22.35 **Ca se discute.**
Peut-on apprendre à lire et à écrire à tout âge ?
0.25 **Journal.** Météo.
0.40 **Le Cercle des métiers.** Soirée de Noël avec les jeunes chefs.

FRANCE 3

18.50 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information.**
20.02 et 22.45 **Météo.**
20.05 **Fa si la chanter.**
20.35 **Tout le sport.**
20.45 **Cosmosmag.**
20.50 **Magie London.**
22.35 **Sol 3.**
23.20 **Un siècle d'écrivains.**
Roger Grenier.
0.05 **Cinéma d'été.**
0.35 **Vivre avec...**
0.50 **New York District.**

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs.**
20.30 **Le Journal du cinéma.**
21.00 **Personnel et confidentiel.**
Film de Jon Arnet.
23.00 **Flash infos.**
23.10 **Boxe.**
Combat de rentrée de Laurent Boudotani.
0.40 **Basket-ball.**

ARTE

19.00 ► **La Bible en images.**
19.30 **7 1/2.**
20.00 **Il danse pour ses comorans.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.45 ► **Les Mercredis de l'Histoire.**
Afrique rouge.
21.45 **Comedia.**
Le théâtre européen : Dario Fo.
21.50 **La Remise du Nobel.**
21.55 **Dario Fo, le jongleur.**
22.55 **Un Italien à Paris.**
Introduction au *Médécien volant*.
23.10 **Le Médécien volant.**
Comédie en un acte de Molière.
23.55 **Conversation avec Dario Fo.**
0.45 **Docteur Knock.**
Téléfilm de Dominique Grief.

M 6

19.00 **Sentinel.**
19.54 **6 minutes.** Météo.
20.05 **Susan I.**
20.35 **Décochages info.** Éléments Terre.
20.50 et 22.30 **L'Emprise des sens.**
Téléfilm de Harry Winer (1 et 2).
0.10 **Secrets de femme.**
0.45 **Sexy Zap.**
1.10 **Boulevard des clips.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora.** Christine Pétre.
21.00 **Philambille.**
22.10 **Pickpocket.**
Blanc et noir, noir ou blanc, de Robert Paris.
23.00 **Nuits magnétiques.**
0.05 **De jour au lendemain.**
0.48 **Les Cinglés du music-hall.**

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Couperet.**
En direct de Notre-Dame-du-Travail, par le Chœur de Radio-France.
22.30 **Musique pluriel.**
Œuvre de flamme.
23.07 **Les Cinglés de la mémoire.**
Dodo Conrad, basse.

RADIO CLASSIQUE

20.40 **Les Solistes.**
Thomas Hampson, baryton.
22.55 **Les Solistes.** (suite).
Œuvres de Mahler, Copland, Darius.

FILMS DU JOUR

13.05 **The Secret of Convict Lake** ■
De Michael Gordon (États-Unis, 1951,
N. v.o., 85 min.). Ciné Cinéma

14.30 **Les enfants nous regardent** ■
De Vittorio De Sica (Italie, 1942, N.
v.o., 85 min.). Ciné Cinéma

14.30 **Le Pianiste** ■
De Claude Gajon (Canada, 1991,
85 min.). Festival

15.00 **Viva Villa !** ■
De Jack Conway et Howard Hawks
(États-Unis, 1934, N. 120 min.). Histoire

15.45 **Bagdad Café** ■
De Percy Adlon (Allemagne, 1987,
95 min.). Ciné Cinéma

15.55 **La Bandera** ■
De Julien Duvivier (France, 1935, N.
100 min.). Ciné Cinéma

17.20 **Grenlins** ■
De Joe Dante (États-Unis, 1984,
105 min.). Ciné Cinéma

17.35 **Mon gosse de père** ■
De Jean de Limur (France, 1930, N.
85 min.). Ciné Cinéma

18.55 **Rhythm on the River** ■
De Victor Schertzinger (États-Unis,
1940, N. v.o., 95 min.). Ciné Cinéma

19.05 **La Revanche de Freddy** ■
De Jack Sholder (États-Unis, 1985,
85 min.). Ciné Cinéma

20.00 **Circulez,**
y a rien à voir ! ■
De Patrice Leconte (France, 1982,
90 min.). TV 5

20.30 **The Blind Goddess** ■
De Harold French (Grande-Bretagne,
1948, N. v.o., 90 min.). Ciné Cinéma

20.30 **La Castagne** ■
De George Roy Hill (États-Unis, 1976,
120 min.). Ciné Cinéma

20.35 **La Maitresse**
do lieutenant français ■
De Karel Reisz (Grande-Bretagne,
1981, 125 min.). TMC

20.40 **Boy Meets Girl** ■
De Leos Carax (France, 1984, N. v.o.,
100 min.). Canal Jimmy

20.55 **Le Voleur** ■
De Louis Malle (France, 1966,
120 min.). France 3

20.55 **Docteur François Galland** ■
De Jean-Louis Béraud (France, 1976,
105 min.). Téma

21.00 **La Vie privée du tribunal** ■
De John Stahl (États-Unis, 1937, N.
v.o., 120 min.). Histoire

21.00 **Avec le sourire** ■
De Maurice Tourneur (France, 1936,
N. 105 min.). Paris Première

21.30 **Charlie et la chocolaterie** ■
De Mel Stuart (États-Unis, 1970,
95 min.). Disney Channel

22.00 **Quand la femme s'en mêle** ■
D'Yves Allégret (France, 1957, N.
85 min.). Ciné Cinéma

22.15 **Mississippi Burning** ■
De Alan Parker (États-Unis, 1988,
125 min.). RTL 9

22.25 **Derrière limite** ■
De Bill Duke (États-Unis, 1992, v.o.,
105 min.). Canal Jimmy

22.30 **Le Temps des gitans** ■
D'Emir Kusturica (Yougoslavie, 1995,
140 min.). Ciné Cinéma

22.40 **Les Éclaireurs** ■
D'Alain Bonnot (France, 1984,
95 min.). Téma

23.40 ► **Queen Kelly** ■
D'Edith von Stroheim (États-Unis,
1928, N. v.o., 105 min.). Arte

0.20 **La Minute de vérité** ■
De Jean Delannoy (France, 1952, N.
105 min.). RTL 9

0.45 **Apprentissage en London** ■
De Philip Leacock (Grande-Bretagne,
1952, N. v.o., 95 min.). Ciné Cinéma

0.50 **Le Maître de musique** ■
De Georges Courtès (Belgique, 1987,
100 min.). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

11.55 **C'est pas normal.**
La vie à pleines roues. La Cinquième

13.00 **Une heure pour l'emploi.**
La Cinquième

13.30 **Les Grands Entretiens du Cercle.**
Invité : Olivier Rouiller. TV 5

13.40 **Parole d'Expert.** France 3

14.30 **Arrêt sur images.** La Cinquième

17.00 **De l'actualité à l'Histoire.**
L'indépendance de la justice.
La plume contre le pouvoir. Histoire

17.15 **A bout portant.**
Nicolas Peyrie. Paris Première

18.00 **Stars en stock.** Robert Redford.
Marlene Dietrich. Paris Première

18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs.** Invités : Daniel Cohn-Bendit, Romy Brumet. Canal +

19.00 **Le Magazine de l'Histoire.** Invités : Hervé Drévillon, Pierre Assolant, Frédéric Ferrey. Histoire

20.00 **20h Paris Première.** Paris Première

20.05 **Temps présent.** Italie : la terre tremble. Le rock du paradis. TSR

20.55 ► **Envoyé spécial.** Unif. Les enfants du monde : le commerce du sexe. Népal : le commerce du sexe. Brésil : l'exploitation sexuelle des enfants. Roumanie : les petites filles. France 2

22.20 **Fa culture.** La littérature étonne. TSR

22.35 **Des racines et des ailes.** L'ADN. La dyslexie en France. USA : Des femmes dans la milice. TV 5

23.00 **Les Dossiers de l'Histoire.** Un siècle d'immigration en France. Étranges égarés. Histoire

23.05 ► **L'Heure de vérité.** Hommage à François-Henri de Virieu. France 2

23.30 **Comment ça va ?** France 3

DOCUMENTAIRES

18.00 **Le Grand Jeu.** URSSUSA : 1917-1991. (56). Histoire

18.00 **Jazz Collection.** Bernard Lubat. Muzik

18.30 **Les Sanctuaires sauvages.** Madagascar. La Cinquième

19.10 **I Love Dollars.** (2/2). Planète

20.00 **L'homme qui murmurait à l'oreille des chevaux.** Arte

20.40 **Soirée thématique.** Dieu est-il moderne ? Arte

21.50 ► **Hongkong Hanou.** Retour des camps. Planète

0.05 **Corpus Christi.** (3/5). Histoire

0.05 **La Légende des top models.** Elle McPherson. TF 1

SPORTS EN DIRECT

20.25 **Basket-ball.** Eurosport

20.25 **PSC Racing - Clontar Zagreb.** Eurosport

20.30 **Football.** Championnat de D1 : Metz - Monaco. Canal +

1.35 **Hockey sur glace.** NHL : Ottawa - Carolina. Canal +

MUSIQUE

19.15 **Récital John Williams.** France Supervision

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

► Signalé dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, dans le dimanche-journal, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes de câble et du satellite.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

■ Accord parental souhaitable
■ Accord parental indispensable
■ Public adulte
■ Interdit aux moins de 16 ans
Le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) a attribué ces codes aux programmes de télévision et de radio. Ils sont indiqués dans le présent guide.

NOTRE CHOIX

● 20.40 **Arte**
Thema :
Dieu est-il moderne ?
Religion et religiosité

EN RASSEMBLANT près d'un million de personnes autour du pape, à Paris, au mois d'août, les Journées mondiales de la jeunesse ont donné l'impression que l'Eglise retrouvait ce qu'elle ne semblait plus avoir, étant donné la baisse persistante de la fréquentation des églises, la crise des vocations et la concurrence croissante d'autres religions ou de nouvelles formes de religiosité. Revenir sur cet événement ne pouvait être, a priori, une meilleure introduction à une soirée thématique « De quoi l'homme est-il moderne ? » Ce retour est à la fois décevant et éclairant.

Snus le titre - contestable -, *United Colors of God*, un premier document, réalisé par Thomas Salloen, expose les réponses aux questions les plus élémentaires sur leur idée de Dieu et leur rapport avec lui posées par des dizaines de jeunes de tous horizons présents aux JMJ, à Paris. Les questions sont pertinentes mais, à quelques exceptions près, les réponses des « croyants de l'an 2000 » ne le sont pas. C'est le « micro-trottoir » des banalités : « À chacun son Dieu », « Dieu est partout », « Dieu est dans la rencontre des autres », « Je lui offre mon travail, ma vie de tous les jours », « La prière nous rapproche de Dieu », « La spiritualité, c'est important ». On ne dépasse guère le niveau d'un catéchisme très primaire.

Pourtant, tous ces jeunes ont fait un spectaculaire pèlerinage de masse pour manifester une recherche et un besoin évidents, sans doute pour combler les vides de cette fin de siècle et de millénaire. Ils laissent étonner une volonté de communier, mais en quoi ? Ils ne le savent pas très bien. Si l'on en croit cette sorte de sondage, l'Eglise a beaucoup de travail à accomplir pour donner un contenu à cette quête. Lui renvoyer la halle est une façon de lancer le débat auquel participe le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, en campagne de représentants du protestantisme, de l'islam et du judaïsme.

Francis Cornu

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.50 **Les Feux de l'Amour.**
14.40 **Arabesque.**
15.35 **Côte Ouest.**
16.30 **TF 1 jeunesse.**
17.10 **Seigneur, police des mers.**
18.00 **Les Années fac.**
18.30 **All Baba.**
19.05 **Walker, Texas Ranger.**
19.50 et 20.45 **Météo.**
20.00 **Journal.** Résultats des courses.
20.50 **La Mondaine.**
A Marilyn, de Marco Pilo.
22.30 **Made in America.**
La rencontre de Tommy et Billy.
0.05 **La Légende des top models.**
1.00 **TF 1 multi.** Météo.
1.10 **Très chaste.**

FRANCE 2

13.50 et 14.55 **Derrick.**
15.55 **Télé.**
16.05 **La Chance aux chansons.**
17.10 **Des chiffres et des lettres.**
17.40 **Un livre, des livres.**
17.45 **Chair de poule.**
18.10 **Friends.**
18.45 **Qui est qui ?**
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000.**
19.20 **C'est l'heure.**
19.50 **Au nom du sport.**
20.00 **Journal.** A cheval, Météo.
20.55 ► **Envoyé spécial.** Spécial Unif.
23.00 **Expression directe.**
23.05 ► **L'Heure de vérité.** de François-Henri de Virieu.
0.40 **Journal.** Météo.
0.55 **Le Cercle du cinéma.**

FRANCE 3

13.40 **Parole d'Expert.**
14.30 **Mon bébé, mon amour.**
Téléfilm de James S. Sawdith (1/2).
16.10 **Evadé.**
16.40 **Miniké.**
17.45 et 18.20 **Questions pour un champion.**
18.50 **Un livre, un jour.**
18.55 **Le 19-20 de l'information.**
20.01 et 22.55 **Météo.**
20.05 **Fa si la chanter.**
20.35 **Tout le sport.**
20.55 **Le Voleur** ■
Film de Louis Malle.
23.05 **Sol 3.**
23.30 **Comment ça va ?**
0.25 **Saga-Cités.**
0.55 **Espace francophone.**
1.25 **New York District.**

CANAL +

13.35 **Les Superstars du caïch.**
14.05 **Suprêmes.**
14.15 **Le Journal du cinéma.**
16.40 **Super Noël.**
Film de John Pasquin.
► En clair jusqu'à 20.30
18.30 **Flash infos.** Art.
18.30 **Cyberball.**
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs.**
Invités : Daniel Cohn-Bendit, Romy Brumet.
20.15 **Football.** Championnat de France de D1.
20.30 **FC Metz - AS Monaco.**
22.30 **Flash infos.** Art.
22.35 **Flash de confidences.**
Film de Peter Hall (v.o.).
0.00 **Basket-ball.**
1.35 **Hockey sur glace.**
En direct, Ottawa - Carolina.

LA CINQUIÈME ARTE

13.00 **Une heure pour l'emploi.**
14.00 **Les Yeux de la découverte.**
14.30 **Arrêt sur images.**
15.25 **Splendeurs impécales.**
16.30 **Le Cinéma des effets spéciaux.**
16.55 **Cellulo.**
17.25 **Amélie la Terre.**
17.55 **Histoire personnelle de la littérature.**
17.50 **Le Journal du temps.**
18.00 **Les Météos du monde.**
18.30 **Le Monde des animaux.**
19.00 ► **La Bible en images.**
19.30 **7 1/2.**
20.00 **L'homme qui murmurait à l'oreille des chevaux.**
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Soirée thématique.** Dieu est-il moderne ?
21.25 et 22.50 **Débat.**
22.05 **United Colors of God.**
22.35 **Les Contes de la trampoline.**
23.40 ► **Queen Kelly** ■
Film muet d'Edith von Stroheim.
1.25 **Les Ibères.**

M 6

13.30 **Nos années d'or.**
Téléfilm de Paul Schneider.
15.15 **Wolff, police criminelle.**
16.10 **Boulevard des clips.**
17.25 **M 6 Kid.**
19.54 **6 minutes.** Météo.
20.05 **Susan I.**
20.35 **Décochages info.** Passé simple.
20.50 **SOS dans les roches.**
Téléfilm de Charles Wilkinson.
22.35 **Les Contes de la crypte.**
A la conquête.
A la dernière émission.
Le sacre de la trampoline.
0.10 **Nick Mancuso.**
Les Dossiers secrets du FBI.
1.05 **Boulevard des clips.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 **Les Enjeux internationaux.**
20.00 **Les Chemins de la musique.**
20.30 **Agora.**
Jean-Claude et Chloé Ratiguet.
21.00 **Jeux de mémoire.**
L'école normale supérieure de la rue d'Ulm (2).
22.10 **For intérieur.**
Pierre Skira, peintre et écrivain.
23.00 **Nuits magnétiques.**
0.05 **De jour au lendemain.**
0.48 **Les Cinglés du music-hall.**

FRANCE-MUSIQUE

18.36 **Scène ouverte.**
19.30 **Prélude.**
20.00 **Concert.**
Orchestre national de France.
Œuvres de Hovhannès, Barbes, Adams

هكذا من الامم

Le Monde

JEUDI 18 DÉCEMBRE 1997

Une commission indépendante sera saisie des demandes de levée du secret-défense

Le premier ministre ne s'est toujours pas manifesté sur les écoutes de l'Elysée

LE CONSEIL DES MINISTRES devait examiner, mercredi 17 décembre, un projet de loi visant à réformer la procédure de secret-défense, sur proposition d'Alain Richard, le ministre de la défense. Le texte de M. Richard devrait annoncer la création d'une commission indépendante composée essentiellement de hauts magistrats. Cette commission sera chargée de rendre au premier ministre un avis consultatif sur les demandes de levée du secret-défense, formulées par des magistrats français de l'ordre judiciaire ou administratif. La présidence de cette nouvelle instance devrait être confiée à Claude Guigou, ministre de la Justice, actuellement président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCS).

Le président de cette instance administrative indépendante coexisterait entre ses mains des pouvoirs d'investigation illimités dans le champ du secret-défense. Il serait épaulé dans son travail par deux hauts magistrats nommés par le président de la République, sur une liste de six personnes présentées par le vice-président du Conseil d'Etat et les premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes. Une fois saisie, la commission disposerait de deux mois pour rendre son avis au ministre concerné, qui aurait alors un mois pour la notifier à l'intéressé.

DÉJÀ DEUX REFS

Dans un entretien accordé au *Monde* du 28 novembre, Alain Richard expliquait que ce dispositif était destiné à faire en sorte que le secret-défense ne puisse plus être opposé « au nom des objectifs militaires d'un gouvernement ou des in-

térêts individuels qu'il entendait protéger sur des dossiers mettant gravement en jeu les libertés ».

Concernant l'affaire des écoutes de l'Elysée perpétrées sous la présidence de François Mitterrand, la requête du juge d'instruction Jean-Paul Valat n'avait toujours pas reçu de réponse, mercredi 17 décembre. Dans un courrier adressé le 6 juin 1997 au premier ministre Lionel Jospin, le magistrat demandait une nouvelle fois la levée du secret-défense sur ce dossier, après avoir essayé les refus d'Edouard Balladur et de Alain Juppé. « La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité a rappelé que le secret-défense devait pouvoir être levé si son maintien n'aurait d'autre justification que de couvrir indûment des agissements dont la révélation publique est utile pour faire respecter l'application loyale de la loi. Il

m'apparaît que tel est le cas dans le dossier dont j'ai la charge », écrivait ostensiblement M. Valat.

L'entourage du premier ministre avait laissé entendre, en novembre, que Lionel Jospin entendait répondre au juge Jean-Paul Valat « sans attendre l'adoption par le Parlement du texte de loi sur le secret-défense ». Il était notamment indiqué que M. Jospin s'apprêtait à écrire à Claude Guigou, le président de la CNCS, pour lui demander son avis sur la communication des pièces demandées par le magistrat. Joint par *Le Monde*, mercredi, M. Mandelkern a déclaré qu'il n'avait pas encore « été saisi de cette demande de la part du premier ministre ».

« Je ne peux donc pas donner une réponse à une question qui ne m'a pas été posée », a-t-il ajouté.

Pascal Ceaux

L'illusion brisée

par Pierre Georges

C'EST, en somme, l'histoire d'un homme honnête qui faisait honnêtement et dans un but honnête des choses malhonnêtes. Il n'était pas le seul à les faire. Mais il les faisait. Il était même, ne disons pas payé, mais mandaté pour cela, gérant d'un poste-clé dans tout parti politique : celui du trésorier. C'est-à-dire son ministre des finances, mais surtout le bras armé et le garde de la pompe à phynances. Pour son parti, au nom du parti, un trésorier doit-il, peut-il, par une sorte de dérogation innée, d'exception absolue politique, se salir les mains ? Peut-il, pour la plus noble des causes, tenir pour excusables les plus douteux des moyens ? Doit-il, en somme, admettre, contre ce qu'il est par nature même, le gardien des lois, que dans certaines circonstances, nécessité fait loi ?

Henri Emmanuelli, tous ses amis le disent, tous ses adversaires l'admettent, est un parfait honnête homme. Il est colérique, ombrageux, chaleureux, fidèle à ses idées. Ce qu'il fit, comme trésorier du PS, il ne le fit pas pour lui. Il le fit pour la Cause. Pas un sou, pas un fiftin qui soit allé dans sa poche. Pas l'ombre d'un enrichissement personnel et vulgaire. C'est d'ailleurs une précaution élémentaire et paradoxale, dans beaucoup de partis, que de « coller » le plus rigoureux et le plus moral des siens aux affaires inavouables. Au moins, est-on sûr qu'il collectera les fonds sans état d'âme, puisqu'il le fait bien, mais qu'il ne les gèrera dans le plus grand scrupule.

En ce sens, Henri Emmanuelli constituait le prototype parfait de l'innocent aux mains sales. Après brio des péripéties, des obstructions, la justice vient de dire son dernier mot : elle a condamné l'homme, à la prison

avec sursis. Et le politique, à une sorte de bannissement, à temps, de la vie publique. Une double peine donc, rude et exemplaire. Et un singulier châtiement qui fera dire à Pierre Mazeaud, son adversaire et ami : « On a brisé la vie d'un homme ».

A oser, on dira que les magistrats de la Cour de cassation ont surtout brisé une illusion lyrique et fort commode au monde politique. Depuis des années, toutes les affaires de financement des partis - ne parlons pas de la corruption ordinaire et canaille - sont présentées, un peu légèrement, comme ne pouvant être évaluées, pesées, saisiées qu'autour d'une date-pivot : l'Avant et l'Après de la loi sur le financement des partis politiques, la distinction à faire entre l'âge de la débrouille et l'âge de la légalité.

Le n°1 du service d'ordre du FN mêlé à une vente d'armes

« LIBÉRATION » ET « LE CANARD ENCHAÎNÉ », dans leurs éditions du mercredi 17 décembre, publient une enquête sur la façon dont Bernard Courcelle, patron du Département protection sécurité (DPS), le service d'ordre du Front national, se trouve mêlé à une escroquerie de vente d'armes dont les Tchétchènes ont été victimes en 1996. Le deux titres, après « Le Vrai Journal » de Karl Zéro, sur Canal Plus, dimanche (voir la chronique d'Alain Rollat dans *Le Monde* du 16 décembre), retracent l'histoire de ces armes, payées 1 million de dollars (6 millions de francs), mais jamais arrivées à leur destinataire. Ils en donnent l'origine : une rencontre entre Bernard Courcelle et le président caucasien, le général Doudaïev, puis le général Shamil Basaïev. Bernard Courcelle explique qu'il s'était à l'époque rendu à Grozny avec une équipe de télévision pour filmer la résistance tchétchène contre l'armée russe. Le patron du DPS reconnaît avoir facilité les contacts entre les Tchétchènes et des marchands d'armes mais clame son innocence dans la suite des événements.

Le réalisateur iradij Azimi se taillade les veines au ministère de la culture

LE RÉALISATEUR IRADJ AZIMI s'est tailladé les veines, mardi 16 décembre, devant le ministère de la culture à Paris, pour obtenir la sortie en salle de son film *Le Radeau de la Méduse*. Ce geste, accompli en présence de l'équipe technique du film et de plusieurs artistes, ne met pas en danger les jours du cinéaste dont le long métrage, victime de nombreuses difficultés lors du tournage, n'avait ensuite pas trouvé de distributeur. Même si rien n'oblige un distributeur à sortir un film et s'il n'entre pas dans les attributions du Centre national du cinéma ni du ministère de contraindre qui que ce soit à le faire, Iradij Azimi se plaint depuis des années que son film soit bloqué. Celui-ci doit pourtant être diffusé prochainement sur Canal Plus puis Canal 2. Catherine Trautmann, affirmant vouloir prendre en compte « l'aspect humain » du problème, a adressé un message au cinéaste.

DÉPÊCHE

■ HAUTE-NORMANDIE : le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par Antoine Rufenacht (RPR), a adopté, mardi 16 décembre, son budget primitif 1998 par trente voix, dont huit du Front national, contre vingt-quatre et une abstention. (Corresp.)

Les pays de l'OCDE adoptent une convention anticorruption

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION est devenue une priorité pour les Etats développés (« Le Monde Economie » du 21 octobre). Ce phénomène « suscite de graves préoccupations morales et politiques, qui affectent la bonne gestion des affaires publiques et le développement économique, et faussent les conditions internationales de concurrence ». Tels sont les termes du préambule de la Convention internationale sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales qui devait être signée, mercredi 17 décembre à Paris, par les ministres de trente-quatre pays - les vingt-neuf pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que l'Argentine, le Chili, le Brésil, la Bulgarie et la Slovaquie, Dominique Strauss-Kahn et Elisabeth Guigou, ministres de l'économie et de la Justice, devaient représenter la France.

Adoptée à l'issue de longues négociations, la convention de l'OCDE condamne la corruption d'agents publics étrangers pour obtenir un marché ou autres avantages indus. Le champ d'application du texte est limité à l'attribution de pots-de-vin à des agents publics, et non à des personnes privées ou à des partis politiques à l'étranger. La convention doit entrer en application au plus tard à la fin de 1998, après ratification par les Parlements nationaux.

C'est la première fois que des Etats s'entendent pour poursuivre et sanctionner en commun ce phénomène. Les Etats-Unis, qui disposent d'une loi sévère en la matière, ont été les premiers à réclamer l'adoption d'une telle convention. En la signant, les trente-neuf Etats concernés s'engagent à reconnaître la corruption transnationale comme un délit susceptible de poursuites éventuellement pénales. Les sanctions applicables devront être comparables à celles applicables à la corruption d'agents publics dans le cadre national des Etats. Sera possible de poursuivre le « corrupteur actif », c'est-à-dire la personne qui promet ou offre le pot-de-vin, et non pas celle qui en est bénéficiaire (celle-ci peut fort bien se trouver dans un pays non signataire de la convention).

CHAMP D'APPLICATION LIMITÉ

« Le problème cesse d'être uniquement dénoté en termes moraux. On est de plus en plus conscient des coûts de la corruption pour l'économie », souligne le politologue Yves Mény, directeur du centre Robert Schuman à l'Institut universitaire européen de Florence. Cette convention sera-t-elle suivie d'effets ou n'est-elle qu'une valeur symbolique ? Le versement d'un pot-de-vin à l'étranger « ne tombera pas sous le coup de la loi quand le bénéficiaire, au

lieu d'être un ministre, sera son complice, le chef du parti au pouvoir, si celui-ci n'occupe aucun poste officiel dans l'appareil de l'Etat », déplore Daniel Dommel, président pour la France de Transparency International, une ONG internationale. On ne combattra pas efficacement la corruption « tant que les Etats ne se seront pas entendus sur la suppression des paradis fiscaux, qui n'existent que grâce à la complicité des Etats occidentaux », ajoute M. Mény.

Bien des sujets de préoccupation demeurent. La corruption des entreprises privées a été écartée de la convention. Les négociateurs n'ont pas pu, par ailleurs, se mettre d'accord sur les versements de pots-de-vin à des partis politiques, alors que les Etats-Unis souhaitent inclure ce point dans la convention, considérant notamment le cas des pays où un parti unique contrôle l'Etat à lui tout seul. Autre point noir : la déduction fiscale des pots-de-vin versés à l'étranger, pudiquement appelés « frais de prospectio commerciale », pour remporter des contrats, reste autorisée dans certains pays, malgré la demande de l'OCDE de mettre un terme à ces pratiques. En France et en Allemagne notamment, l'Etat ferme toujours les yeux sur ces manières de faire.

Lucas Delattre

« Vache folle » : face aux Etats-Unis, l'Europe privilégie le dialogue

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant
La Commission de Bruxelles va engager une mission de conciliation dans le conflit qui oppose l'Union européenne aux Etats-Unis à propos du commerce des viandes bovines et ovines dans un contexte marqué par l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle »). C'est ce qu'il ressort des explications fournies par Franz Fischler, commissaire à l'Agriculture, à l'Assemblée des Quinze, mardi 16 décembre.

Certes le représentant de l'exécutif communautaire s'est dit « étonné par la décision unilatérale » de Washington d'interdire l'importation de viandes bovines et ovines en provenance de l'Union, mais la priorité pour lui est de « tenter de surmonter les difficultés » soulevées par les Américains. Pour ce faire, il a annoncé qu'il rencontrera les autorités fédérales en janvier 1998. Il a consenti à « envisager dans quelle mesure la Commission se déciderait à porter l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce ».

M. Fischler a reçu le soutien de sa collègue chargée de la protection

des consommateurs, Emma Bonino. Dans sa réponse à une question sur l'embargo envisagé par l'Union sur les abats à risques infectieux, M^{me} Bonino a balayé de la main les accusations selon lesquelles la Commission aurait été sensible aux pressions des industriels communautaires et des producteurs des pays tiers pour repousser de trois mois (du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1998) l'entrée en vigueur de l'interdiction des importations de « matériels à risque spéculé » et de leurs produits dérivés. A ses yeux, les hésitations des gouvernements des Etats

membres à adopter une proposition, vieille d'un an, a conduit Bruxelles à modifier sa liste initiale (qui est cours de vérification) en raison des avis récents communiqués par le Comité scientifique permanent. Annaparavant, M. Fischler avait indiqué que le Royaume-Uni n'avait pas empêché la législation communautaire en interdisant les importations de viandes provenant d'abattoirs n'éliminant pas les abats à risque.

L'asse d'entendre dire que son institution « traitait les pieds », le commissaire chargée de défendre

les consommateurs, a conclu son intervention en déclarant : « Après tout, ce n'est pas la Commission qui a inventé l'ESB ». Elle a eu beau jeu de remettre à leur place les eurodéputés, dont la présence en séance s'est limitée à ceux qui se sont exprimés durant le débat. La représentation française était réduite à Jean-Claude Martinez (Front national).

A la décharge des élus français, il faut préciser que leur temps de parole est extrêmement limité dans les deux formations qui comptent - les socialistes et les démocrates-chrétiens - car ils y sont très minoritaires. Ainsi, André Laignel (PS) n'a pas beaucoup d'alliés dans son groupe pour défendre la thèse qui consisterait à traduire le Royaume-Uni devant la Cour de justice de Luxembourg et à demander à Londres le remboursement des sommes engagées par le budget européen pour financer les mesures de sauvegarde. Quel qu'il en soit, le Parlement européen a sa conscience qu'une soixantaine de minutes au rebondissement de l'affaire de l'ESB (encéphalite spongiforme bovine). A l'heure du dîner.

Marcel Scotto

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3015 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 17 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 18547,82 +3,48 -14,57
Hong Kong Index 10922,70 +3,33 -20,51

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

1212 1412 1612

Paris CAC 40 2814,13 +0,20 +25,01

Amsterdam CBE 911,19 +0,71 +24,56

Bruelles 18281 +0,24 +24,02

Frankfurt Dax 30 3992 -0,02 +44,99

Madrid IBEX 35 3211,70 +0,16 +26,34

Milan MIB 30 2458 +0,82 +24,83

Zurich SMI 6124,30 +0,52 +25,96

Tirage du *Monde* daté mercredi 17 décembre : 504 793 exemplaires.

L'ÉGYPTTE AU LOUVRE

A la veille de l'ouverture des nouvelles salles du Louvre, *Le Monde* publie un cahier spécial pour vous guider dans ce musée entièrement transformé. Par des chemins détournés, il vous emmène aussi en voyage aux sources de la civilisation égyptienne, en passant par les grands musées égyptiens du monde : Le Caire, Berlin, Londres, Turin et New York.

Un cahier de 12 pages à lire vendredi 19 daté 20 décembre dans *Le Monde*

مركزاً من لاصح

Prada - tel +33 2 646701 - www.Prada.com

PRADA

Le

Journal Index



LES LUMIERES DE PIERRE
LES LUMIERES DE PIERRE



MARIUS JEANNET